

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION DE LA CLASSE MOYENNE EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 17 Juin 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Jean MANOLESCO -MLADIAN

Président : M. ALGLAVE, professeur.

Suffragants : { *MM. DESCHAMPS, professeur.*
TRUCHY, professeur.

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION DE LA CLASSE MOYENNE EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 17 Juin 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Jean MANOLESCO-MLADIAN

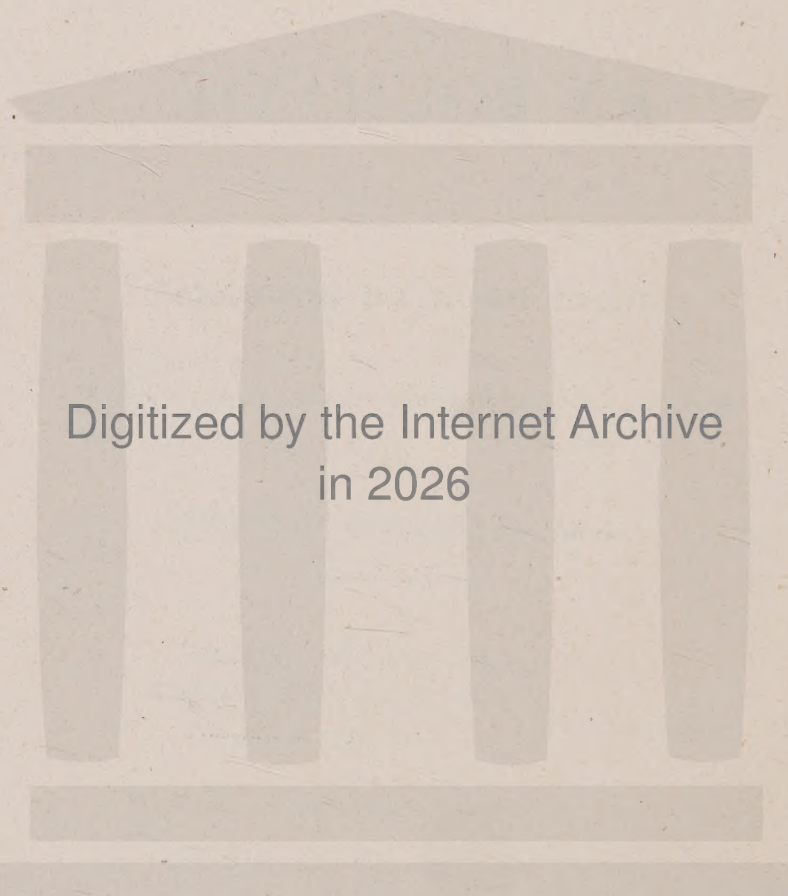


Président : M. ALGLAVE, professeur.

Suffragants : { *MM. DESCHAMPS, professeur.*
TRUCHY, professeur.

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

Vénération sacrée

A MON PÈRE

Piété filiale, gratitude infinie

L'Evolution de la Classe moyenne
En Roumanie

APERÇU GÉNÉRAL

AVANT-PROPOS

Les problèmes économiques et sociaux sont aujourd'hui à l'ordre du jour dans le royaume de Roumanie.

L'époque de transition et de transformation presque totale que marque le xix^{me} siècle dans notre évolution générale présente le plus vif intérêt pour l'œil attentif d'un observateur consciencieux, prêt à noter tous les phénomènes des forces productives et distributives d'une nation.

Chaque pays qui veut tracer un chemin conduisant au progrès social doit étudier ses conditions propres ;

ces études seulement pourront servir de base scientifique sérieuse pour les programmes et organisations politiques et économiques.

Nous nous basons sur cette observation et sur le vaste champ d'expérience et de recherches que présente la science économique et sociale de notre pays, et nous nous proposons, dans cette modeste étude, de toucher un point du problème économique et sociologique, qui forme l'objet principal des préoccupations générales.

Le début du vingtième siècle a un intérêt considérable au point de vue de l'évolution des classes sociales ; depuis quelque temps déjà, nos économistes, nos historiens, nos sociologues, secondés par la jeunesse intellectuelle roumaine poursuivent énergiquement leurs enquêtes dans le but de faire connaître au pays son état économique et social *de fait*, et afin d'apporter à la science des contributions utiles et sérieuses. Ce présent essai, le premier qu'on ait tenté sur ce sujet, s'efforcera d'indiquer quelques traits généraux et importants concernant l'évolution de notre classe moyenne, évolution qui au point de vue strictement économique est beaucoup moins compliquée dans notre pays que dans les pays occidentaux. Ce fait, d'ailleurs, est bien compréhensible étant donné les conditions de la vie roumaine, envisagées dans leur ensemble : l'impossibilité historique

d'une évolution normale vers le progrès occidental, et les qualités individuelles propres à la nation.

Ajoutons que ce travail qui n'est qu'une thèse de doctorat économique, ne peut dépasser un certain cadre arbitraire, et doit demeurer en dehors de toute préoccupation personnelle. C'est pourtant un devoir pour moi d'avouer ici le fond de la pensée qui me guide ; en cette modeste étude, j'ai voulu faire un tableau fidèle et sincère, encore qu'incomplet du problème économique qui se pose aujourd'hui d'une manière si saisissante. Comment s'opérera la reconstitution de la classe moyenne nationale, presque détruite dans la grande partie du royaume ? Tous les regards doivent fixer ce but. De cette reconstitution dépendra notre indépendance politique et économique, et notre existence elle-même.

On pourrait croire au premier abord que cette conception touche trop à la politique du pays, sans se préoccuper d'un point de vue économique, qui doit être considéré ici comme le principal. Et pourtant cette présente étude, que nous osons croire originale, ne peut être que strictement économique et très légèrement sociale. Elle ne sera elle-même que l'introduction d'un prochain ouvrage sur l'évolution des classes moyennes en Roumanie, que nous estimons utile et même nécessaire, et que nous tâcherons de mettre plus tard au jour. Rien ne peut mieux éveiller l'attention et passionner l'esprit qu'une page

d'histoire économique et sociale qui n'a pas encore été écrite. Si la France, en effet, possède quelques ouvrages remarquables sur ses classes moyennes (ceux de M. Le Vasseur (1) et d'A. Thierry (2), par exemple), nous sommes obligé de reconnaître là-dessus l'infériorité de la Roumanie. Ajoutons que ce n'est point tout à fait sa faute. Comme tous les jeunes États, c'est du moment même où il est sorti d'une trop longue vassalité, où il a pris conscience de sa liberté, que date son développement général.

Tout le monde s'accorde à reconnaître l'essor magnifique du jeune État. Cependant la littérature économique est pauvre, quoique les matériaux d'une étude approfondie n'y manquent point. Cela tient à bien des raisons dont la principale est celle-ci : nous nous sommes attachés en nous éveillant à la vie libre plutôt aux questions de forme qu'aux questions de fond. La civilisation occidentale, qui nous éblouissait, fut fidèlement copiée par notre politique et notre littérature ; nos lois constitutionnelles et administratives s'en imprégnèrent. Les milieux aisés en adoptèrent les mœurs (3) et les problèmes écono-

1. *Histoire des classes ouvrières en France.*

2. *Histoire du tiers-état en France.*

3. Voir sur ce chapitre la conférence de M. A. D. Xénopol, éminent historien et sociologue roumain, publiée dans la revue *Annales des Sciences Politiques*, 15 janvier 1909, sur « L'influence intellectuelle française chez les Roumains ».

miques furent négligés. A part deux ou trois exceptions, dans la première période de notre développement économique (1830-1864) (exceptions qui furent des *autorités* dans leur genre), nous nous trouvons devant des discussions plus ou moins banales et presque toujours inefficaces sur la question agraire, qui forme la base fondamentale de notre édifice social, politique et économique. Cette question passionna au plus haut degré l'opinion publique du pays et les cercles compétents de l'étranger.

Après la grande loi rurale de 1864 (1) qui forme sans doute la constitution agraire de la Roumanie, ne se présentèrent plus que quelques modifications ou dispositions transitoires qui n'eurent aucun résultat positivement favorable « à la classe la plus pauvre et la plus nombreuse » (2). Les mécontentements augmentèrent, des conflits se produisirent entre paysans et propriétaires de domaines ruraux, intervention de troupes, souvent répression sanglante qui toucha son comble au printemps de 1907. C'est alors qu'éclata la fameuse révolte agraire (3). Elle fut vivement répri-

1. Promulguée par un coup d'Etat, grâce au courage du grand prince *Alexandre Couza* et due à l'énergie intransigeante de son ministre *Michel Kogalniceanu*.

2. Ainsi nommée par M. Nicolas Basilescu, professeur d'économie politique à l'Université de Bucarest.

3. M. Constant Georgesco, docteur en Droit de Paris et actuellement inspecteur agricole en Roumanie dans son remarquable

mée mais l'impression qu'elle laissa dans le pays subsiste encore.

De bas en haut de l'échelle sociale on ne demandait qu'une chose ; des réformes sérieuses. Notre roi le comprit et son manifeste au pays (1) eut pour résultat la *réforme agraire* (2), série de lois importantes et très utiles pour la classe paysanne. Elles prouvent l'effort de nos gouvernants pour rétablir l'accord entre les deux classes, par l'amélioration de la plus pauvre.

Il en résulta aussi une abondante série de publications plus ou moins compétentes ; une vraie littérature économique agraire qui a contribué considérablement à étendre les connaissances sur la matière.

Voici pourquoi notre classe moyenne, d'une si grande importance dans un Etat, fut longtemps sinon toujours oubliée chez nous.

ouvrage : *La réforme agraire en Roumanie* (qu'il soutint brillamment comme thèse de doctorat l'année dernière) nous caractérise ce mouvement comme *une révolution générale agraire* (avant-propos, p. 1). Or nous croyons tout simplement que ce fut une simple révolte agraire, ayant un caractère aigu. Les circonstances et la marche de ces événements l'ont assez prouvé.

1. Manifeste du 12 mars 1907, publié par le gouvernement au nom du roi.

2. Voir à ce propos l'ouvrage de M. Constant Georgesco : *La Réforme agraire en Roumanie*. Giard et Brière, 1908

Cette négligence tient-elle à une raison de fait ? On se trouve dans un pays *éminemment* agricole ! Sans doute ! Mais il faut aussi ajouter une certaine insouciance et mauvaise volonté de la part de notre classe dirigeante. Avec un entêtement digne de nos ancêtres les Romains, nos boyards se sont toujours obstinés à mépriser toute tendance, tout effort de la classe moyenne roumaine tendant à se réorganiser, à se consolider.

Néanmoins, nous devons constater que dans la deuxième période de notre développement économique (de 1864 jusqu'à nos jours) *le cri d'alarme* fut plusieurs fois poussé par quelques hommes de bien (en petit nombre, hélas) qui, par leur propre expérience, s'ils appartenaient à une des branches productives de la classe moyenne, ou par un profond esprit d'observation et de connaissances, s'ils sortaient de la classe dirigeante ou de l'université, l'ont alimenté et l'ont propagé avec ardeur. Une action énergique — scientifiquement soutenue — se poursuit notamment dès le début du xx^e siècle en ce sens.

La place d'honneur revient sans discussion à M. *Alexandre Couza*, professeur d'économie politique et de finances à l'Université de Jassy, représentant de l'école de l'économie politique nationale dans son pays.

L'éminent maître de la jeunesse universitaire roumaine n'a pas cessé un moment depuis le com-

mencement de sa carrière publique (bien avant d'entrer dans l'enseignement) de démontrer le danger qu'encourt notre corps social, par la disparition d'un de ses éléments indispensables.

C'est justement cette question vitale du pays qui constitue le sujet de notre étude, car c'est bien la classe bourgeoise (c'est-à-dire les artisans, commerçants, industriels et fermiers) qui se trouve envahie presque partout par des éléments étrangers, qui viennent prendre la place de nos compatriotes et jouer le rôle destiné à ceux-ci, dans la vie économique et sociale.

Cet état de choses ne peut demeurer davantage sans devenir un danger sérieux et irréductible pour toute la nation. Une solution s'impose. Pour le salut de la société roumaine on ne peut la différer plus longtemps.

Voici pourquoi j'ai cru utile de toucher en un aperçu général, ce sujet si compliqué et si sérieux, en essayant de le faire comprendre à tous ceux qu'intéresse l'avenir de la Roumanie.

INTRODUCTION

SECTION I

La Société primitive. — Son organisation sociale et économique

Le développement du peuple roumain dans ces derniers temps peut être comparé à l'agitation des eaux d'une rivière arrêtées par des rochers. Les rochers sont les facteurs économiques ou politiques qui se sont introduits dans notre vie pour entraver sa marche vers une évolution normale, surtout au point de vue économique.

A peine sortis d'une longue vassalité qui nous avait privés d'une évolution progressive et parallèle à celle des pays occidentaux, nous sommes menacés maintenant dans notre existence économique par la disparition de la bourgeoisie indigène, c'est-à-dire de cette classe de la société roumaine qui occupe dans l'État la branche productive des villes et des bourgs.

Mais pour bien comprendre ce qui constitue aujourd'hui notre classe moyenne, il faut faire un aperçu rétrospectif des phases économiques de la

Roumanie et ensuite différencier les classes de la société. Il faut aussi d'abord se rendre compte de quelle manière cette classe s'est formée en France, pour pouvoir suffisamment établir les analogies et les différences. Quelques mots sur les classes dans l'antiquité faciliteront l'examen de la question.

En effet la naissance des classes bourgeoises dans l'antiquité ne peut présenter à notre point de vue un intérêt suffisant pour que nous en parlions ici. Le procès de division n'était pas constitué par exemple, dans les cités grecques ; une petite ville de quelques citoyens et autour d'elle : une plaine, plus ou moins vaste, avec des milliers d'esclaves muets, de la terre cultivée. Dans les murailles de la cité, toutes les agitations, tous les troubles de la vie politique, toutes les luttes acharnées de classe, le développement d'un commerce sectaire, l'épanouissement des arts, le progrès des sciences, l'élévation de la pensée humaine à des sommets éblouissants. Mais c'est tout. Maîtres et opprimés, telle est la caractéristique des sociétés antiques qui ne pouvaient pas envisager la nation dans l'individu mais bien l'individu dans l'Etat. L'Etat c'est l'entité suprême où doivent fléchir toutes les énergies et toutes les initiatives.

Si nous remontons à la souche de la création humaine, nous trouvons dans le livre de Morgan (1)

1. *Ancient Society*.

la caractéristique des sociétés primitives : elles sont dépourvues de divisions et de différences à l'intérieur des groupes sociaux. La société primitive non seulement dans la phase de vénérie ou dans la phase pastorale, mais aussi dans le commencement de la vie agricole se présente comme une masse uniforme divisée en groupes *homogènes* ou on observe en quelque sorte de très petites distinctions rudimentaires entre les membres de la société.

Plus tard seulement, quand se crée la possibilité d'exploiter la force de travail d'autrui, naissent les classes sociales et leur apparition est due à la guerre, par la soumission violente des vaincus. Bien avant ce procédé, la guerre avait un seul but : conquête par la chasse des indigènes ou leur extermination. Dans ces conditions il ne pouvait pas exister des classes sociales et encore moins une couche distincte par sa supériorité ou son infériorité (1).

*
* *

Donc quand une tribu victorieuse soumet une tribu vaincue, alors naît la première distinction

1. C'est Morgan, dont nous invoquons l'autorité, qui avait constaté par une longue étude riche de la vie des peuples primitifs d'Amérique (les Iroquois notamment), comme au début de la vie sociale, que même une guerre victorieuse amènerait l'expulsion ou l'extermination et non l'*asservissement* des conquis, parce que la société à cette époque ne supportait pas dans son sein de distinctions.

sociale : la classe des dominateurs et la classe des vaincus — plus ou moins subjugués — et de cette différence naissent des rapports différents quant à la production. Mais ce qu'il faut remarquer, c'est que cette distinction n'atteint pas tant les vaincus que les vainqueurs.

La tribu conquise demeure en elle-même la masse uniforme, divisée en groupements homogènes établis sur le territoire ; elle peut avoir plus ou moins de liberté, elle peut donner une partie plus grande ou plus petite du produit de son travail aux dominateurs, mais elle conserve la même façon d'être et a le même rôle dans le procès de production, si à un moment donné la classe entière dominante disparaissait, cela n'aurait d'autre importance pour la classe assujettie qu'une plus grande liberté et la conservation du produit intégral du travail ; mais alors même que l'état de soumission persiste, la tribu vaincue peut continuer de vivre son ancienne manière d'être, elle peut reprendre le fil de son développement, comme s'il n'avait jamais été interrompu.

Or, l'effet est tout différent sur la tribu conquérante : comme elle ne prend plus une part directe dans le procès de la production, sa manière d'être se change *radicalement*, toute sa vie ainsi que sa structure sociale subissent une transformation pour s'adapter aux nouvelles conditions de vie.

Dans le sein de la classe dominante le procès différentiel une fois commencé suit sa marche en avant et donne naissance aux gouvernants, aux citoyens ordinaires, aux hommes de science : prêtres, artistes, commerçants, artisans, plus tard apparaissent des distinctions fondées sur le rang et la fortune.

Cependant si cette base avait disparu tout d'un coup ou si la masse assujettie s'était émancipée par une révolution que serait-il arrivé ? Il est bien facile de le comprendre. En effet, il est indéniable que toutes les classes superposées auraient été condamnées à la destruction. Etant nées de tribus conquérantes, elles ont changé leur manière d'existence, elles se sont éloignées de la terre, leur âme a subi de grands changements, des besoins nouveaux se sont tour à tour créés, enfin leur nature physique et psychique a suivi un *processus* de spécialisation et de raffinement, qui conduit à la *spécialisation absolue*. Cette spécialisation rend donc impossible le retour à la vie d'autrefois. L'Hellade confirme parfaitement cette observation qui ressort pour nous des descriptions de Morgan.

SECTION II

La société antique. — Ses divisions en classe. — Evolution et décadence

§ I. — *L'Hellade*

L'histoire des cités hellénaques peut nous servir comme exemple typique pour caractériser l'évolution économique, historique et sociale d'un peuple. Les résultats qui s'ensuivirent nous permettront de conclure et de prouver notre point de vue sur la matière. Les *Spartiates*, le plus vaillant peuple d'Hellade, se présentent dans leur première phase en propriétaires collectifs. Cette forme d'organisation avait laissé des traces profondes dans l'organisation sociale de ce peuple (1). Avec le temps, la terre collective devint individuelle. Ce fut aussitôt le commencement des divisions en classes aux intérêts distincts, et chaque classe s'efforçant de se conserver elle-même, il était naturel que la terre se réunît dans les mains seulement de quelques-uns. C'est ce que *Aristote* raconte (2) dans *La Politique*, il fait

1. Emile de Laveleye. *De la propriété et de ses formes primitives*, 4^e édition, p. 390. Paris, 1891.

2. Les uns possèdent des terres trop étendues, les autres n'ont qu'une portion de terrain tout à fait minime et le territoire du pays se trouve seulement dans les mains de quelques-uns (*La Politique*, trad. Thurot, éd. A. Bastien, p. 71.)

remarquer que pendant le règne du roi Agis III la Lacédémone entière était la propriété de cent personnes.

Dépouillés donc de tout moyen d'existence, dans une organisation économique où les industries et le commerce ne s'étaient pas développés comme branches indépendantes et fructueuses, la population a diminué et la déchéance arriva comme une loi irréductible et fatale.

Les autres républiques de Grèce ont suivi, ainsi que nous le rappelons plus haut, la même évolution historique et la même cause générale : division de la population en classe, concentration croissante de la propriété foncière, culture par les esclaves, classe moyenne inexistante, et comme conséquence fatale : la décadence.

§ 2. — Rome

Les Romains ont suivi le même processus d'évolution unilatérale et de décomposition fatale, car ce ne furent pas tant les ennemis du dehors qui firent crouler ce vaste empire, mais une intolérable situation économique. Les Romains furent le premier peuple qui a fondé la propriété foncière individuelle, c'est-à-dire exclusive (1). L'histoire de la for-

1. Emile de Laveleye, ouvrage cité, p. 393.

mation de cette propriété ayant été maintes fois traitée et dépassant le cadre de notre étude nous n'insisterons pas là-dessus. Il faut cependant tenir compte que cette extraordinaire concentration de la propriété : *latifundia*, fut la source et une des causes de cette décadence, par la destruction des classes. Mais ce ne fut pas la seule cause de décadence, la principale fut peut-être l'épuisement des forces productives de la nation, dont la principale manifestation se trouve dans l'importation des céréales. Les armées romaines (vers 200 ans av. J.-C.) se nourrissaient de céréales importées (1) et ce qui était plus grave encore on procurait à la capitale aussi, le même produit importé pour alimenter le peuple à meilleur marché. Il en résulta un conflit entre les intérêts de la classe agricole et ceux des citadins, ce qui amena la destruction de la première et, comme conséquence fatale, la destruction de la seconde plus tard.

Voici donc les intérêts de la classe agricole, la seule classe productrice dans ces temps-là, sacrifiés aux intérêts du prolétariat stérile de la capitale (2). A cause des esclaves — qui travaillaient pour presque rien, — les paysans appauvris ne pouvaient même pas devenir prolétaires agricoles. Ils étaient donc

1. Voir à ce sujet Théodore Mommsen, *Römische Geschichte*, éd. V. Berlin, 1868, t. I.

2. Mommsen, ouvr. cit., t. I, p. 851.

forcés d'envahir les villes et surtout la capitale. Mais ils ne pouvaient pas dans ces endroits vivre de leur travail. Car à Rome il n'a jamais existé une classe moyenne proprement dite, c'est-à-dire une industrie et un commerce comme branche indépendante de profit et bénéfice, ayant donc son gain exclusif (1). Si les artisans existaient, si certains commerçants et gens de métiers apparaissaient dans la cité romaine, ils étaient tous les esclaves de leur *collège* soumis au despotisme impérial. Nous aurons l'occasion de parler de ces collèges au chapitre des corporations.

Comme la liberté individuelle n'existait pas, il n'y avait pas de division du travail. Entre les deux principes toujours en lutte : l'autorité de la société et la liberté individuelle, c'est toujours la première qui a dominé dans l'antiquité. Du reste, toute l'économie des peuples anciens n'a jamais dépassé la phase de l'économie domestique ou familiale, *Oikenwirtschaft* (2), et ceci s'explique par une raison de fait. Le grand commerce et les industries ne peuvent se développer que par l'élargissement de l'organisation destinée à pourvoir en premier lieu aux nécessités de la maison ou de la famille et ces branches productives n'existent ainsi que comme accessoires. Donc la

1. Mommsen, ouvr. cit., t. I, p. 450.

2. Dr. Karl Bücher. *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, éd. II. Tübingen, 1908, p. 65.

classe des commerçants et des grands industriels ne pouvait pas se développer distinctement comme classe moyenne, elle était comprise dans la classe des grands propriétaires de terre. Quant à la petite industrie et au petit commerce, ils se trouvaient toujours dans leurs mains, exercés par les esclaves, qui leur procuraient de gros profits (1). C'était un préjudice considérable pour les gens libres, qui auraient pu sans doute pensons-nous, composer une véritable classe moyenne.

Victor Duruy (2), — le Mommsen de la France — nous fait un tableau aussi précis que complet sur la triste destinée de ces hommes libres, destinés plus tard à produire les plus grands désordres dans l'Etat.

« Contre la misère, ces hommes n'avaient pas au moins la possibilité de vivre dans les villes comme industriels, car les riches s'étaient réservés aussi les profits de l'industrie, en organisant des ateliers d'esclaves pour tous les métiers. Crassus donnait en louage des esclaves, comme cuisiniers, maçons ou scribes. Chaque famille riche avait parmi ses esclaves des tisseurs, des ciseleurs, des brodeurs, des peintres, doreurs, jusqu'aux architectes et médecins

1. Voir à ce sujet : E. Levasseur. *Hist. des cl. ouvr. en Fr.*, œuvre citée, pp. 9 et 10.

2. *Histoire romaine jusqu'à l'invasion des barbares*, éd. XIV, Paris, 1879, p. 187.

et même des percepteurs pour les enfants. Chaque temple, chaque corporation avait ses esclaves. Le gouvernement entretenait des troupes nombreuses pour la défense des aqueducs et des monuments, pour les travaux publics dans les arsenaux, dans les ports ; sur les navires comme rameurs. Ainsi les travaux les plus grossiers, comme les occupations les plus délicates leur étaient confiés.

« Que restait-il donc au pauvre de condition libre pour acquérir ce que nécessitait sa vie, surtout là-bas où les préjugés notaient le travail comme une infamie ? Assiéger les portes des richards pour obtenir quelque chose, vendre son vote, son serment et à l'occasion son bras (1). »

Donc, chassées de la campagne, où elles ne pouvaient plus se nourrir, s'agglomérant par contrainte dans les villes, où elles étaient condamnées à végéter, sans aucune occupation, vivant de façon misérable de l'aumône publique, toute évolution vers une formation stable d'une classe moyenne nationale, appartenant par son homogénéité au corps social entier, paraissait chose impossible pour ces classes agricoles.

1. Nous tenions à reproduire ce passage, parce qu'aujourd'hui nous trouvons certaines analogies dans les classes sociales de certains pays qui font naître une foule de questions au sujet desquelles il s'engage des discussions ardentes. Heureusement les causes qui les produisent ne sont pas cette fois-ci les mêmes.

Néanmoins nous observons la même fatalité des lois économiques. Les historiens voient les causes de la décadence romaine dans le luxe et la paresse. On ne pourrait pas le soutenir d'une façon exclusive, car ces causes ne peuvent être attribuées qu'à une infime minorité. Au contraire, M. *Otto Seeck* (1) l'attribue en grande partie au « vieillissement intellectuel et corporel de la race » et au « sentiment rarement avoué mais toujours vif, que le monde existant touche à sa fin ».

Nous avons soutenu et suffisamment prouvé que la cause initiale et déterminante qui a produit cet écroulement social est due à la défectueuse organisation de la population, et à sa distribution vicieuse qui n'a pas permis une évolution normale des classes, et par l'absence d'une classe moyenne nationale, forte et consciente d'elle-même.

*
* *

SECTION III

Le moyen âge

Le moyen âge avec son organisation féodale qui succède à la période des invasions — que nous ne rap-

1. Otto Seeck. *Geschichte des Untergangs der Antiken Welt*, vol I, p. 343. Berlin, 1897.

pellierons pas ici — nous présente quelques croquis intéressants, pour notre étude. C'est l'époque qui marque réellement la formation de la classe moyenne.

En effet, les invasions barbares, qui ont détruit par les armes l'édifice politique de l'empire romain ne pouvaient pas apporter un commencement de formation bourgeoise distincte de la masse générale du peuple. Les artisans constitués dans les collèges romains, véritables machines despotiques, demeurent dispersés, vivant comme serfs sur la terre du seigneur ou comme moines dans les cloîtres. Les institutions de la classe ouvrière (1) dont jouissaient les gens de Rome (et nous connaissons la manière détestable dont ils s'y prenaient pour en bénéficier), étaient anéanties par cette domination destructive. Il est toutefois utile de constater que l'invasion germanique dans les provinces romaines a poussé l'installation du régime féodal par la construction même de ces châteaux seigneuriaux qui s'élevaient vigoureusement au milieu des champs ruraux labourés par des paysans, leurs sujets. Autour de ces forteresses inexpugnables — dans ces temps-là — naquirent petit à petit les arts, la science, le commerce et l'industrie ; les grandes résidences seigneu-

1. Ainsi nommée par M. Levasseur, mais qui ne pouvait pas former une *classe* dans l'acception large du mot, ne pouvant pas avoir de droits acquis, mais ayant seulement des devoirs,

riales se transforment au fur et à mesure des années — par l'augmentation de la population — en bourgades, bourgs et villes (1) et dans leur sein se différencient les familles patriciennes des corporations, véritable aristocratie bourgeoise. De ces corporations se détache la petite aristocratie bourgeoise, si on peut nous passer cette expression, c'est-à-dire les ouvriers et les apprentis, enfin l'industrie rudimentaire subit des transformations qui font naître le capitalisme et le prolétariat, problèmes devenus contemporains et qui font à tout moment l'objet des discussions ardentes dans le monde intellectuel et économique.

Ainsi les villes s'accroissent de jour en jour aspirant comme une pompe, de plus en plus, les fils des paysans laboureurs.

Dès ce moment la formation de la classe moyenne est un fait réel et accompli dans le monde occidental.

C'est donc dans la période de la féodalité et surtout à l'époque des croisades que la bourgeoisie, embryonnaire vers la fin des invasions germaniques, naquit et grandit dans les communes. Après la der-

1. La formation de ces villes est très intéressante à étudier, aussi le cadre de notre présente étude ne nous le permet pas pour le moment. Plus tard, nous reviendrons sur ce chapitre, lorsque nous publierons notre prochain ouvrage : *l'Histoire des classes moyennes en Roumanie*.

nière croisade (1273) les corps de métiers se reforment sur un plan tout nouveau, dans une pensée de privilège et de protection mutuelle et sans doute l'industrie et le commerce, comme branches productives, finissent par prospérer et fleurir (1).

D'abord le gouvernement des municipes — vestige romain — se modela graduellement sur le régime des cours et des châteaux et après une période de dépendance seigneuriale et ecclésiastique (où l'abus et l'oppression s'étaient fait entendre plus d'une fois), un mouvement révolutionnaire éclata. Le résultat fut une rénovation graduée et successive de l'esprit d'indépendance municipale. Les cités de la Toscane et de la Lombardie construisirent alors le modèle d'organisation communale, où le plus grand développement possible de la liberté civile se trouva joint au droit absolu de juridiction, à la puissance militaire, en un mot à toutes les prérogatives des seigneuries féodales (2).

1. Voir à ce sujet : E. Levasseur. *Histoire des classes ouvrières en France, depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution*, t. I, pp. 173 et suiv.

2. Consulter au point de vue purement historique, Augustin Thierry. *Essai sur l'Histoire du Tiers-Etat en France*. Paris, 1853.

Idem. *Considérations sur l'Histoire de France en tête, les « Récits des temps Mérovingiens », chap. VI.*

§ 1. — *Création des Communes*

En France, dès le commencement du XII^e siècle on voit la nouvelle forme de gouvernement municipal, dite consulat, faire son apparition successive dans certaines villes qui avaient des relations plus étroites avec les villes d'Italie, soit par affinité de mœurs, soit par l'état matériel ou par des conditions similaires de vie civile et politique. Elle s'établissait de façon différente, suivant le régime et l'autorité seigneuriale ; la force ou le bon accord réglait ces organisations qui s'étendaient par degrés aux villes de moindre importance. Cette forme, d'importation italienne, embrassa le tiers méridional de la France actuelle, sous une zone différente qui comprenait le nord et le centre du pays. Le mouvement impulsif et rénovateur, ayant les mêmes causes sociales, préparait d'autres effets. C'est le type de la *Commune jurée* (1). Cette nouvelle forme avait une étendue inverse proportionnelle au consulat, elle se propageait du nord au midi, tandis que l'autre prenait le sens contraire, du sud au nord.

Ces deux types de constitution communale eurent

1. Voir les *Considérations sur l'Histoire de France*, chap. VI, p. 164 et s. in-8°, 1852, œuvr. cit.

comme principe de formation une plus ou moins violente insurrection, d'une contenance plus ou moins manifeste (suivant le tempérament des citadins ou les conditions de vie qui régissaient la ville), et qui voulaient toucher comme but final l'égalité des droits et la réhabilitation du travail. « Par l'une et par l'autre, nous dit Augustin Thierry, l'existence urbaine fut non seulement restaurée mais renouvelée; les villes acquirent la garantie d'un double état de liberté; elles devinrent personnes juridiques, selon l'ancien droit civil, et personnes juridiques selon le droit féodal; c'est-à-dire qu'elles n'eurent pas simplement la faculté de gérer les intérêts de voisinage, celle de posséder et d'aliéner, mais qu'elles obtinrent le droit, dans l'enceinte de leurs murailles, la souveraineté que les seigneurs exerçaient sur leurs domaines (1). »

Il y eut sans doute entre ces deux courants de la *renovation* municipale (2) (opposés en quelque sorte), une zone intermédiaire (3). C'était donc un

1. Augustin Thierry, *œuvr. cit.*, p. 18.

2. Augustin Thierry la caractérise de « révolution municipale ». Comme le caractère de ses transformations n'était pas d'un aspect si aigu et violent partout, nous adoptons le terme de *renovation* parce qu'il nous paraît plus approprié à l'événement.

3. Voir à ce sujet Aug. Thierry et E. Levasseur, *ouvrage cité*, tome I.

mélange de combinaisons diverses qui offrait quelques analogies avec le régime des curies gallo-romaines, ou des constitutions autocratiques municipales : gouvernement de quatre personnes, choisies chaque année par la généralité des citoyens et exerçant le pouvoir administratif et judiciaire, seules ou avec l'assistance d'un certain nombre de notables. Il y avait là-dedans des garanties de liberté civile et de liberté politique ; cependant l'indépendance municipale est loin d'être vigoureuse et accomplie avec l'éclat des régimes rénovateurs (consulaires et commune jurée), dégagées de toutes les entraves par leurs chartes et leurs institutions consulaires, qui assuraient les droits de leurs citoyens et constituaient la suprême expression des instincts libéraux de l'époque.

Cette rénovation complète, à laquelle échappèrent de vieilles cités municipales, pénétra sous l'une ou l'autre de ces deux formes dans beaucoup de villes de fondation postérieure aux temps romains. Néanmoins, quelques villes, telles que Périgueux, jouissaient depuis les empereurs romains d'une liberté civile et politique qu'elles gardèrent presque intacte à travers les invasions et la féodalité. Souvent même, quand la cité se trouvait côte à côte avec un grand bourg né sous ses murs, un changement s'opéra dans le bourg même. C'était l'établissement du consulat ou de la commune jurée, dite aussi asso-

ciation jurée. Le régime était applicable uniquement pour le bourg et non pour la cité, qui demeurait dans son ancien état, telle qu'elle était auparavant.

Il est indéniable que cet esprit rénovateur qui puisait son organisation à une source italique (consulat) et germanique (commune jurée) poussa sa conquête dans toutes les villes de l'ancienne Gaule. Elle n'était pas partout égale, son succès ne portait pas en même temps les mêmes fruits, les degrés de liberté et d'indépendance ne pouvaient pas y être les mêmes. « On peut dire, ajoute Augustin Thierry, que la série des révolutions municipales du xii^e siècle offre quelque chose d'analogue au mouvement qui de nos jours a propagé en tant de pays le régime constitutionnel (1). » Ici comme partout ailleurs le vent de la contagion et de l'imitation joua un grand rôle. Au xii^e siècle déjà la fusion des éléments qui constituaient les habitants des villes gauloises était nettement achevée, elle était même bien antérieure à cette époque. On y rencontre avant le xii^e siècle la trace d'une lutte bourgeoise contre les pouvoirs féodaux. « C'est devant cette ère de troubles et de retour à une sorte de barbarie que s'opéra la fusion, dans un même ordre et dans un même esprit, — *de la portion indigène et de la portion germanique des ha-*

1. Aug. Thierry, œuvre cit., p. 20. Voir aussi pour les détails les *Lettres sur l'histoire de France*, lettre XIV.

bitants des villes gauloises et que se forma entre eux un droit commun, des coutumes municipales, composées à différents degrés, suivant les zones du territoire, d'éléments de tradition romaine et de débris des anciens codes barbares (1). »

La pensée initiale et similaire qui plane et accapare les efforts communs des gens citadins d'alors est celle de ramener, sans doute, au régime public de la cité tout ce qui était tombé par abus ou vivait par coutume sous le régime privé du domaine. « Aux XII^e et XIII^e siècles, dit M. L. Levasseur, on vit de toutes parts se former des associations communales, les unes par la rébellion et la guerre, les autres par des transactions avec leurs seigneurs » (2). Si on étudie parallèlement les étapes qui se déroulent à travers le moyen âge en Occident, depuis la formation des communes et la constitution de la classe moyenne jusqu'à l'affranchissement définitif des classes, on constate la tendance tenace et continuelle, soutenue par la bourgeoisie des villes, bourgs et mêmes bourgades, à renverser de fond en comble la société féodale et faire disparaître la juridiction seigneuriale, jusqu'à ses moindres vestiges. Il ne faut pas s'imaginer que la lutte fut facile, car l'Eglise était là pour empêcher le zèle, souvent trop ardent, de ses fidèles. « Ni la

1. *Idem*, œuvre cit., p. 16.

2. E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*, p. 180.

commune, ni l'affranchissement, dit M. Levasseur, ne délivrait entièrement les classes ouvrières de la domination des seigneurs. Elles demeurèrent engagées dans les liens de la féodalité avec le reste de la société. Elles eurent leurs suzerains, leurs services personnels, leurs redevances en argent et en nature. Un des principaux caractères de leur liberté fut de ne payer, comme les serfs affranchis, que la taille annuelle. Mais en échappant au servage, elles s'élevèrent dans la hiérarchie féodale, les unes plus, les autres moins ; quelques-unes devinrent les égales de leurs anciens seigneurs, s'administrèrent entièrement par elles-mêmes, eurent leurs armoiries, leurs gens d'armes, leurs revenus, leurs vassaux (1). »

*
* *

§ 2. — *Comment était organisée la Commune*

Nous avons vu que les communes orientaient leur genre de vie par la *charte communale*, installée par les citoyens pour régler le rouage de leurs institutions bourgeoises. Suivant cette charte, les gens d'une même ville, prenant le nom de *jurés*, se promettaient les uns aux autres fidélité et protection. Ils punissaient sévèrement quiconque violait le pacte

1. *Id.*, p. 181.

d'association mutuelle ; ils se soutenaient dans leurs querelles et dans leurs relations avec les étrangers et les seigneurs voisins, et ordinairement ils jugeaient eux-mêmes leurs différends par leurs prévôts et leurs échevins. C'était la plus précieuse de leurs conquêtes, dit M. Levasseur (1).

Tout n'est pas encore dit, car la commune avait ses revenus, pouvait lever ses contributions et concluait des emprunts. Elle élisait ses magistrats d'une façon démocratique, car le peuple souvent et entièrement prenait part à ces élections. Le système n'était pas partout le même, il variait suivant le caractère de la cité et ses moralités de vie, c'est-à-dire la composition sociale et économique de ses habitants. Ainsi on votait par corps de métiers et on choisissait en même temps les chefs de la corporation et ceux de la commune (2). Ailleurs, les corps de métiers étaient groupés en sept divisions ou *échelles* (3). Chaque échelle nommait d'abord au scrutin cinq *prud'hommes*, en tout trente-cinq, parmi lesquels le

1. *Idem.*, p. 182.

2. A Amiens, par exemple, les artisans se réunissaient tous les ans pour élire les maires de chaque corporation ou *bannière* ; les maires élus nommaient ensuite douze échevins, qui s'en adjoignaient douze autres ; et l'échevinage présentait à son tour, aux maires des bannières, trois personnes parmi lesquelles ils choisissaient le maire de la commune. (*Ibid.*, p. 182.)

3. Qui devaient faire le guet chacune un jour de la semaine, et qui élaient les consuls.

sort en désignait sept qui étaient appelés à nommer, de concert avec les douze consuls sortant de charge, les douze consuls nouveaux (1). Dans d'autres cités, notamment Sommières et tout le Languedoc, l'élection présentait plus de complications (2); c'était des petites questions de détail et de minutie, mais le point commun qui les resserrait entre elles du Midi au Nord était *l'organisation du travail*, étroitement liée à l'organisation politique et municipale. La loi écrite — méconnue depuis les invasions barbares — reprend son empire. En dehors des chartes de communes, nous trouvons les *chartes de coutume* et les *statuts municipaux*. On voit l'administration renaître dans les villes et préparer petit à petit le rôle de l'Etat au sein de la nation. « La bourgeoisie, nation nouvelle, dit Augustin Thierry, dont les mœurs sont l'égalité civile et l'indépendance dans le travail, s'élève entre la noblesse et le servage, et détruit pour jamais la dualité sociale des premiers temps féodaux.

Il est incontestable qu'elle prépara aux temps modernes cette prospérité économique et cette vigueur

1. C'était le cas de Montpellier. Voir l'*Histoire de la Commune de Montpellier*, par A. Germain, t. I, p. 155. Voir *idem.*, t. III, p. 169 la liste des métiers qui composaient chaque échelle.

2. A ce propos, lire l'*Histoire de la civilisation en France*, par Guizot.

politique, qui ont contribué à développer avec tant d'éclat les nations occidentales de l'Europe.

« Ses instincts novateurs, son activité, les capitaux qu'elle accumule, dit Auguste Thierry, sont une force qui réagit de mille manières contre la puissance des possesseurs du sol et, comme aux origines de toute civilisation, le mouvement recommence par la vie urbaine (1). »

Les ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles nous présentent comme un des plus grands faits sociaux l'action des villes sur les campagnes. Comme nous l'avons déjà dit, soit par imitation ou contagion, l'esprit rénovateur de la liberté municipale étendit son influence et porta ses fruits au delà des villes fermées et des bourgs, c'est-à-dire que la commune jurée s'appliqua tant bien que mal à de simples villages ou à des associations d'habitants de plusieurs villages. Les communes s'unissaient aussi en confédérations ayant autour de chacune d'elle, comme nous venons de le dire, une série de villages. Ceux-ci adoptaient la même charte ou empruntaient leur constitution à des cités renommées et puissantes qui pouvaient donc leur prêter protection et influence, soit par leurs conseils ou pouvoirs, soit par un arbitrage qui intervenait dans leurs querelles avec l'évêque ou le seigneur, leurs anciens maîtres.

1. Aug. Thierry, *op. cit.*, p. 21.

Ce fut toujours la crainte incessante des menaces que des voisins jaloux faisaient à leur indépendance qui explique pourquoi ils se donnèrent à une propagande infatigable, afin de se faire un rempart d'alliés (1).

§ 3. — *L'extension de la classe moyenne
sous le pouvoir royal*

Si les concessions et privilèges seigneuriaux leur donnèrent pendant et après les croisades une indépendance assez enviable, qui était due surtout à beaucoup de contrats onéreux intervenus entre la bourgeoisie des villes et le seigneur croisé, au début du xiv^e siècle, dès que le pouvoir royal commença à affirmer sa puissance et son autorité, des communes affranchies perdirent leurs titres et leurs privilèges.

Cependant de tels faits ne contribuèrent pas à détruire le tiers-état. Loin de là — comme les documents historiques le reconnaissent — la royauté faisait très souvent cause commune avec la bourgeoisie contre les seigneurs féodaux, et l'extension rapide et triomphante du pouvoir royal était parallèle avec l'agrandissement favorable de la classe moyenne.

1. Voir à ce sujet : *Tableau de l'ancienne France municipale*, par Aug. Thierry.

Cette bienveillance et protection royale envers cette classe de l'Etat ne tenait pas son explication originare à un haut esprit de justice parfaite ou à des liens sympathiques personnels. Les rois étaient assez prévoyants pour considérer le préjudice qu'ils auraient pu se créer à eux-mêmes, à leur autorité traditionnelle, à créer des pouvoirs rivaux du leur ; leur désir était tout autre ; ils voulaient donc affaiblir définitivement (plus tard même détruire) l'institution féodale, cette noblesse réfractaire et orgueilleuse qui constituait un péril perpétuel pour l'institution royale ; ils avaient réussi pour quelques siècles sinon à la détruire, du moins à l'immobiliser. Aussi, la revanche fut complète. La réussite fut définitive, grâce aussi et surtout aux classes bourgeoises appartenant aux villes sous ces différentes formes de constitution soutenues par le roi dans tous les mouvements où il y avait une velléité d'indépendance, d'émancipation ou de rénovation envers les seigneurs féodaux.

Néanmoins, à côté de l'élan rénovateur des communes, il s'était produit un courant d'émancipation beaucoup plus calme et plus ordonné dans les villes de la suzeraineté royale ; courant dirigé, réglé ou contenu par la royauté. Il est donc évident que ces villes ne pouvaient penser à une indépendance politique, assurée par une constitution propre, ou démocratique dans son essence. Toute tentative de ce

genre risquait d'être sévèrement punie. Orléans en fut un exemple (1). En échange elles étaient favorisées en obtenant des droits municipaux et de grandes libertés civiles et commerciales. Ce ne fut pas, par conséquent, l'esprit dur, rébarbatif, des cités italiennes, trempé énergiquement dans les luttes de liberté et suprématie politique ou commerciale ; mais au contraire une tranquillité abritée sous la tutelle royale, qui offrait des avantages précieux, en outre elle permettait à l'industrie de se développer sans secousse.

Dès le ^{xii}^e siècle, l'opération de transformation inouïe vers le défrichement des forêts et de terres incultes qui devait agrandir les anciennes villes et les repeupler, en élever ensuite de nouvelles et les peupler de familles échappées au servage, acheva son œuvre par ce mouvement de récomposition territoriale, ramenant au fur et à mesure d'une façon méthodique la puissance du royaume et son unité. Ces efforts continuels aboutissent au résultat que les légistes et hommes politiques d'alors tenaient à réaliser : réunion dans une seule main de la souveraineté morcelée, abaissement vers les classes bourgeoises de ce qui était au-dessus d'elles et enfin élever jusqu'à elles ce qui était dessous.

Sous Philippe-Auguste et saint Louis, la France

1. Levasseur, *op. cit.*, p. 785.

comprenait un grand nombre de villes et de bourgs possédant une population aisée, travailleuse, riche en un mot, de marchands et d'artisans. Cette prospérité qui régnait dans le domaine royal agrandi par les conquêtes de la fin du xii^e siècle et le commencement du xiii^e, contribua à former dans l'Etat de France un ordre nouveau, une classe puissante et sérieuse dans la structure sociale de la nation. Voilà ce que fit le pouvoir royal dans l'espace de deux siècles, aidé par l'affranchissement municipal, ce faisant il constitua cette couche intermédiaire entre la noblesse de robe et d'épée, et les paysans serfs. Délivré du servage, l'artisan et le marchand surent répondre à leur mission sociale, politique et économique par l'énergie dans la lutte vitale, la vigoureuse solidarité et la persévérance dans le travail, ce qui leur permit de devenir riches vers la fin de l'ancien régime et la veille de la grande révolution française.

Nous rappellerons, à travers notre étude sur l'évolution de cette classe en Roumanie, les institutions de la bourgeoisie française et quelques traits de son organisation, semblable à la nôtre, ou offrant quelque analogie avec elle.

*

* *

Considérons maintenant les traits généraux que présente la classe moyenne au moyen âge en Europe, les différents caractères de son évolution sociale et

économique et pour revenir au but de notre étude, examinons si cette évolution fut complète et si parfois le déséquilibre des classes n'emmènera pas, avec la déchéance de la classe moyenne, la décadence du pays et la destruction de l'Etat.

SECTION IV

L'évolution des classes moyennes, au moyen âge en Europe occidentale.

Si en dehors de la France féodale nous jetons un coup d'œil sur l'évolution des classes au moyen âge, si nous considérons le système d'organisation en lui-même sans en approfondir l'histoire de la formation qui est la même dans la phase féodale, nous reconnaitrons que l'Etat d'alors appartient avec tous ces domaines et ses fonctions à une caste souveraine. Le nombre de ses domaines et fonctions, qui se transmettaient de père en fils, étant naturellement limité, cette catégorie de la population connaissait les limites de son développement et pouvait proportionner son accroissement à ces limites bien connues. Le commerce et l'industrie — seconde classe — se trouvaient aussi dans les mains de certaines corporations qui étaient maîtresses absolues sur le marché intérieur, et chacune sur sa branche spéciale sur laquelle personne ne pouvait empiéter. Enfin, la dernière classe de la société était composée de serfs ou corvéables,

limite de développement à laquelle ils ne pouvaient parvenir que par la volonté souveraine de leurs maîtres. On voit le même processus de formation et d'évolution similaire à celui du peuple français, c'est-à-dire les classes de la société du moyen âge ayant peu à peu leurs cadres qui ne pouvaient s'élargir que très lentement. Ceci s'explique d'ailleurs par le principe fondamental de constatation sociale, qui régnait dans toute l'étendue des Etats et par l'absence de toute communication facile entre différents Etats, qui empêchait et excluait la possibilité d'un changement rapide. Chaque classe : noblesse, artisans, commerçants : industriels, paysans corvéables ou serfs, avait donc sa limite de développement connue et déterminée, comme nous venons de voir, pour les uns par rapport au nombre de leurs charges et de leurs domaines, pour les autres par rapport à l'importance du marché intérieur de vente ou de liquidation. Il est donc évident que dans chacune de ces classes certaines catégories d'individus avaient aussi leurs cadres fixes dans l'intérieur desquels ils pouvaient se développer.

Dans le commerce et l'industrie, seconde classe sociale, le nombre des patrons et des commerçants étant déterminé par les nécessités du marché intérieur, il fallait certaines conditions et des places vacantes pour l'installation d'un nouvel artisan ou commerçant. Celui qui voulait entreprendre une

industrie ou un commerce avait besoin d'être reçu par d'autres commerçants ou industriels de sa corporation, de légitimer ses aptitudes et de prouver qu'il était un homme sérieux (1). L'ouvrier qui ne pouvait pas arriver patron (maître), ne pouvait pas se marier. Donc l'accroissement de la population était arrêtée à chaque pas, par des obstacles connus d'avance. La population qui ne pouvait s'accroître que très lentement d'une époque à une autre, et dans l'intérieur de son cadre établi, demeure pendant tout le moyen âge très peu nombreuse, à cause de son organisation sociale qui contribue plus fort à cet état de choses que toutes les guerres et les épidémies (2). En conséquence, les cadres fixes de cette organisation ne pouvant pas permettre qu'un nombre restreint d'individus pût vivre sur le sein de la classe différenciée, l'excédent fatalement était condamné au périssement ; il essayait de trouver son salut dans des aventures de toute sorte, au prix de tout effort, c'était toujours l'éternelle confiance en soi-même, en sa fortune, en sa bonne étoile en un mot. Dans ces temps-là cet état d'esprit est beaucoup plus compréhensible qu'aujourd'hui, étant donné la profondeur du sentiment religieux et la confiance

1. Alfred Franklin. *La vie privée d'autrefois. Comment on devient patron*. Paris, 1889.

2. Voir à ce sujet Louis Cibrario. *Economie politique du moyen âge*. Paris, 1849, vol. II, p. 125.

que chacun avait dans la protection divine, sur les bienfaits de la Providence.

Les croisades, notamment, ne furent en somme qu'un effet de la trop grande densité de la population. Un exemple caractéristique témoignera de la vérité de notre affirmation : les premières troupes qui partirent vers les saints lieux, commandées par Gauthier sans Avoir (Walter von Habenichts), n'étaient qu'un ramassis de mauvais sujets parmi lesquels bien peu arrivèrent à Constantinople, ayant été pour la plupart, décimés par la faim, la fatigue et les combats (1).

La découverte du nouveau monde, la colonisation de ce qu'on appela plus tard l'Amérique, le voyage de Vasco de Gama, l'accroissement des relations commerciales avec les Indes et la Chine furent les premières causes du changement de l'organisme social. Karl Marx et Frédéric Engels le reconnaissent explicitement dans le fameux « manifeste du parti com-

1. Certains auteurs comme *Schoöbergs* essayent de donner une explication scientifique aux croisades et les interprètent comme phénomènes *d'expérience relative*. M. Alexandre Couza dans son grand livre *La Population* (ouvrage couronné par l'Académie roumaine), croit voir une confirmation sur le principe de la population énoncé par lui, c'est-à-dire : « La population a une tendance continuelle à se multiplier jusqu'à la limite extrême de son développement possible, et que le phénomène de l'hipérhémie est un phénomène qui se reproduit à la fin de chaque période de développement de la population. »

muniste » (1). L'industrie féodale n'était plus en état de satisfaire les demandes croissantes de marchandises. Ceci nécessitait sans doute une nouvelle organisation du procès de la production. Ce changement était inhérent à la vie de la société, car pendant qu'autrefois le principal but — que poursuivait ce processus de production dans les classes sociales, — était évidemment la suffisance du marché intérieur et la garantie d'existence des artisans (ce qui explique le cercle protecteur dont on entourait les métiers) ; cette fois-ci, les demandes étant accrues, le bénéfice du travail était la principale chose et devait devenir le principe directeur de cette nouvelle organisation économique et sociale.

SECTION V

Naissance et évolution des classes

Nous voyons donc la différence essentielle — autant sociale qu'économique — entre les populations antiques, avec leurs classes distinctes et leurs civilisations propres, et celle de la fin du moyen âge qui évoluent vers la société moderne. Ce n'est plus la production directe des biens ou des choses en vue des nécessités de la *famille* (laquelle appartient à

1. Karl Marx und Friedrich Engels : *Manifest der Kommunistischen Partei*. London, 1848.

l'Etat), l'évolution lente, progressive du moyen âge amène en effet une division du travail, ayant pour base les intérêts de *la ville* (commune urbaine) avec ses dépendances et ensuite au début de l'époque moderne, ceux de la nation ou du peuple entier, dans les limites de ses frontières.

Si nous prenons comme principe de division la relation entre la production des biens et leur consommation, si nous envisageons dans le temps et dans l'espace le parcours que ces biens ont à faire du producteur au consommateur, nous arrivons, en effet, à établir un tableau schématique, adopté par *Bücher* (1) et qui ne nous intéresse ici qu'au point de vue des conflits entre les agriculteurs et la classe moyenne, conflits qui contribuèrent naturellement à l'évolution de cette dernière.

Il résulte donc de tout ceci que les périodes ou les phases par où passa l'économie des peuples du centre et de l'occident européen se divisent en :

1^o Période de *l'économie familiale* ou domestique (*geschlossene Hauswirtschaft*) où la production a pour but la satisfaction des besoins de la famille, et non pas l'échange de produits. Les biens se consomment dans la maison et au lieu même où ils se produisent.

2^o Période de *l'économie civile* ou « à la manière

1. Dr Barl Bücher, *op. cit.*, p. 57.

des *villes* » (c'est la seule traduction de *stadtwirtschaft*) où les biens passent directement des mains du producteur aux mains du consommateur. Cette période est celle de la formation et de l'évolution de la classe moyenne, qui est le sujet même de notre étude. C'est grâce à cette opération de production et d'échange que la classe moyenne put naître et trouver sa raison d'être en poussant son évolution jusqu'à l'époque moderne et contemporaine qui constitue la troisième phase.

3^e Phase de l'*économie nationale* ou politique (*Volkswirtschaft*) qui fait produire les marchandises et circuler les biens par différentes mains jusqu'à leur dernière destination, c'est-à-dire jusqu'à leur consommation. C'est l'esprit de transaction qui commande cette période, en augmentant et en fortifiant la classe moyenne, en lui donnant l'importance qu'elle mérite dans l'État, et en la rendant assez puissante pour ne plus être ni entravée, ni détruite. Friederich List (1) et M. E. Levas-

1. Il est intéressant de citer à ce sujet la division que fait List dans son *Système national d'économie politique* à propos du développement économique des peuples : 1^o l'état sauvage ; 2^o l'état pastoral ; 3^o l'état agricole ; 4^o l'état agricole et industriel ; 5^o l'état agricole, industriel et commercial. Il finit par conclure que l'accroissement de la population et la formation de ses classes distinctes dépend uniquement de l'organisation de leurs moyens de production, et non à leur nature propre. *Eug. Dühring* la désigne sous le nom de Théorie de la Capacité (*Capacitätstheorie*). Voir : *Kritische, Geschichte der National Economie und der Socialismus*. éd. III. Leipzig, 1879, p. 353.

seur (1) distinguent chacun cinq phases principales du développement des peuples (2). Ils reconnaissent tous deux que les quatrième et cinquième phases sont celles du développement industriel et commercial, c'est-à-dire de l'évolution de la classe moyenne. Cependant nous insistons particulièrement sur la division de Bücher, quoiqu'elle ne puisse s'appliquer avec exactitude à aucune des phases réelles de l'économie qui est en continuel état d'évolution ; néanmoins elle nous indique peut-être mieux la différence qui existe entre les relations des peuples antiques et les relations [des peuples modernes. Ces transitions expliquent aussi les évolutions de la société et sa division en classes.

On comprend d'après ces phases schématiques la décomposition de l'unité économique en classes viables et indépendantes entre elles. Dans l'organisation sociale du moyen âge, dans son évolution vers les temps modernes il y a d'autres luttes que celles des divers possesseurs de terres et des prolétaires, luttes qui caractérisaient toute l'histoire sociale et peut-on dire, économique de l'antiquité : les conflits se multiplient et se partagent entre les différentes catégories

1. E. LEVASSEUR. *Les causes et les limites de la population dans le monde*. Séance et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, mai 1892.

2. Voir à ce sujet aussi : A. C. Couza, *op. cit.*, p. 364 et suiv.

de producteurs. Incontestablement, nous avons devant nos yeux le meilleur indice d'évolution dans les classes sociales du moyen âge par l'accroissement continu et constant de ces conflits, qui se poursuivent méthodiquement jusqu'à l'époque moderne et de celle-ci à la contemporaine.

Ainsi les intérêts des producteurs agricoles — qui formeraient une classe bien définie — entrent en conflit avec les intérêts, avec la classe des industriels et commerçants, classes appartenant aux villes, et par conséquent classes bourgeoises. D'autre part, les conflits se produisent même entre les différentes unités économiques, entre les différentes villes et états producteurs de marchandises, pour l'accaparement du marché de vente et de liquidation. Ensuite, la science intervient pour produire une révolution dans l'évolution de la classe moyenne ; car, en même temps que les forces de production augmentent par la division du travail, les découvertes mécaniques contribuent sensiblement à cette augmentation, ce qui emmène sans doute une population industrielle très nombreuse. Que doit-elle faire cette population appartenant à la classe moyenne ? Elle est forcée de chercher par tous les moyens la vente des produits de son industrie, qui surpassent de beaucoup ses besoins propres.

Donc il résulte de ces faits qu'entre les différentes villes pendant le moyen âge (comme nous le

disions plus haut) et aujourd'hui entre les différentes nations il existe une lutte acharnée pour l'accaparement du marché de vente et de liquidation, c'est-à-dire pour obtenir les moyens d'existence par la manière indirecte de l'échange. C'est la sphère d'opération et d'activité que les classes moyennes d'hier et d'aujourd'hui nous présentent, car c'est un *modus vivendi* indiscutable à leur existence. A la bourse comme au marché une même tendance : chacun cherche à réaliser ses valeurs propres et limiter autant qu'il peut la sphère d'étendue de tous les autres.

C'est la lutte du plus fort, c'est-à-dire de celui qui est le plus diligent, le plus vaillant, le plus habile et le plus adroit à trouver les moyens de production de plus en plus perfectionnés, de celui enfin qui sait donner la meilleure marchandise, à meilleur marché et procurer avec la plus grande facilité. Alors la victoire lui appartient et soutient en même temps tout l'édifice où s'abrite sa classe. Plus ce système sera généralisé et perfectionné, plus la classe moyenne sera forte et plus sa puissance aura de répercussion sur la vitalité de la race à qui elle appartient.

Quant aux faibles, ils ne peuvent que nuire à la classe dont ils font partie, dans le sein de la nation ou à la nation même, en lutte économique avec une autre. La seule et meilleure solution est de les écarter, en les rendant plus utiles là où leurs aptitudes

peuvent être employées à produire soigneusement un travail quelconque. Passeront-ils dans la classe rurale, labourant les terres, formeront-ils la petite bourgeoisie rurale, artisans des campagnes, dont les descendants pourront diriger leurs pas vers la bourgeoisie des villes ? C'est une affaire de bon sens économique et de bon ordre social, sur laquelle on ne doit pas trop insister. Le fait à retenir, à envisager et à discuter, celui qui décide de l'existence et de l'évolution de la classe moyenne, c'est certainement et strictement le *renouvellement* continu des classes, *l'harmonie* qui doit exister entre elles et enfin *l'homogénéité* parfaite qui doit régner d'un bout à l'autre de la pyramide sociale.

Une nation, un peuple, ne peut pas évoluer unilatéralement ; c'est-à-dire son développement ne peut pas se produire sans une division par classe et catégories qui lui permettra d'exercer ses aptitudes et ses qualités physiques, morales et économiques, d'où doit se répandre sa vitalité et sa vigueur. Si l'évolution se produit d'une façon unilatérale, l'organisme social est condamné à la destruction, par l'épuisement des forces qui ne sont pas alimentées par des éléments nouveaux et vigoureux. La statistique nous démontre que la population des villes — qui forme la classe moyenne et la classe dirigeante — ne peut se conserver que par l'écoulement continu des excédents de la population agricole que

forme la classe paysanne se renouvelant totalement à la suite de quelques générations.

M. Georges Hansen (1) se plaît à considérer les trois classes qui forment la population d'un pays, c'est-à-dire la *classe rurale*, qui contient tous les propriétaires et les paysans ; la *classe moyenne* (gens des villes), qui contient tous les éléments instruits et cultivés, représentants des industries, hommes de science, etc. ; enfin la classe des travailleurs, *ouvriers prolétaires*. Ce n'est que la première classe qui est constante, alimentant de ses excédents la population citadine et urbaine. M. Hansen sans doute tient à établir le cours de la population, il se place au point de vue de la nature des occupations et pas de celui de la nature sociale. Il est préoccupé du *cours de la population* en général et ne se soucie guère si la règle peut être appliquée à propos de la formation sociale et économique. Il est parfaitement vrai par exemple, que la population des champs a une tendance à renouveler la population des villes au cours de quelques générations. Cependant le terme de deux générations paraît trop court (2), car il faut

1. Georges Hansen. *Die drei Bevoölkerungsstufen*, München, 1889.

2. Si nous tenons compte, par exemple, du flux continuuel de la population des petites villes à celle des grandes, sans doute le terme du renouvellement est trop court. M. Alexandre Couza croit à ce sujet que le renouvellement peut s'accomplir dans trois ou quatre générations. Voir *La Population*, p. 389.

avoir en vue certaines familles dont l'évolution est de plus longue durée. Le tableau de M. Hansen concernant Berlin est intéressant à considérer, ce qui nous décide à le reproduire.

Industries et Métiers	Nombre total des individus indépendants	Du nombre total sont nés		A 100, sont nés à Berlin
		dans Berlin	Ailleurs	
Hôtels et Restaurants...	11.036	1.553	9.483	14, 07
Commerce et boissons..	2.325	343	1.982	14, 73
Cordonneries	13.092	2.262	10.830	17, 28
Constructions.....	22.183	4.428	17.755	19, 96
Expédition et courtage..	5.890	1.375	4.515	23, 34
Manufacture	49.386	14.779	34.507	29, 92
Banque et crédit.....	3.253	1.020	2.233	31, 36
Librairie.....	1.767	617	1.150	34, 92
Travaux en métal.....	24.767	9.806	15.016	39, 50
Industrie textile.....	8.166	3.961	4.205	48, 51
Typographie	6.848	3.785	3.063	55, 29
Artistes.....	4.699	2.811	1.883	59, 82

Le renouvellement de la population urbaine par les éléments ruraux s'exprime bien dans le tableau ci-dessus. On observe avec intérêt et satisfaction scientifique que *la nouvelle récolte*, si on peut nous passer cette expression, c'est-à-dire les éléments venus du dehors pour alimenter la classe moyenne indigène, n'essaye pas de s'introduire dans les branches qui demandent une plus grande habileté, notamment en typographie ou autres arts; *ces branches jouissent de*

la prépondérance indigène. Il en reste d'autres qui demandent moins de préparation sérieuse, notamment les métiers de spéculation comme les banques et crédits, hôtels ou restaurants, enfin les constructions, travail brut et résistant qui n'exige qu'une habileté médiocre. Le principe de l'homogénéité trouve donc sa sanction ici comme ailleurs et apparaît comme une loi naturelle et inéluctable.

Il résulte donc que les communes rurales, fixées dans les champs productifs produisent un grand excédent de naissances destinées à passer dans les villes. Ce surplus ne pouvant se nourrir sur le sol natal essaye d'abriter son existence dans la ville, commençant par gagner leur pain quotidien dans les métiers les plus simples et les plus rudimentaires. Les mieux doués par la nature finissent par acquérir un métier stable et suffisant à leur entretien. Ils constituent dorénavant *la classe moyenne nationale* composée d'artisans, de commerçants, d'industriels, d'agents de change et de fermiers. Cette composition n'est pas très absolue ; elle varie assez souvent pour certains emplois qui, dans des pays plus petits avec une évolution sociale différente, appartiennent à la classe immédiatement supérieure (1).

Cette classe est formée par la troisième génération

1. C'est le cas de la Roumanie et des petits pays de l'Europe orientale.

constituée par le surplus des éléments appartenant à la classe moyenne ou bourgeoise, qui dépasse cette population par l'intelligence, le mérite et la capacité. Elle s'emploie dans les *professions libérales* et appartient dorénavant à *la classe dirigeante*, sommet de la hiérarchie sociale et ayant comme mission la direction effective, politique et intellectuelle de l'Etat.

Cependant tout n'est pas dit. Il ne suffit pas de constater la composition harmonieuse des classes en catégories pour croire à leur vitalité intangible. Or, la classe dirigeante, à cause de sa spécialisation et du développement plus unilatéral que les autres, de ses attributions et qualités intellectuelles, est condamnée à la disparition totale si elle n'est pas alimentée continuellement. La lutte pour l'existence, l'agglomération dans les villes, explique pourquoi le processus de décomposition éliminatoire achève l'anéantissement de cette classe, si elle ne trouve point un appui sérieux dans la classe moyenne, qui avec son excédent complétera les cadres vides. La classe moyenne à son tour ne pourra exister que par les excédents de la classe rurale reversés dans la première, lui procurant ainsi les éléments nécessaires à son existence.

« La population d'un Etat, dit M. Couza, est un *être organique*, dont les parties ont la plus étroite liaison possible. La classe positive, qui domine la

terre, la *classe rurale*, s'alimente avec ses excédents la *classe moyenne* urbaine et de celle-ci on recrute ensuite des éléments qui constitue la classe dirigeante. De cette façon il y a le *même et seul peuple* qui se trouve seulement dans différentes étapes de développement. Il est aussi travailleur avec ses mains en faisant le travail brut pour l'entretien de l'organisme social ; il est aussi commerçant et artisan pour spéculer et remanier ses propres produits ; enfin il est aussi artiste, savant ou homme politique, incorporant ses idéals artistiques et littéraires dans des formes appropriées à son caractère ethnique distinct, affirmant son individualité sur le terrain de la science et cherchant à réaliser ses aspirations nationales dans le domaine pratique » (1).

Les conclusions de M. Couza se rencontrent avec celles de M. Hansen d'autant plus que le même sujet a été plus amplement traité dans un ouvrage antérieur (2), où l'auteur se proposait de démontrer l'importance qu'ont le commerce et l'industrie dans l'existence d'une nation.

Nous insisterons un peu plus sur le phénomène de l'*endosmose sociale*, — cette action de croisement et d'entrecroisement orienté de haut en bas et de

1. *Op. cit.*, p. 464.

2. *L'artisan roumain* (Meseriaşul Român). Jassy, 1893.

bas en haut, que nous venons de voir, — dans les considérations que nous ferons sur l'évolution de *notre* classe moyenne. Le rôle de la classe rurale chez nous apparaît plus indispensable encore à la formation de la classe moyenne, car plus que jamais nous sommes menacés dans notre existence par la désorganisation de cette classe remplacée par des éléments *hétérogènes*.

Avant de rentrer pleinement dans notre sujet, jetons un coup d'œil sur l'évolution typique de cette bourgeoisie dans les Etats où son évolution fut plus nette et sa puissance plus manifeste et examinons, pour mieux expliquer certains phénomènes analogues contemporains, les causes qui ont contribué à sa décadence.

Nous en étions aux considérations sur la naissance et le développement des classes moyennes en Europe occidentale pendant le moyen âge. Parallèlement à l'évolution qui s'opérait en France et ailleurs, nous avons essayé de donner une explication scientifique à cet état de choses en nous basant sur les théories des savants modernes, sur la division, la formation et l'évolution des classes. En nous arrêtant à la division de M. Hansen, soutenue et complétée par M. Couza, nous avons vu le point de départ qui devra confirmer plus tard le but de notre étude.

Examinons maintenant l'évolution de la classe

moyenne en Italie prenant comme type la ville de Florence aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

§ 1. — *Florence*

La cité de Florence était incontestablement une des plus grandes villes et des plus respectées du moyen âge. Sa situation économique était si prospère que tous les écrivains d'alors nous racontent le monopole qu'elle avait sur les produits du riche Orient, abondant en toutes sortes de produits. Elle les procurait à l'Occident qui se hâtait de les recevoir pour les faire servir à ses propres besoins. Ceci amena la création d'une industrie florentine originale et enviable par son développement. Sa classe moyenne était arrivée à une si grande puissance qu'elle surpassait tous les intérêts des autres classes, anéantissant donc la classe rurale, ce qui devait la rendre inutile ; malheureusement, au ^{xiv}^e siècle, l'agriculture florentine n'était plus en état de satisfaire les demandes de produits qu'à peine cinq mois de l'année.

La population industrielle et commerciale augmentait sans cesse en même temps que la nourriture devenait de plus en plus chère. Or, la première condition pour que l'industrie puisse prospérer est l'abaissement des salaires ; ceci réclame naturellement une nourriture à bon marché. La république

florentine était donc forcée d'importer des céréales pour vivre ; bien plus encore, elle accordait les prix d'importation pendant les crises et achetait avec des pertes onéreuses du blé et autres céréales de l'étranger. Ceci devait tôt ou tard amener un changement autant dans la culture de la terre que dans l'état des personnes qui la labouraient. Il intervint donc une sorte de contrat de fermage, hérité de père en fils, assez précaire, parce qu'il pouvait être résilié sans avis préalable.

L'organisation féodale en fait ne pouvait plus exister, car le territoire se divise en fermes pour la culture intensive.

Les paysans n'ayant plus de villages deviennent *libres*, sans propriétés et sans propriétaires, car celui-ci n'a aucune obligation envers eux. Ils sont de simples travailleurs journaliers. En fait de contrat, il existe une analogie avec celui qui existait dernièrement en Valachie (1). Les paysans ne possédant rien, la classe rurale quitta les champs, immigrant dans les villes pour procurer à l'industrie les bras dont elle avait besoin. Ce nouvel élément contribua sans doute à la grandeur et à l'importance de Florence, sa classe moyenne déjà si puissante arriva au com-

1. Une des grandes provinces qui forment la Roumanie d'aujourd'hui. Voir à ce sujet l'ouvrage de M. Constant Georgesco : *La réforme agraire en Roumanie*, Paris, 1908.

ble de sa gloire et de son autorité dans l'Etat. L'évolution bourgeoise ne pouvait faire un pas de plus ; mais l'équilibre social était rompu, le bon ordre économique détruit, la concurrence des autres pays qui développèrent petit à petit leur industrie, vint porter le coup fatal et décisif de la décadence.

Florence, cité grandiose, cité du moyen âge, qui en 1338 comptait 200 manufactures de drap et fabriquait 70.000 à 80.000 pièces par an, évaluées à 25.000.000 de francs ; Florence, qui nourrissait trente mille hommes sur 273 fabriques (1), échoua dans la concurrence de l'industrie flamande puis de celle des Pays-Bas et de la France. La bourgeoisie n'avait plus l'appui des paysans pour alimenter ses forces. Affaiblissement à l'intérieur, diminution à l'extérieur, donc désorganisation complète et triomphe de l'influence flamande, anglaise et française. La bourgeoisie florentine ne pouvait guère résister aux transformations qui s'accomplissaient d'un bout à l'autre du monde commercial par la conquête de Constantinople, qui interrompait la navigation sur la mer Noire et les communications terrestres avec les Indes (1453) ; elle était endommagée par la découverte de la route des Indes par les Portugais

1. Louis Cibrario. *Economie politique du moyen âge*. Trad. Barneaud. Paris, 1859, vol. II, p. 254.

(1498), qui déplaça la principale voie commerciale de la mer Méditerranée dans l'Océan atlantique ; enfin sa sphère subjective d'influence et d'accaparement, due à ses qualités commerciales et industrielles, était obligée de fléchir devant tant de motifs objectifs qui concouraient à son abaissement.

Le processus de décomposition interne, suivant les lois sociales et économiques, était inévitable. Il n'y avait plus un cercle étendu d'opérations commerciales, il n'y avait plus de débouchés industriels assez nombreux pour satisfaire les conditions d'existence d'une classe moyenne, unique et indivisible. La république commerciale de Florence, impuissante à vivre par elle-même, tomba. L'évolution vicieuse de la classe moyenne amena sa chute, qui fut celle de la nation elle-même.

§ 2. — *L'Espagne*

Le royaume d'Espagne, affranchi des Maures, eut la même évolution économique et sociale. L'agriculture était détruite par les Maures qui ne voulaient pas laisser aux nouveaux maîtres cette branche productive, qu'ils avaient rendue si prospère. C'était un état économique déprimant qui dut trouver son remède dans le pâturage et l'élevage du bétail. Nous trouvons au x^ve siècle quatre quarts de population chré-

tienne qui ne demandait qu'à évoluer vers une phase plus appropriée à ses besoins et à son siècle. La couronne espagnole comprit son devoir et Isabeau de Castille avec son époux, Ferdinand d'Aragon — devenu depuis roi d'Espagne — se mirent à l'œuvre avec succès.

La loi de 1502 s'occupe à fixer un prix maximum que les agriculteurs devaient respecter pour pouvoir vendre leurs produits. Ce n'était pas une loi parfaite, puisqu'elle n'était pas faite avec un esprit d'observation profonde des choses. Mais à ce moment il manquait là-bas des spécialistes en la matière, à cause des occupations pastorales. Les intérêts industriels furent beaucoup mieux ménagés pour continuer la tradition de prospérité que les Maures avaient laissé sur le territoire. L'industrie de la soie, notamment, fut protégée par une loi spéciale, ainsi que l'industrie de la laine, en 1511, soumettant les draps à un contrôle sévère de garantie. Les colonies se procurant aussi des produits de la métropole, une ère de paix qui suivit le traité de Madrid, donna un essor extraordinaire à l'industrie espagnole. Les manufactures ne sont pas assez productives pour satisfaire les demandes innombrables de marchandises, qui s'effectuaient pour cinq, huit, dix ans d'avance. Ainsi à Tolédo, vers 1525, le commerce de la soie et de la laine nourrissait 10.000 hommes.

En 1550, ce nombre s'élevait à 50.000 et ne

s'arrêtait pas encore. Voici donc la classe moyenne en pleine évolution heureuse, stimulée incessamment par la loi de l'offre et de la demande et pouvant se reposer sur une classe rurale qui commençait à prospérer, grâce à la vente des produits agricoles — dans la métropole et dans les colonies — et ensuite à la protection que lui accordait Charles-Quint. Celui-ci fit construire des travaux de grande importance, le canal d'Ebro notamment, qui procurait à l'agriculture de l'Aragon l'eau nécessaire pour pouvoir prospérer. Toledo, Serville, Ségovie, Cuenca, Grenade, Triane deviennent le centre du commerce et de l'industrie et les cités où la classe moyenne forme la majorité imposante et prospère, dont Medina del Campo demeure le centre. Il ne pouvait donc pas s'agir d'une indolence pour le commerce et l'industrie, ni de l'orgueil espagnol, qu'on citait naguère comme une cause de la décadence. Ce fut toujours les éternelles luttes de classes à intérêts opposés, aux catégories mal divisées et défectueuses qui firent écrouler toute cette grandeur due dans sa majeure partie à l'évolution éclatante et au développement puissant de sa classe moyenne.

C'est le conflit entre les propriétaires agricoles et ceux de pâturages qui marque la période de décadence. Les premiers bénéficiaient d'une loi de protection accordée par Charles-Quint, les seconds demandaient la suppression de la loi. Ils triomphè-

rent, parce que ce grand roi n'existait plus pour aviser aux mesures que l'ordre économique réclamait. Les terrains agricoles mis en exploitation les dernières années furent rendus aux pâturages en 1551 et 1552.

Ensuite, la propriété foncière finit par se concentrer dans les mains de la noblesse et du clergé, annihilant les petits propriétaires. Donc de nouveau apparaissent les « latifundia » romaines, cause de perdition fatale. Voici donc la classe rurale sur la brèche, forcée d'émigrer dans les villes pour pouvoir sauver son existence menacée. Même phénomène qu'à Rome et à Florence. La classe moyenne est débordée, elle ne peut plus se nourrir à bon marché et suffisamment. Les Cortès espagnoles et le roi Philippe II sont saisis par des lois et des règlements pour améliorer le sort de l'agriculture. Le roi ne comprit pas le danger et se refusa à donner son appui. La décadence imminente fut alors un fait accompli. La classe rurale ruinée, la classe moyenne dépourvue d'excédents de la classe rurale et la noblesse privée de tout contact avec ces deux classes, affaiblie par les guerres, les plaisirs et les frivolités causèrent la désorganisation complète, le déséquilibre social et le désordre économique. La meilleure preuve de cette faiblesse et de cette désorganisation est l'invasion assez considérable des éléments étrangers vers le commencement du

xviii^e siècle, qui occupèrent presque toutes les branches de métiers.

Il y a aussi bien d'autres causes à la décadence de l'Espagne. Les discuter serait nous éloigner de la question principale. La politique mercantiliste des Cortès concernant les métaux précieux, le commerce avec les colonies (qui augmente les demandes), ont contribué aussi à rabaisser le commerce et l'industrie espagnols. La politique des Cortès, en effet, ne pouvait pas amener le pays à une grande prospérité économique, car les personnes qui composaient ces Chambres appartenaient à la classe dirigeante et par conséquent avaient trop peu de compétence pour pourvoir aux intérêts de la classe moyenne concernant l'industrie et le commerce. Malheureusement, celle-ci ne pouvait point compter d'élus parmi ces membres, étant frappés par l'interdiction de la loi qui lui défendait d'appartenir en quoi que ce soit à l'administration des villes. C'était une grande erreur, car qui pourrait mieux administrer les intérêts de l'Espagne que ceux qui la faisaient vivre ! (1).

1. On dit que l'histoire se répète souvent. Dans ce cas on peut avoir bien raison, car aujourd'hui encore nous voyons des dispositions absurdes, économiques ou sociales, décrétées par des gens incompetents dans la matière et qui frappe impertinemment ceux qui par leur compétence pourraient apporter de grands services à leur cause, qui souvent est celle du pays.

Le commerce espagnol essaya de résister et put se maintenir sur tout le marché de Séville. Mais la concurrence étrangère ne tarde pas à se montrer accaparant toutes les affaires. La politique imprévoyante du gouvernement commença par détruire aussi ce commerce passif, imposant par le décret de 1603 une taxe supplémentaire de 30 o/o sur l'importation et l'exportation de toutes les marchandises dont les propriétaires ne pouvaient pas faire preuve d'une complète indépendance commerciale vis-à-vis des Pays-Bas. Ces entraves avaient comme résultat le commerce de contrebande qui anéantissait les transactions avec les colonies, fermant les derniers débouchés industriels. Tous ces coups portaient directement sur la classe moyenne qui sans doute en ressentait toute l'importance.

Enfin, l'expulsion des Maures a-t-elle été une cause de décadence de la classe moyenne espagnole ?

Sans doute économiquement la bourgeoisie en tant que classe et le territoire politique espagnol s'en ressentirent.

Sur ce sujet les opinions des économistes et des historiens se partagent. Les uns soutiennent que ce fut la première et cause capitale de l'abaissement politique et économique de l'Espagne, les autres trouvent que c'est une cause assez secondaire. Nous sommes pour ces derniers, car si les lois espagnoles n'avaient pas été défectueuses, si l'esprit de caste n'a-

vait pas été si vicieux, sans doute que l'industrie et le commerce étant en état de prospérité le départ des Maures aurait trouvé dans la classe moyenne et rurale des éléments capables de les remplacer par les excédents de naissances et par une capacité acquise peu à peu par l'expérience. Au contraire, la mauvaise division de la population qui avait préparé la décadence économique de l'Espagne ne pouvait pas dorénavant remplacer les éléments industriels chassés, qui devait finir par ruiner son économie nationale.

Il s'ensuivit donc une augmentation colossale d'éléments improductifs, que devait abriter l'hospitalité des monastères et la générosité des nobles. C'était donc une population de mendiants et de vagabonds, prédisposés à la paresse et annonçant le déclin de la race. Les effets de l'existence de tous ces éléments parasitaires sont analogues à ceux dont Florence fut le théâtre.

Les éléments étrangers ont trouvé un terrain propice à leurs épanouissements, ils ont obéi aux lois de la population énoncée par Malthus (1), se développant et se multipliant au fur et à mesure qu'ils trouvaient une classe rurale anéantie, une classe moyenne épuisée et une classe dirigeante dégénérée et insouciance.

1. Et complétée par M. Alex. Couza dans son ouvrage « La Population », *op. cit.*

Le principe de l'endosmose sociale, qui seul fait vivifier l'organisme économique d'une nation, n'accomplissant plus son œuvre, condamne à la ruine tout l'édifice.

SECTION VI

L'évolution de la classe moyenne en France depuis les Croisades jusqu'à nos jours

Si, avant de terminer notre introduction, nous reprenons notre aperçu de l'évolution de la classe moyenne en France au point de vue des métiers et branches lucratives, et que M. Levasseur caractérise en les dénommant classes ouvrières (1), nous constatons les progrès que nous venons de reconnaître plus haut pendant et après les Croisades. Les halles se peuplent de marchands, qui viennent de tous les bourgs environnants vers la ville ; la Hanse parisienne, qui rappelle les associations germaniques, faisant le commerce par eau sur la Seine, devient

1. Au point de vue scientifique cette dénomination est plus appropriée à notre étude, parce qu'économiquement ce titre renseigne et se conforme mieux à la vraie signification de la classe moyenne : Quant à l'ouvrage d'Augustin Thierry, il s'étend sur toute la bourgeoisie française en tant qu'habitants des villes — et sauf les origines de cette bourgeoisie, il ne peut avoir pour nous qu'un intérêt purement historique et moins approprié à notre étude.

une riche compagnie de négociants. Les foires attirèrent les marchands de France et de l'étranger qui accourent en foule pour vendre leurs produits, pour négocier des achats et pour se constituer une certaine clientèle dans l'avenir ; il y a surtout, sous Philippe le Bel, un afflux de négociants d'Italie et des bords du Rhin qui viennent alimenter par leurs transactions le mouvement de la bourgeoisie naissante, qui avance dans la voie de l'émancipation et du progrès.

Mais ce mouvement d'émulation fut entravé par la guerre de Cent ans. Ce fut une étape malheureuse pour toute l'organisation sociale française et aussi pour l'évolution de sa classe moyenne. Cependant les artisans, constitués en corps de métiers, loin de rompre leurs associations resserrent au contraire leurs rangs pour pouvoir mieux résister au péril national. Ainsi ils avaient leurs maîtres, leurs prud'hommes, leurs règlements sur la fabrication, enfin les visites et les amendes. Ils ne cessaient pas d'exhausser les barrières qui les protégeaient contre les étrangers. Pour diminuer le nombre de leurs concurrents ils tenaient beaucoup au monopole, ne permettant de s'établir qu'à ceux qui avaient fait leur apprentissage. Cet apprentissage était rendu assez long et coûteux. Le *chef-d'œuvre* rendait l'établissement encore plus difficile aux étrangers. Il fut confirmé par les rois et par les communes. En même temps, la

confrérie religieuse fortifia pour sa part les liens de la communauté. C'était donc une tendance, un besoin général de s'unir dans des sociétés plus vastes que celles de la cité. On voit les négociants se mettre sous la protection du roi des merciers ; les maçons fondant la franc-maçonnerie. Les voyages des ouvriers d'un bout à l'autre du royaume commençaient à manifester d'une façon émancipatrice envers les patrons, par la création du *compagnonnage* qui devait rivaliser le corps de métiers.

La corporation elle-même s'organise d'une façon exclusive, étroite, et devient de plus en plus égoïste et jalouse de son monopole (1).

Le pouvoir royal avait eu tous les égards pour la bourgeoisie, il en avait fait son contre-poids et sa protection contre la féodalité orgueilleuse et récalcitrante. Nous avons insisté déjà sur ce phénomène social (2).

Néanmoins, sous les Valois, on voulut régler certaines constitutions. Jean le Bon, notamment,

1. Nous comprenons et approuvons cet égoïsme jusqu'à un certain point, c'est-à-dire pour les jeunes Etats où il existe une bourgeoisie naissante. En Roumanie la corporation s'impose pour sauvegarder les artisans contre l'invasion étrangère et funeste.

2. En Angleterre nous voyons au contraire ce phénomène inversé. Les nobles avec les bourgeois, ligués contre la royauté, pour obtenir des privilèges.

voulut au nom de l'unité de ses domaines briser les barrières toutes féodales qui empêchaient les artisans de passer d'une corporation à une autre. Par contre, la bourgeoisie, consciente de sa propre autonomie comme classe moyenne dans l'Etat, prétendait inspirer le gouvernement royal et même gouverner en personne, pour sauver la France à l'Angleterre. Ce fut une cause de sanglants désordres mais que la royauté (fortifiée par ses épreuves mêmes) après la guerre de Cent ans réussit à vaincre par autorité. Cependant elle sut se faire appuyer par la classe moyenne.

Louis XI dans sa lutte avec la noblesse féodale, qu'il réussit à détruire, était allié à la bourgeoisie. Les monopoles, privilèges, confréries et corporations furent respectés, mais le roi octroya lui-même les statuts, étendant l'action de sa police, créant des offices et en plus, s'arrogeant le droit de conférer, en certaines circonstances, des lettres de maîtrise. C'était donc les efforts couronnés de succès de la royauté tendant à rendre la monarchie absolue et maîtresse de toutes les classes de la nation.

Arrivée au xvi^e siècle, ère de la renaissance, la classe moyenne française acquiert une grande activité. Il y a un mouvement général dans le commerce et les arts commencé au xv^e siècle et continué d'autant plus après cette époque que les expéditions d'Italie initient la France à une civilisation nouvelle.

Par l'étude de l'antiquité, par les études des beaux-arts qui poussent les esprits vers l'art manuel, on voit de grandes constructions, des palais s'élevant partout. L'imprimerie, importée en France pendant le règne de Louis XI, prend un rapide accroissement. Les foires de Lyon deviennent des plus importantes du monde. Les industries progressent grâce au développement de la classe moyenne. En ce qui concerne les métiers nous trouvons les corporations aussi compactes et resserrées dans leurs liens qu'au siècle précédent. Cette grande rigueur et cette routine entravent beaucoup l'introduction des inventions nouvelles. Elle se montre en quelque sorte indépendante des règlements royaux, qui n'ont pas l'air d'être trop autoritaires. Tout le monde était préoccupé des guerres civiles, provoquées par les deux partis religieux et les querelles entre patrons et ouvriers qui abondent, ne font qu'augmenter ce désordre politique. Avec l'avènement d'Henri IV sur le trône, la soumission de la classe moyenne au pouvoir royal devient un fait accompli. C'est l'ordonnance de 1581 d'Henri III confirmée par Henri IV en 1597 qui amène une innovation dans les corporations et avance leur évolution. Les artisans dans le ressort d'un même Parlement, peuvent passer d'une corporation à une autre et s'établir dans différentes villes ; les abus des confréries sont amoindris, leur esprit de turbulence est étouffé. Cependant ces exécutions

sont loin d'être accomplies *ad literam* car une lutte sourde se produit jusqu'au xvii^e siècle, quand la royauté touche le comble de son absolutisme.

En effet, sous Richelieu et davantage sous Louis XIV, on n'a plus à redouter la licence des artisans. On a devant soi, à présent, un troupeau d'agneaux obéissants et soumis, prêts à se rendre utiles au dernier désir du maître et alimenter avec leurs revenus, le trésor. L'autorité royale le comprit bien, et au lieu de les désorganiser elle multiplia les corporations et les confréries, les organisa pour les gouverner à son gré en les rendant comme un élément d'ordre, de progrès et de profit. C'est alors que Colbert apparut et grâce à lui, la classe moyenne atteint sa plus haute période de prospérité. Son administration profondément économique est caractérisée par trois faits principaux : 1^o les encouragements aux manufactures ; 2^o la publication des règlements sur la fabrication et sur la teinture des tissus de tout genre, enfin 3^o l'industrie nationale, déjà bien définie pendant le règne de Louis XI, devient protégée officiellement par l'Etat qui applique les tarifs de douanes aux produits et fabrications étrangers, en même temps que le commerce maritime, par la création des compagnies coloniales se développe et s'enrichit. C'était plus qu'une évolution, c'était une rénovation profonde, qui changeait tout un état de choses. Incontestablement cette rénovation paraissait comme

une révolution brusque dans les conditions de vie de la classe moyenne.

En effet, le grand nombre d'industries — ancien privilège des étrangers — les grandes manufactures et fabriques produisant de grosses spéculations à grandes fortunes, paraissaient comme des faits prodigieux pour le temps. Mais tout ce changement a aussi ses inconvénients. D'abord la séparation devient plus profonde entre les patrons et les ouvriers, ensuite les règlements asservissent l'industrie. Pour les faire exécuter, il faut rendre des édits vexatoires, couvrir la France d'inspecteurs et de commis dont le moindre défaut est de surcharger la marchandise de droits onéreux. Ce fut sans doute les fautes économiques de Colbert, mais ceci n'empêche pas son grand mérite « d'être compté au nombre des plus grands bienfaiteurs de la classe ouvrière » (1).

Ce système, nommé colbertisme — dans l'histoire économique des peuples — n'eut pas la chance d'être au moins bien appliqué, après sa mort. Les voies de la réglementation ressortirent plus en relief et amenèrent la lutte des économistes engagée au XVIII^e siècle par Quesnay, Gournay et Turgot, pour les libertés industrielles et commerciales.

Ce n'était pas à dire que la classe moyenne n'était pas forte. Le système de Law lui avait imprimé une

1. Levasseur, *op. cit.*

nouvelle énergie, l'énergie des gens d'affaires qui rend l'esprit vif, attentif et prévoyant. Cependant, dans l'évolution qui s'opérait alors dans les esprits, le colbertisme ne pouvait s'imposer plus longtemps. Turgot le comprit et à son avènement au pouvoir il abolit les corporations et brisa toutes les entraves du commerce et de l'industrie. Ceci ne dura pas. Turgot fut renversé par les intrigues de la Cour et les corporations assises sur des bases plus larges, en quelque sorte, furent tout de même rétablies. Mais la Révolution française, dans la nuit du 4 août, par l'Assemblée constituante, décide en principe l'abolition des entraves de l'industrie et du commerce et le décret du 2 mars 1791 confirme ce vote en supprimant définitivement les maîtrises et les jurandes. Une nouvelle ère de liberté industrielle et commerciale s'ouvre, l'esprit d'initiative prend son essor vers les entreprises fructueuses et la classe moyenne déjà assez riche étend le cercle de ses spéculations et son activité va grandissant jusqu'à nos jours.

Nous n'insisterons pas sur la période napoléonienne, sur la Restauration, la Monarchie de Juillet et le second Empire.

L'intensité des efforts qui se sont faits depuis pour rendre aux lois économiques un cadre solide, aux industries une extension savante, au commerce un essor inouï, ont contribué à élargir le cadre même de

la classe moyenne contemporaine dont il faut des études spéciales pour fixer le rôle et l'activité. Contentons-nous donc, de demeurer dans notre cadre et passant à notre étude spéciale que nous avons ici comme but, essayons de réussir, dans notre tâche, c'est-à-dire de soumettre une esquisse véridique de l'évolution de la classe moyenne en Roumanie, en prenant pour base les théories adoptées dans cette présente introduction.

PREMIÈRE PARTIE

LA CLASSE MOYENNE ROUMAINE JUSQU'AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

Les Phases économiques de la Roumanie

Chaque pays pour diriger son évolution dans le sens du progrès social, doit étudier d'abord ses conditions propres. Cette étude seulement peut servir de base scientifique solide pour les programmes politiques, pour les organisations sociales et enfin pour les arrangements économiques.

Les institutions d'un peuple peuvent changer ou subir une modification quelconque sous l'influence de deux agents qui contribuent à leur progression ou régression. Ces agents de nature différente, sont ses idées et son état économique.

L'état économique surtout garde une influence constante sur ces institutions en les modifiant au fur

et à mesure des changements à quoi lui-même est exposé.

Ainsi, si nous examinons l'évolution économique de tous les peuples dès leurs origines nous constatons qu'ils passent — presque sans aucune influence des idées — de l'état de vénerie à l'état pastoral, de celui-ci à l'état agricole et enfin à l'état commercial et industriel. Chacun de ces états attire après soi certaines institutions qui varient suivant la production des richesses. Ces changements naturellement s'opèrent d'une façon très lente et souvent nous avons devant nous des siècles entiers de l'histoire nationale et qui permettent à peine de discerner les modifications plus ou moins sensibles qui s'y sont opérés.

Les institutions du peuple roumain à travers les siècles ne se sont pas modifiées ou changées par l'influence des idées comme en Occident mais uniquement par le développement économique, jusqu'au xix^e siècle.

Le cadre de notre étude et le but que nous nous sommes proposés ne nous permettent pas de nous étendre sur l'histoire et les institutions influencées par l'état économique de la Roumanie. Il faudrait dans ce cas là étudier les relations qu'elle a eues avec les peuples voisins, ou autres, ce qui ne peut pas nous intéresser ici.

Le peuple roumain a subi une évolution toute différente des autres peuples latins, dont l'ori-

gine est la même que la sienne. La configuration géographique et sa situation envers ses voisins lui ont fait une position tout à fait exceptionnelle.

En effet, si on jette un coup d'œil sur une charte de l'Europe, pour considérer les pays par rapport aux races, nous observerons que la race latine forme dans l'occident européen une masse compacte de peuples établis sur un territoire qui s'enchaîne sur une étendue de 1 million et 200.000 kilomètres carrés, comptant 90 millions d'habitants, tous ayant la même religion et situés dans cette région heureuse où la culture humaine a donné les plus brillants résultats.

Loin de ces territoires, vers l'Orient (1), donc sans aucun contact direct avec la masse des latins occidentaux se trouve le groupe de latins orthodoxes, les Roumains. Entourés par un océan de Slaves, de Mongols (2) et de populations germaniques, notre pays forme — comme on l'a très justement dit — une simple île latine, qu'on regarde avec méfiance et défi.

Ce grand éloignement fut, sans doute, l'une des causes initiales qui ont empêché une évolution

1. Un historien étranger nous considère aux portes de l'Orient.

2. C'est-à-dire de Hongrois.

normale sociale et économique (1). Nous ne pouvions compter dans ces conditions en aucun appui et nous fûmes le théâtre de tous les troubles, de tous les tourments, de tous les bouleversements causés au moyen âge par les invasions.

En France, il n'y a que très peu de temps qu'on est mis au courant de l'histoire du peuple roumain. Il est vrai que sous le règne de Napoléon III, notre pays avait eu plusieurs fois l'occasion d'attirer l'attention des grandes puissances et fixer les sympathies de l'empereur français. Ces sympathies et cet intérêt nous furent très favorables, et la Roumanie sut en profiter. Cependant le monde intellectuel ignorait encore les origines du peuple et son état général de développement et de vie.

Le dernier quart du xix^e siècle éveilla cependant l'intérêt des Français. La guerre Russo-Roumaino-Turque eut un retentissement universel, et on s'attacha au brave petit peuple d'origine latine, qui sut défendre cette civilisation, comme son principal ou même unique représentant en Orient.

Plus tard, notre grand historien M. Alexandre D. Xénopol s'avisa de faire connaître à la France, l'histoire de la Roumanie, qu'il écrivit dans les deux langues sous le titre : *Histoire des Roumains de*

1. Nous ne disons rien de celle politique, car c'est une affaire de hasard, et le hasard avec nous fut bien cruel.

la Dacie Trajane. Ce ne fut pas tout. L'année dernière M. Xénopol a tenu un cours de huit leçons au collège de France sur les origines et l'état politique, social et *économique* des Roumains ainsi que dans des autres endroits de haute culture (1). Ces leçons ont été très suivies, et si nous avons cité ces faits ici, c'est pour donner un renseignement de plus à ceux qui prenant un intérêt quelconque à notre étude voudront se renseigner ailleurs pour le reste.

*
* *

§ 1. — *Période primitive*

Si nous remontons aux origines de la formation du peuple roumain, pour voir si une classe moyenne était possible, nous le trouverons dans les premiers temps comme coloniste romain, ayant la même vie, les mêmes mœurs en un mot la même organisation que la métropole.

Ainsi les collèges romains (2) existaient sans

1. A l'école libre des sciences politiques : L'influence intellectuelle française chez les Roumains. Conférence tenue le 30 novembre 1908 et que nous avons citée sera dans notre avant propos. Publiée dans les : *Annales des sciences politiques*, 15 janvier 1909. A la conférence permanente du Commerce extérieur : Le commerce français en Orient. Publiée dans la *Renaissance économique*, n° 2, janvier 1905, 12^e année.

2. Voir l'introduction.

doute aussi dans la colonie. Des sociétés religieuses, industrielles également. Tous ces collèges étaient composés de membres ayant le même métier, administré par un conseil d'administration à la tête duquel était le patron, aidé dans sa fonction par deux questeurs qui recueillaient les contributions. Nous avons vu cependant, dans notre introduction qu'ils ne pouvaient pas constituer une classe distincte de la nation et par conséquent on était loin d'avoir une classe moyenne dans la métropole, comme dans les provinces.

Les villes étaient assez nombreuses pour le temps qui les avait vu naître et leur état était prospère.

Les invasions barbares intervinrent et pendant une très longue période plus longue que partout ailleurs se poursuivirent avec un acharnement destructeur. Ce ne fut pas une, deux ou trois espèces de races qui s'acheminaient vers cette malheureuse contrée, ce fut un vrai déluge (1). Les Hongrois, peuple Fino-Tartarique, furent les seuls qui y demeurèrent définitivement à côté de nous, et leur envahissement sur notre territoire fut très fréquent pendant tout le moyen âge et même le commencement de l'époque moderne. Les Turcs vinrent plus tard, et imitèrent aussi l'exemple des autres. Ceci est

1. Les historiens sont tous d'accord sur ce point malheureux de l'histoire.

intéressant à mentionner puisque ce fut à ces causes que notre peuple dut de ne pas avoir un moyen âge pareil aux autres pays occidentaux. Les institutions féodales avec tout leur cortège de lois et de coutumes nous ont totalement manqué et par conséquent *il ne pouvait pas être question d'une classe moyenne*, qui puisse se développer auprès des seigneurs et contribuer à la richesse et au développement du pays.

Rien ne fut de tout cela et ceci se comprend fort bien si nous avons en vue l'état incessant de guerre et de défense qui devait tenir en éveil continuellement la population, pour sauver sa vie et ses biens. Cet esprit de vigilance et de défense, qui détermina la population à se retirer dans les montagnes et forêts pour former des vrais boucliers aux invasions, a contribué, sans doute, à constituer définitivement la nationalité roumaine dans un ensemble homogène et uniforme, en mœurs, caractère et mentalité.

« Tous les éléments principaux de son être — dit M. Xénopol — se trouvent composés et combinés d'une manière constante et consistante, et le travail des siècles fut si puissant qu'aucune influence ne put le défaire. Sur le substratum tracique se greffa le puissant rejeton romain, au-dessus duquel s'ajoutèrent les influences des nations barbares, et surtout la plus forte : celle des Slaves. »

La nationalité roumaine est un rassemblement de ces trois éléments principaux, dont le romain est

prédominant et fondamental, et donne ainsi à notre peuple le caractère d'une nationalité romanique (1) ».

La retraite des Roumains aux montagnes pendant la longue période des invasions eut des conséquences multiples. D'abord, toute notion de l'ancienne vie de l'Etat romain fut presque perdue, ensuite les villes désertes disparurent faute d'habitants. Ce phénomène est d'une grande importance pour l'évolution du peuple roumain, en comparaison aux autres peuples d'Occident ; car il explique d'une façon évidente la différence d'existence politique, sociale et économique qui s'opéra chez nous, en conformant notre vie aux circonstances fortuites qui étaient appelées à nous diriger. La comparaison avec les invasions d'Occident — beaucoup plus courtes et beaucoup moins violentes et nombreuses — explique davantage la progression géométrique de la civilisation de ces régions, en rapport inversement proportionnel à la nôtre.

Pendant cette longue période (quelques siècles), on ne peut trouver chez nos aïeux qu'une société patriarcale ayant gardé dans sa forme domestique les mœurs et les traditions de leurs pères (portant l'effigie romaine), s'occupant de la chasse, d'un élevage domestique très restreint et d'un certain travail manuel, destiné à subvenir à leurs propres

1. A. D. Xénopol : *Histoire des Roumains de la Dacie Trajane*, VI vol., p. 9, Iassy, 1888.

besoins. La solidarité était la caractéristique de cette vie demi-nomade, car c'est toujours l'effet de la concentration d'un grand nombre d'hommes habitant les mêmes lieux.

§ 2. — *Période pastorale*

L'émigration des Slaves qui avaient un ascendant sur les Daco-Romains, à cause d'un état d'agriculture assez avancé, eut comme nous l'avons dit, la plus grande influence sur la population. Ils étaient dans une infériorité marquée que donne une forte organisation sociale sur une primitive. Par conséquent ils ont dû se mettre en contact direct et travailler ensemble, puis une fois que l'orage barbare commença par se calmer — ils descendirent étape par étape, des montagnes dans les vallées des rivières et dans les champs. Leur manière de vivre se modifia et prit une certaine intensité sociale, le pâturage et l'élevage du bétail devinrent l'occupation de prédilection des habitants. Enfin un commencement de vie d'état se dessina.

La période *pastorale* était donc commencée.

Cependant l'invasion mongolique des Hongrois qui avançait sa marche jusqu'aux Carpathes, détermina les Roumains opprimés par celle-ci, de commettre le plus grand événement de leur vie : l'émigration au delà des Carpathes dans le territoire qui

forme aujourd'hui la Roumanie, c'est-à-dire occupant les deux anciennes provinces constituées en principautés : la Moldavie et la Valachie. Conduits par leurs chefs militaires : les voïvodes, ils se constituèrent une vie indépendante troublée souvent par les invasions Hongroises, ayant pour objectif la conquête du nouveau pays Dacique, mais où ils ont su toujours résister avec héroïsme.

Harcelés par les Hongrois et les Polonais, menacés dans leur indépendance par la puissance croissante des Turcs qui avançaient de plus en plus dans leurs conquêtes, l'évolution économique ne pouvait pas se poursuivre d'une façon normale.

Tout ce long intervalle constitua donc la période pastorale. Sans doute, les paysans avaient commencé à labourer leurs terres, mais ce travail était absolument insignifiant ; il suffisait à peine à leurs besoins, une culture étendue ne pouvant pas s'effectuer à cause des préoccupations guerrières, qui devaient armer le bras du Roumain pour organiser la défense nationale de son territoire et de ses biens. Qu'on s'imagine un peu deux petites principautés attaquées par deux ou trois royaumes et un empire, ayant des terrains cultivés sur une grande étendue ! Qui pourrait s'en occuper et d'abord à quoi pourrait-on penser ? On était tout le temps sur le qui-vive, sur le pied de guerre, combattant sans trêve ni merci, pour maintenir son droit à la vie.

Il ne pouvait pas exister dans ces conditions une société divisée en classes.

La période pastorale dure depuis la formation des principautés (1293 et 1328) jusqu'en 1512 (1).

La population était composée par les paysans, libres à l'origine, ayant une petite propriété dégrevée de toutes charges (le terme roumain : *mosnean* ou *răzeș*). Ces paysans furent laissés libres par le prince. Le nouveau souverain du territoire, avait le droit de propriété intangible, mais leur liberté personnelle était amoindrie parce qu'ils devaient prêter une certaine quantité de travail au propriétaire à qui ils appartenaient.

Qui étaient les propriétaires ?

Ils se recrutaient parmi l'autre classe, créée par le prince, qui lui avait accordé des titres de noblesse héréditaire, pour les services militaires qu'elle lui rendait sur le champ de bataille.

Ils sont connus dans l'histoire sous le nom de *boyards* (en roumain *boeri*), et ils possédaient des domaines très étendus que le Prince leur avait donné comme récompense de leur bravoure. Il n'existait point d'intermédiaire entre ces deux classes, c'est-à-dire de classe moyenne, de commerçants, artisans

1. Cette division est due à M. Alex. Couza, professeur d'Economie politique à l'université de Jassy, dont il a été question plus haut (voir l'introduction).

ou industriels. Nous allons voir au chapitre suivant qui devait remplir les besoins techniques de l'époque.

Ces deux catégories sociales étaient gouvernées par le prince qu'on nomme « domnul » ou « vodă », suivant divers sens du langage et qui prenaient historiquement le nom de « Voïvode ». Il était tout puissant, maître absolu du pays et ne se heurtait qu'à l'esprit émancipé et souvent récalcitrant des boyards, les mêmes partout.

§ 3. — *Période Pastorale-agricole*

L'invasion turque qui emmena la soumission des Roumains au sultan, soumission au début très légère, qui consistait de payer un tribut annuel au suzerain et de garder pour soi toute l'administration, les mœurs, le système de gouvernement, etc., eut comme effet un changement important dans la vie entière du peuple roumain, appartenant aux deux principautés danubiennes.

1^o D'abord, la nation était garantie sur son territoire. Le sultan avait pris l'engagement de conserver intacte l'organisation sociale et politique roumaine et de défendre le pays contre tout envahissement étranger. En échange les principautés

devaient fournir le contingent nécessaire dans les campagnes turques.

2° Ensuite, cette sûreté permit au pays de développer son agriculture qui par ses produits devait fournir à l'empire Ottoman la subsistance pendant les guerres qu'il entreprenait, et le bien-être en temps de paix.

Les Principautés roumaines devenaient donc le grenier de la Porte.

Ainsi le pays roumain apparaissait dans sa seconde période économique *pastorale agricole*. La transition ne fut pas brusque, et le peuple n'avait pas renoncé à ses anciennes occupations c'est-à-dire à l'élevage du bétail. C'était du reste sa principale source de richesse. Il y avait toutes sortes de bestiaux, des bêtes à cornes et du petit bétail qui trouvaient des marchés excellents de vente, à prix satisfaisants. C'était en somme les seuls revenus véritables du pays, car pour la culture de blé et des céréales en dehors de la consommation interne, les produits s'en allaient à Constantinople, ne pouvant pas être exportés ailleurs. Ils servaient, comme-nous venons de le dire, à l'approvisionnement de l'empire Ottoman avec des prix imposés et par conséquent au dommage des producteurs.

La Porte suzeraine prétendait donc aux principautés vassales, de satisfaire ses besoins d'abord, et s'il restait ensuite quelque chose en plus, qu'elles

en disposassent à volonté. Commerçants et industriels ne pouvaient pas exister au début, parce que les étrangers (Grecs, Arméniens, Polonais et Turcs) servaient d'intermédiaires, directs ou indirects, pour acheter tous ces produits. Ils étaient souvent munis de papiers émanant du gouvernement turc (nommés *firman*s) pour acheter des bestiaux et du petit bétail, surtout les brebis, qui formaient la nourriture favorite des Turcs (1). Le prix était au bon gré de l'acheteur, qui avait pour ceci les pleins pouvoirs donnés par le firman. On peut s'imaginer ce qu'il y avait d'abus et d'arbitraire dans tout ceci.

3^e En même temps que ces transformations s'opéraient dans l'organisation politique, sociale et économique, un autre phénomène devait caractériser l'époque de la domination turque et celle de la période pastorale agricole.

La petite propriété fut absorbée par la grande, c'est-à-dire le petit propriétaire libre devint le sujet du seigneur, en un mot : son serf.

Cet état de choses dura jusqu'en 1864 (2). Il était une des conséquences de la domination musulmane,

1. Voir pour les détails. A.-D. Xénopol, *op. cit.*, V^e vol. p. 543.

2. Quand il fut aboli par la loi rurale, qui fixait le droit de propriété du paysan. Cette loi était due au grand prince national Alexandre-Jean Couza, le dernier prince indigène. Consulter à ce sujet le livre de M. Constant Georgesco.

qui, par son système et son influence souveraine dans les principautés, avait réussi à faire détruire la petite propriété au profit de la grande (1). Bien plus encore, la noblesse s'arroge des droits aussi sur les objets inanimés appartenant aux paysans. Cette oppression eut une conséquence funeste : les paysans émigrent, non sans avoir préalablement résisté (2). Ils s'établirent soit en Transylvanie, soit en Pologne et sur les rives droites du Danube (Bulgarie), où il y a aujourd'hui encore de nombreux villages purement roumains.

D'après une statistique antérieure à l'année 1746, il existait 147.000 familles de contribuables. En 1746 il y en avait 70.000 et ensuite 35.000. La diminution est effrayante. En résumé, cette période nous offre un spectacle dégradant dans notre économie nationale. Elle est aussi pitoyable, parce que la fertilité du sol et la production indigène étaient employées au bien-être du suzerain, qui, en mépris de tout engagement antérieur, se plaisait à les violer, en disposant d'eux suivant son bon plaisir.

Cependant, cet état de choses était aussi provo-

1. Pour les phases de la propriété en Roumanie, consulter les thèses de M. G. Tasça (1908), C. Braesko (1907), et ensuite les ouvrages de M. Radu Rossetti, cités dans l'ouvrage de M. Georgesco.

2. Comme le prouve les documents du temps. Il y a aussi des étrangers qui en parlent, notamment le résident Schmidt.

qué par des raisons politiques qui ont amené tout cet arbitraire et cet abus (1). Il est dû en premier lieu aux princes régnants indigènes, qui complotaient secrètement contre La Porte et par les intrigues politiques de ceux-ci et des boyards (2) Cette période dure jusqu'en 1829. Elle nous intéresse néanmoins beaucoup, parce qu'elle marque l'époque où notre classe moyenne commence à exister, se détachant du corps social de la nation, comme classe distincte et couche intermédiaire entre les deux autres.

En 1829 commence la troisième période économique nommée période agricole. Elle dure jusqu'en 1864 ; dès lors nous avons la quatrième période : *agricole-industrielle*, où nous nous trouvons aujourd'hui encore.

Ces périodes seront analysées dans notre étude afin de distinguer plus exactement l'évolution de notre classe moyenne.

1. La période politique des princes fanariotes (Grecs de Constantinople) qui avait été imposée par La Porte, au XVIII^e siècle.

2. A. D. Xénopol, *op. cit.*

CHAPITRE II

La formation de la classe moyenne. Ses débuts

§ 1. — *Le mouvement commercial avant le xvi^e siècle*

C'est bien dans la période pastorale-agricole, que se différencie notre classe bourgeoise.

Elle s'est créée grâce à la nécessité pour la classe dirigeante, d'avoir eu en cette période une vie conforme aux mœurs et coutumes bysantines.

En effet, dans les premiers siècles de notre évolution, c'est-à-dire dans la période antérieure à celle dont nous parlons, les Roumains menèrent une vie privée tout à fait simple, patriarcale en un mot. Le luxe était inconnu. Comme les Romains des premiers siècles de Rome, leur préoccupation constante était de consolider l'Etat et de défendre ce territoire qui les faisait vivre. Les échanges ont toujours existé, mais ils se faisaient surtout en nature. On ne pensait pas se procurer des vêtements de luxe ou des parures, car il a toujours existé une certaine industrie domestique, qui appartenait aux femmes.

Elle était destinée à fournir aux membres de la famille les vêtements nécessaires à l'usage journalier.

Ces costumes étaient fabriqués de la laine des brebis, ou des fils de lin ou des fibres de chanvre, avec une manière d'art caractéristique au peuple roumain, qu'on voit figurer dans les *bas reliefs de la colonne Trajane* à Rome, et qui se conserve encore parfaitement dans la majeure partie des villages roumains.

Le villageois a, en plus, presque tout le temps ignoré les bijoux. Il n'y a que dans les villages fréquentés par les Turcs et où ont pénétré les marchands de cette section que le collier à ducats d'or (turcs ou autrichiens nommé « Salba ») fut employé par les femmes ou filles, appartenant aux gens riches du village (1). Le mobilier était limité au strict nécessaire et confectionné par le paysan lui-même, comme aujourd'hui. Quant aux boyards de cette époque, ils avaient leurs esclaves « tziganes », qui prêtaient leurs mains à toute chose concernant les emplois domestiques ; c'était des vrais artisans excellant surtout dans le métier des forgerons, qu'ils ont conservé aujourd'hui encore, en tant qu'hommes libres.

1. Voir à ce propos le livre historique très intéressant de M. *Nicolas Jorga*, professeur d'histoire à l'Université de Bucarest, intitulé : *Le Négoce et les métiers dans le passé roumain*. Bucarest, 1905. Edition Minerva, p. 74 et 75.

Ces tziganes travaillaient aussi dans les villages, ayant la permission du seigneur (boyard), en échange d'une récompense que ceux-là devaient avoir des paysans, pour les services rendus.

Lorsque les boyards (classe dirigeante) ont commencé à connaître et se rendre compte de la valeur d'une richesse acquise, lorsque les guerres, les voyages et les réceptions l'ont mis en état d'apprécier les goûts, les besoins et les habitudes, toutes différentes de l'Orient bysantin ou des Polonais et Hongrois, leurs voisins, cette influence décisive eut comme résultat un remaniement complet de leur vie, où s'ajoutait maintenant une foule de goûts et de besoins.

C'est pour cette cause donc que le commerce de transit s'établit, au début. Il est sûr et certain que nous n'avons pas eu une commerce proprement dit, ainsi qu'on peut l'envisager dans l'Occident européen.

Certains historiens et personnes notables, soutiennent encore qu'il a existé vers 1150 et 1200 des ports de mer ou de fleuve pour notre commerce, tenus par les Grecs ou les Génois (2). M. Jorga soutient au contraire qu'il n'a pas existé avant le xiv^e siècle rien de cela.

1. Les ports de Galatz, de Giurgevo (Saut Georgio) et Calafat.

Cependant vers 1200, il existait aux frontières des Carpathes (qui séparent le pays roumain, de la Transylvanie) un certain nombre de villes qui étaient habitées par une population, provenant d'un conglomérat de barbares envahisseurs et de certains éléments romains qui ont survécu aux invasions, en descendant des montagnes plus vite que la masse de la population.

Lorsque les principautés roumaines furent fondées par la colonisation de la Moldavie et de la Valachie (1), une foule de changements provoqués par les guerres d'Orient, par la migration et l'émigration des sujets, amenèrent un nombre assez considérable de Genevois, Vénitiens, Saxons de Transylvanie, Arméniens de Galicie et du Levant (chassés par l'hégémonie turque des Balkans) aux frontières de nos deux Etats, où se créa une vie commerciale. Cet événement eut pour résultat la création de routes commerciales qui passaient par notre pays pour établir la communication en Russie et la mer Noire, avec Caffa et Constantinople. Ce mouvement commercial eut plusieurs conséquences pour notre pays :

1° Les princes régnants s'enrichissaient par les douanes qu'ils imposaient aux marchandises qui

1. Selon M. Xénopol, 1290 pour la Valachie et 1328 pour la Moldavie; selon M. Jorga 1300 pour la Valachie et 1360 pour la Moldavie.

passaient par les frontières de leurs Etats, ce qui influe en quelque sorte sur leur politique ;

2° Les marchands et négociateurs s'établirent définitivement sur le territoire roumain ;

3° Nos produits étant mieux connus par ces voyageurs d'intérêts et d'affaires, furent demandés à l'étranger où les villes augmentaient sans cesse et étaient plus rapprochées de nous. Ces villes avaient besoin de nourriture qu'on venait chercher chez nous, ayant en échange un prix qui a aidé à notre progrès en culture ;

4° La population, tant villageois que citadins, boyards surtout, finirent par s'accoutumer aux transactions et instinctivement, commencèrent par faire des offres et des envois.

5° Enfin, les marchands étrangers, par la force des choses, ne passaient pas sans vendre une partie de leurs objets, ce qui contribua à introduire ou ajouter un renouvellement et des modifications sensibles dans l'habillement, dans les ornements et les habitudes des classes dirigeantes, comme nous venons de le voir plus haut.

Quant au tarif douanier, il fonctionnait avec tout un autre système que celui de nos jours. Il variait d'une nation à l'autre, suivant le rapport des négociations et d'échange qu'on poursuivait.

Ainsi, pour les Saxons de Transylvanie, les habitants des deux principautés se contentaient de fixer

la somme qui revenait au prince pour chaque article de commerce comme : drap, étoffe, toile, bétail, poisson, marchandises spéciales d'Orient, laine, suif, cire, fourrures, peaux, ferraille (1).

La somme était comptée en *grosi* polonais ou en *florins* et *deniers* hongrois (dinari), excepté les poissons où on prenait la douane en nature (2).

Le commerce des poissons était notamment très fleurissant (3). En Valachie existait en outre une clause importante : les marchandises apportées pour être vendues payaient seulement la moitié de la douane à leur entrée ; quant à l'autre elle était perçue comme taxe sur la vente, au moment de la livraison.

Ce système excluait donc toutes les complications qui surgirent plus tard, et qui trouvèrent leurs excuses dans le développement du commerce.

Il procurait une source sérieuse de revenus, pro-

1. M. Jorga dit que même pour les chevaux de charrette ou chariot, pour les chevaux des cavaliers et pour les passagers piétons. Mais ceci ne se confirme qu'en partie et M. Condurato dans son ouvrage : *Les Relations de la Moldo-Valachie avec la Hongrie* se garde bien de l'affirmer.

2. N. Jorga, *op. cit.*, p. 96.

3. M. Joya nous parle des *notes* d'un douanier de 1503, très riches en noms de marchands et de villes. Egalement du système de la principauté valaque sur certains objets de douane, p. 97 et 98, *op. cit.*

venant des taxes d'export et de certains droits intérieurs destinés à quelques villes et bourgs privilégiés.

Néanmoins, l'esprit prévoyant des princes — qui voulaient attirer par l'intérêt des marchands et des commerçants étrangers vers le pays — avait rendu un arrêt qui exemptait de taxe certaines marchandises qui avaient une vente plus restreinte que les autres.

Nous constatons donc dans la période pastorale, qui est aussi celle de notre indépendance politique, un mouvement commercial assez étendu, stimulé par les étrangers, où les marchandises s'achetaient, se vendaient et s'échangeaient, sans influencer en rien sur la formation d'une classe moyenne nationale, qui puisse remplacer et compléter ce cadre de vie commercial, en la rendant indigène et originale.

§ 2. — *Désorganisation commerciale au xvi^e siècle*

La suzeraineté turque, qui modifie notre période économique, anéantit ce commerce favorable au pays et au Trésor par l'établissement des douanes et de frontières, où devaient passer les marchands.

Si le Trésor roumain s'appauvrit, il n'est pas moins vrai que les marchands et commerçants étrangers, qui payaient dorénavant ces droits aux nouveaux maîtres, finirent par perdre l'élan, la confiance et le désir des voyages. Ils ne pouvaient pas être aussi

engageants qu'autrefois, car la rapacité turque diminuait tout leur gain.

« Les Turcs du ^{xiv}^e siècle dit M. Jorga étaient pour sûr meilleurs que les Grecs, les Bulgares et les Serbes du temps, surtout quand ces voisins étaient en continuelle lutte ensemble.

« Mais les Turcs ne pouvaient pas être meilleurs en tout cas, que nos anciens princes, qui respectaient les engagements, qui étaient humains et hospitaliers envers ces commerçants et ces marchands » (1).

Il en résulta sans doute un effet fâcheux et préjudiciable pour nous, car si la douane perdait ses revenus à cause du système abusif de La Porte, nous perdions nous-mêmes le bénéfice d'un mouvement commercial, le gain qui en résultait pour le pays au point de vue cultural et économique et qui retardait avec un siècle de plus, la formation de notre classe moyenne.

Néanmoins ceci n'empêcha pas notre commerce avec l'Orient. Nous disons *notre* commerce, puisque réellement c'est nous qui l'avions pris à notre compte. Sans doute, nos moyens ne nous permettaient pas de l'étendre plus largement et au moins autant que nos prédécesseurs, mais cependant, il en résulta un bénéfice net pour les nouveaux marchands de commerce, qui revendaient ces produits à leurs anciens initiateurs.

1. *Op. cit.*, p. 102.

§ 3. — *Le XVII^e siècle.*

Formation de la classe moyenne nationale

Ces échanges continuels, ce surplus de vente, le bénéfice qui en résulta pour nous par l'absence de l'intermédiaire marchand, constitua sans doute, dans le deuxième quart du xvii^e siècle, une classe de négociants et commerçants appartenant au pays, assez nombreuse et prospère.

Ce fut sans doute le commencement de notre vraie classe moyenne.

Son développement ne pouvait pas être mal vu par les Turcs ; bien au contraire, c'était dans l'intérêt de leur Etat et de leur domination d'avoir une catégorie de sujets qui puisse leur procurer les produits dont ils avaient besoin, et que nous ne pouvons énumérer ici en détail. Les abus — proprement dits — n'ont pas existé jusqu'au xviii^e siècle de la part de l'empire Ottoman, c'est-à-dire pas avant l'époque fanariote. C'est alors que les demandes de produits indigènes, à prix fixés par La Porte, (et qui étaient ridicules) surgirent.

Dans quelles conditions cet événement eut-il lieu ?

Les boyards donnèrent le bon exemple en envoyant des troupeaux de porcs, en Hongrie surtout. Ils les engraisaient dans les grandes forêts de chênes ou les montagnes, et en les vendant ils couvraient leurs

besoins domestiques et les dépenses du luxe. Ce genre de commerce s'effectuait notamment dans une des grandes provinces de Valachie, l'Olténie.

La laine des brebis était très recherchée ; la toison d'agneau également. Ensuite le commerce des vins était très bien coté. Les vignes des boyards étaient nombreuses et rendaient un vin merveilleux, qui n'a pas perdu sa renommée jusqu'à nos jours. Ce commerce appartenait au début particulièrement aux boyards.

La cire (pour les Vénitiens) et le poisson, comme dans l'époque précédente, formaient toujours un des principaux revenus des principautés.

La principauté Moldave avait un négoce important en bétail. C'était sa spécialité (1). Elle était si enviable, qu'il se formait des associations entre Saxons de Transylvanie (nommés en roumain *Sași*) et les Hongrois qui habitaient les villes moldaves, pour acheter chaque tête de bétail avec 5 florins qu'ils revendaient en Transylvanie avec un fort bénéfice (2). Ces associations existaient vers 1547. Mais le plus intéressant marché figurait à la *foire de Lemberg* (Pologne) où les négociants moldaves et les marchands s'en allaient avec leurs bétail et bestiaux.

1. La marque qui figurait sur l'écusson le prouve. C'était une tête d'aurochs et ensuite de bœuf avec une étoile dessus.

2. N. Jorga, *op. cit.*, p. 109.

A la foire de Sniatyn (Pologne), également acheteurs polonais pour bétail moldave.

Ce qu'il y a de plus caractéristique, c'est que le prince lui-même était le plus gros commerçant (1). Ainsi M. Jorga nous dit que : « En 1650, le prince moldave, Alexandre Lapuşneanu était un commerçant habile, — et pas seulement un cruel tyran — « car il négociait avec un Vénitien, Joseph del Francisci, qui l'avait envoyé pour qu'on lui cherchât des bœufs en Moldavie. Le prince accepta avec empressement ce plan et demanda qu'on lui acquittât le prix moitié en ducats hongrois et l'autre moitié « en velours à fleurs d'or, soie rouge veloutée, acier de Damas, satin et autres soieries et étoffes comme : écarlate, grenat, stammet — qu'on apportait aussi de Transylvanie — drap de Londres, drap de Berqamme (2).

Le bétail moldave allait jusqu'à Dantzig, en Silésie, et même en Angleterre. Les brebis et leurs laines étaient moins exportées, parce que les Turcs en consommaient beaucoup. Cependant la petite quantité destinée à l'exportation passait en Pologne.

Les chevaux moldaves étaient célèbres par leur vigueur et leur vivacité. Les Turcs s'emparèrent

1. Dans l'époque moderne, nous avons encore certains exemples de cette espèce.

2. L'original d'une de ces lettres écrite en langue slave, se trouve encore dans les Archives de Venise. Jorga, *op. cit.*, p. 110 et 111.

plus tard de ce commerce en se le réservant à eux-mêmes.

Par ces ventes et ces achats qui suivaient la loi de l'offre et de la demande, on estima la valeur de l'argent et l'opération commerciale qui le mettait en position d'être acquis.

Tous ces marchands d'objets orientaux, tous ces négociateurs de produits indigènes, tous ces commerçants de produits étrangers qui visitaient notre pays devaient finir par comprendre notre langue, et par s'établir peu à peu chez nous (après avoir eu le soin d'occuper les villes de Transylvanie, les plus approchées du pays) et initier par leur présence le commerce roumain, l'industrie roumaine et le métier roumain. Ce fut l'œuvre accomplie du xvii^e siècle.

CHAPITRE III

L'organisation des villes et des commerçants

La manière dont furent organisées nos villes et nos bourgs diffère de celle des autres cités voisines appartenant aux pays étrangers environnants.

Ainsi, on ne rencontre pas chez nous les privilèges dont jouissaient les villes de la Pologne, de Hongrie ou Transylvanie.

La colonisation fut l'œuvre d'étrangers et de Roumains. Ces derniers surent très bien dénationaliser leurs alliés, les confondant dans un et seul peuple. La réunion de ces éléments dans la même ville n'a pas eu lieu en un ordre ou en un dispositif quelconque, elle s'est faite par simple hasard, sans préoccuper le pouvoir régnant et encore moins l'inquiéter.

Pour ces raisons il n'existait point de privilèges de cour comme autre part. C'était la coutume qui jouait le rôle principal.

En Moldavie, comme dans l'autre principauté, il existait le *conseil* composé de citoyens marquants, ayant à leur tête un des leurs qui inspirait le plus grand respect.

Le droit Magdebourgeois d'organisation et de direction des villes avait eu une grande influence dans cette principauté.

A la tête du conseil de ville se trouve le *șoltuz* (de l'allemand Schultheiss) et les membres du conseil se nomment *pîrgari* (Bürger).

Les décisions étaient prises et les témoignages étaient donnés au nom des « bons hommes » (*oameni buni*) « bourgeois et commerçants ».

En Valachie il y a le juge (*judet*) et 12 *pîrgari*.

Les prêtres font aussi partie de la ville.

Attributions du conseil :

1° Il était conservateur de registres « livre de ville » qu'on nommait *catastif*, où on inscrivait tous les changements de propriété (1) ;

2° Ils avaient aussi la charge des foires et marchés (en Roumanie : *bileiuri*, *iarmaroace*), qui étaient sans doute la plus importante source de revenus pour la ville. On ne pouvait pas changer la date ni le lieu à volonté. L'autorisation du prince finit par s'imposer et devint une obligation formelle ;

3° Il touchait certaines amendes (*gloabe*) de ceux qui empiétaient les règlements de la ville ou des foires ;

1. M. Jorga croit qu'on inscrivait même les actes de ventes et feuilles de dettes *zapis*. Mais il n'existe pas encore des documents suffisants pour prouver cela.

4° Il avait certaines attributions dans la défense de la ville ;

5° Il prenait les mesures nécessaires pour percevoir des bourgeois la somme qu'ils devaient au pouvoir princier ;

6° Enfin, par ses soins, on accomplissait certains droits envers le pouvoir qui consistait notamment à échanger contre de la bonne, la monnaie ancienne qui devait être remise au Trésor.

Ce conseil subsiste jusqu'à la fin du xviii^e siècle, mais sa décadence commence à se faire remarquer au début du siècle.

M. Jorga croit que cette décadence est due à cause des *corporations* (bresle), qui commençaient à s'imposer partout.

Nous croyons, pour notre part, qu'il n'était pas besoin de corporations pour que ce conseil tombât en décadence.

Lorsqu'une institution ne peut plus s'imposer ni suffire aux nécessités ou aux conditions d'existence d'une nation ou d'une classe de la nation, elle devient surannée et inutile par la force des choses et disparaît par elle-même sans le concours d'une autre organisation différente et supérieure. Ce fut le cas du conseil qui était devenu insuffisant à l'époque dont nous parlons.

Mais dans ce siècle une foule de commerçants étrangers viennent s'installer chez nous, la majorité

organisée en corporations, est distincte des nôtres.

Nous parlerons dans un prochain chapitre de ceux-là.

Il est incontestable que cette classe moyenne nationale qui avait réussi à se différencier vers le commencement de la période pastorale-agricole, a subi un remaniement, une transformation profonde. L'introduction des mœurs corporatives des « esnaf » turques, qui étaient une corporation privilégiée et fastueuse, une sensible immigration arménienne, grecque et juive et enfin un changement total de la vie sociale et économique, ont contribué à enlever avec l'aspect de nos villes, leur organisation et celle de nos commerçants, négociants et marchands qui formaient la bourgeoisie des villes.

Les commerçants des villes étaient divisés en deux catégories : les *établis* et les *ambulants*. Les premiers étaient moins nombreux que les derniers. Ceux-ci venaient avec les chars qui contenaient leurs marchandises, descendaient à une hôtellerie ou auberge (1) (qui, habituellement, entourait le monastère

1. Le mot roumain est *han*, c'étaient anciennement les seuls endroits où on pouvait loger les passagers. Les hôtels, avec l'acceptation moderne n'apparaissent en Roumanie qu'après le second quart du XIX^e siècle.

Consulter à ce sujet le grand livre de G. Ionesco-Gion, *Histoire de Bucarest*, chap. XVI et XVII, éd. Socecù, Bucarest, 1899.

ou l'église d'où elle prenait le nom et dont elle était la propriété) et après s'être reposés, allaient de maison en maison pour vendre la marchandise. Ensuite, ils partaient ailleurs. Les commerçants turcs logeaient au *carvasara* (caravansérail). M. Jorga croit que les commerçants occidentaux avaient leurs quartiers et leurs auberges. Nous croyons qu'ils logeaient avec nos nationaux, avec qui ils s'entendaient assez bien étant toujours d'accord (car rien ne prouve un quartier ayant existé spécialement pour eux).

Les commerçants *établis* avaient leur boutique ou leur magasin (*dughene prăvălă*), composé d'une chambre plus ou moins grande, avec une porte donnant sur la rue, ayant des fenêtres très étroites avec une sorte de volets (*oblon*) qu'ils laissaient fermés pendant la nuit. Le jour ces *oblons* étaient tenus par des birloirs.

La marchandise n'était pas étalée comme aujourd'hui en dehors du magasin. Bien au contraire, elle était bien cachée pour ne pas soulever certains appétits de vol, croyons-nous, et nous ajoutons aussi pour une raison économique qu'on observe même aujourd'hui : la crainte de concurrence par une importation similaire.

§ 1. — *Le rôle de la classe moyenne dans la période pastorale agricole*

Cependant certaines personnes ont affirmé que le commerce et l'industrie roumaine n'ont eu aucune importance dans le rouage de la vie économique.

C'est une opinion absolument fausse. Il a existé pendant la période pastorale agricole, notamment aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, une classe nombreuse d'artisans, de commerçants et ensuite d'industriels (^{xviii}e siècle), ces derniers, grâce à l'initiative et à la protection des princes ont commencé par installer des fabriques personnelles, avec privilège, exemple qui fut bientôt suivi. Cette classe a été respectée même par le prince, qui se faisait un devoir de recommander à sa cour et aux boyards la déférence entière et la convenance du salut envers elle (1).

Ce rôle devint plus grand encore, aussitôt qu'elle put se former en corporation, comme nous allons voir.

Des documents et des inscriptions de cette époque nous renseignent sur l'influence que ces commerçants ou patrons artisans avaient dans la ville même. Aux réceptions de la Cour, figuraient les plus notables commerçants de l'époque, ainsi qu'aux banquets

1. Voir N. Jorga, *op. cit.*, p. 124.

princiers. Leur avis était demandé dans les questions d'intérêt municipal et économique. Quand il s'agissait d'un tarif douanier à conclure ou un règlement d'entrée et de sortie de marchandise étrangère à établir (qui aurait pu, en quelque sorte, paraître suspecte ou nuisible aux commerçants), ceux-ci étaient demandés à la Cour et leurs avis avaient souvent des résultats favorables à leurs intérêts.

Si parfois, certains marchands ou commerçants étrangers s'introduisaient dans une ville avec des objets qui auraient pu nuire ou entraver une branche de commerce, qui avait sa réputation établie, l'intervention du prévôt des marchands muni d'un mandat nommé *hrisov*, accordé par le prince, pouvait éloigner le marchand ou l'obliger d'écouler en gros sa marchandise que les commerçants devaient ensuite revendre en détail.

Notre politique commerciale ancienne a été toujours nationale et protectionniste. M. Couza le reconnaît dans son *Cours d'économie politique*.

Nous ajoutons aussi que ces dispositions pouvaient sans doute sauvegarder notre classe moyenne nationale; nous allons voir plus loin, qu'aussitôt qu'elles ont été abandonnées, la majeure partie de celle-ci a été détruite et remplacée par des éléments hétérogènes, inassimilables et pernicieux à l'état et à l'édifice social roumain.

*
* *

Les artisans se sont développés parallèlement aux commerçants.

Ils ont commencé au début de leurs fonctions dans les campagnes comme : maçons, charrons, menuisiers, charpentiers et bouchers en ce qui concerne le travail domestique.

Pour l'habillement : les bonnetiers de fourrures et les pelletiers. L'industrie domestique, comme nous l'avons dit plus haut, avait contribué aussi à développer les métiers dans ces compagnes, en créant un art spécial paysan qu'on a pu voir aussi de nos jours à l'exposition de Paris (1).

Ils se sont ensuite établis dans ces villes avec un important contingent d'étrangers (notamment Hongrois et Autrichiens) qui ont contribué à les initier dans des nouveaux métiers ou à les perfectionner dans les anciens.

Leur rôle fut grand durant notre période de formation et d'évolution, car ils ont aidé à la construction de ces églises et monastères qui ont conservé notre nationalité et notre culture à travers les siècles.

L'accord a toujours existé entre les artisans, les commerçants et industriels, car ceci se constate

1. 1889 et 1900, la *Poterie* surtout.

même dans les statuts des corporations qui ont eu le même caractère et la même structure.

Cet accord explique le respect dont ils jouissaient et que l'époque historique des fanariotes n'a pas pu diminuer.

CHAPITRE IV

Les anciennes corporations

Nous les nommons ainsi pour les distinguer des actuelles qui se sont formées par la loi du 5 mars 1902 (1).

Leur durée a été assez longue. Le rôle qu'elles ont joué pendant cette phase, leur développement et leur influence sur l'esprit de la classe moyenne, nous déterminent à leur consacrer l'attention qu'elles méritent.

§ 1. — *Origine des anciennes corporations*

Les anciennes corporations sont connues dans l'histoire de notre évolution économique sous le nom de *bresle* (en Moldavie) ou de *starostie* (en Valachie).

Elles ont formé l'objet de recherches et d'études de la part de nos historiens et de quelques écono-

1. Publiée dans le *Moniteur officiel*, n° 226, 5 mars 1902.
« Loi pour l'organisation des métiers. »

mistes du pays. Ces enquêtes ont contribué à augmenter notre littérature économique assez pauvre encore.

Les opinions sur les origines des anciennes corporations se partagent. M. A.-D. Xénopol (1) dans ses recherches historiques sur ces institutions croit voir une réminiscence romaine, comme chez certains peuples du moyen âge (2). Cependant le mot *breasla* dérive du slave : *bratsvo* (fraternité, confrérie, qui vient de *brat* : frère). Notre savant historien conclut que ces associations d'artisans et commerçants doivent leur organisation à l'influence Bulgaro-Slave, qui a fait introduire de nouveau ces associations connues par les Daco-Roumains sous le nom de Collèges, avec la forme slave comme l'indique leurs noms.

Il croit aussi que suivant les documents l'existence de ces corporations remonte jusqu'à 1527, elles

1. *Histoire des Roumains*, p. 159 et 160.

2. Opinion partagée également par les économistes européens. Pour les corporations françaises, certains savants croyaient dans l'influence des *gilldes* danoises, d'autres dans les *collèges* romains. (V. Levasseur et Aug. Thierry, *op. cit.*)

M. Hubert Valleroux cite à ce sujet la corporation des *nautes* parisiens (*collegium nautorum* de Lutèce) qui était bien ancien aux *Registres des métiers de Paris*, qui donne les règles de cent corporations parisiennes. *Les corporations d'art et métiers et les syndicats professionnels en France et à l'étranger*. Paris, 1885, p. 5.

existaient sous différents buts. Certaines excluèrent l'intérêt commercial ou industriel, ainsi la *corporation des malheureux* (*breasla mușeilor*) et celle des mendiants (*breasla cerșetorilor*) qui était une confrérie (1).

Néanmoins M. Xénopol conclut : « Quoique d'après les documents connus jusqu'à présent on ne puisse pas suivre les corporations plus haut que le *xvi^e* siècle, on ne peut pas se douter cependant, qu'elles doivent être aussi anciennes dans les principautés roumaines que la formation des villes et des industries; et par conséquent que quelques-unes soient antérieures même à la création des Etats roumains (2). »

*
* *

Ces opinions sont combattues par M. E. Ed. Wachmann dans son étude sur les corporations (3).

D'abord M. Wachmann conteste l'affirmation de M. Xénopol sur les origines des anciennes corporations. Il soutient que celles-ci se sont formées vers

1. Cependant les documents de l'Académie Roumaine font monter l'ancienneté de cette corporation jusqu'en 1480, sous le règne du prince Etienne le Grand.

Suivant M. Xénopol, c'est le fils d'Etienne le Grand : Pierre Rares (1527), qui leur fixa un lieu spécial dès leur formation.

2. *Op. cit.*, p. 159.

3. Sur les corporations. *Etude historique économique*. Bucarest, 1902.

le xvii^e siècle par un besoin inhérent de solidarité sociale et économique qu'éprouvait la nouvelle classe d'artisans et commerçants sortie du peuple pour l'association mutuelle.

Ensuite il imagine cette origine ajoutée à une autre source, celle des étrangers artisans qui passaient comme des serviteurs accordés aux monastères et aux boyards pour l'économie domestique. Ceux-ci étaient connus sous le nom de *poslujnici* et par accroissement, par héritage du métier de père en fils, ils devenaient émancipés en quelque sorte de leur ancien maître, pouvant racheter avec de l'argent leur liberté. Ils étaient désignés sous le nom de *breslași* et ceci fait croire M. Wachmann à l'origine des anciennes corporations.

L'auteur soutient donc que ces corporations ont une *origine indigène*.

Un autre éminent historien, M. *Nicolas Jorga*, sans nous préciser une date exacte pour la formation de ces corporations, ni discuter leur origine, nous dit que les commerçants et les artisans se sont constitués en confréries ou corporations (*bresle*), d'après le modèle des corporations occidentales avec leurs églises et leurs patrons religieux, avec leurs prévôts et ayant emprunté cette désignation de Pologne.

Il nous dit ensuite que ces corporations étaient déjà complètement organisées en 1750 « lorsque les

commerçants et artisans indigènes, avec leur juge-prévôt » et ses 24 conseillers, étaient considérés comme une nouvelle corporation. Il croit également que « les princes frères Mavrocordato, princes philosophes, ont systématisé cet ordre de choses (1).

Pour M. Jorga les corporations sont un produit du XVIII^e siècle établies par les princes appartenant à cette époque et créées analogiquement aux corporations occidentales avec un titre emprunté des Slaves Polonais.

M. Couza (2) admet l'opinion intermédiaire entre celles de MM. Xénopol et Jorga, c'est-à-dire que la corporation ancienne est influencée par le souvenir des collèges, mais que celles des commerçants et industriels apparaît plus distinctement vers la fin du XVII^e siècle.

En admettant le point de vue de M. Couza, nous essayerons de tirer une conclusion propre. S'il a existé des *collèges* romains dans la Dacie Trajane, les invasions les ont détruites. L'influence slave qui a contribué à la formation de notre élément ethnique dans cette période, s'était fait remarquer aussi dans notre existence économique. L'institution religieuse de l'église a été pendant six cents ans dominée par le caractère slave. Or, la plupart des corporations

1. N. Jorga, *op. cit.*, p. 121 et 131-132.

2. Dans son *Cours d'éc. politique nationale*, 1901.

comme nous allons le voir, se mettaient sous la protection de l'Eglise en choisissant un patron, qui était le nom d'un saint. Forcément, ils ont donc adopté les termes slaves de leurs associations (bresle, starostie), qui ne pouvaient emprunter aucune forme similaire de l'étranger, malgré une existence analogue. En Scandinavie et en Russie, d'un côté, en France et en Allemagne de l'autre, et enfin partout ailleurs où ces associations (sous un nom ou un autre) ont pris naissance, elles ont jailli pour des nécessités identiques : la *protection du travail de l'ouvrier et de sa classe et l'encouragement de la production industrielle*.

En conséquence, chez nous aussi, il ne faut pas chercher l'origine en dehors de la nécessité sociale et économique. L'esprit d'imitation n'a rien à chercher là-dedans, sinon que les mêmes besoins produisent souvent les mêmes effets. Rien de probable également pour la supposition de M. Wachmann sur les artisans domestiques (poslujnici) qu'on a désigné avec le même terme, faute d'un autre plus approprié.

Elles commencèrent à se différencier vers la seconde moitié du ^{xvii}e siècle, et au commencement du ^{xviii}e étaient en complet développement. Celles des commerçants portaient souvent le nom de *compagnies* (cumpanie).

§ 2. — *Création des anciennes corporations*
Leur organisation et leur but

Comme nous le disions dans le paragraphe précédent, l'origine des corporations est le résultat d'une nécessité sociale et économique : solidarité pour la défense de leur intérêt.

Tant que les membres de la classe moyenne n'étaient pas assez nombreux, ils pouvaient travailler à leur aise et gagner leur vie plus largement, étant recherchés. Devenus plus nombreux, leur condition de vie commença à s'endurcir, ils sont moins recherchés, les abus et les vexations tombent de tous côtés et leur existence est menacée. Ici apparaît la nécessité de l'accord, de l'union, du secours mutuel et surtout celui de défense de leur intérêt commercial, *défense de classe* donc. A l'époque de la création des corporations roumaines, la vie autonome des villes commerciales et industrielles (1) avait été annihilée par le nouveau régime. Le pouvoir princier lui-même passe aux mains de personnes étrangères aux aspirations et au développement du pays, avec lequel ils n'avaient aucun lien : mais seulement une attraction matérielle se plaisait à commettre abus sur

1. Nous employons ce terme au point de vue des métiers d'arts,

abus, injustices sur injustices, on comprend pourquoi le tempérament calme et patient mais énergique et résolu du Roumain a cherché une solution efficace, pour trouver en quelque sorte avec la sûreté de son existence, la formule de la conservation de sa classe, et la formule économique de sa prospérité.

Il est probable, en quelque sorte, que les premières corporations se sont formées par les membres de la même famille (1). En effet, le principe de la division du travail a trouvé son application dans notre économie nationale, et comme la tradition a joué un grand rôle aussi chez nous (tradition qu'on a respectée surtout dans notre classe moyenne jusqu'à l'époque moderne de transition et malheureusement pas au delà), il y a eu sans doute des familles qui se sont spécialisées dans le travail du drap ou de l'étoffe, d'autres dans la pelleterie, d'autres dans le métier de tailleur, cordonnier, menuisier, etc.

La création des corporations est due aussi à l'immigration des commerçants étrangers, venus dans certaines conditions au sein de l'ancienne ville privilégiée et qui dès le commencement étaient organisés en corporation. Ainsi les Arméniens, les Bulgares, les Roumains de Braşov (Transylvanie), qui ont eu l'esprit commercial le plus développé de l'époque, ayant

1. C'est aussi une opinion de M. Wachmann, qui ne manque pas de bon sens véridique.

été initiés dans le commerce et les métiers par les compagnies (1), se sont vus trop encerclés, dans leur pays imbu de privilèges de classes et ont émigré vers le nôtre qui n'en avait pas encore assez. Leur organisation fut respectée et protection leur fut accordée.

La classe moyenne indigène, qui se voyait empiéter sur ses droits, demanda secours au gouvernement princier. Celui-ci lui accorda un contrat, une sorte d'arrangement qui leur donna le nom de *ruptaş*, (gens qui ont conclu avec la Trésorerie un arrangement). Ensuite ce nom fut passé aux autres nouveaux commerçants étrangers qui importaient des marchandises nouvelles et s'établissaient pour un temps plus long, et quelquefois pour toujours dans le pays.

Quant aux indigènes, anciens « *ruptaşi* » ils prenaient la dénomination de « *Breslaşi* » (membres de la corporation) et étaient donc organisés en « *Bresle* » (corporation).

1. Les Compagnies étaient une sorte d'association commerciale formée d'étrangers qui avaient immigré soit en Transylvanie, soit chez nous. Ils avaient une organisation toute particulière et étaient formés surtout par les Grecs, Bulgares, Serbes et Arméniens.

Leur métier et leurs connaissances commerciales ont eu beaucoup d'influence sur les Roumains de Hongrie, comme intermédiaires de commerce et introducteurs de marchandises nouvelles. Voir à ce sujet N. Jorga, *op. cit.*, p. 113.

Nous n'étudierons ici ni les corporations de secours mutuel, ni les corporations religieuses ou ayant un autre but en dehors de l'évolution des artisans et des commerçants.

En consultant les documents authentiques (et laissant de côté les différentes suppositions des historiens), nous trouvons la première indication corporative (se rapportant à notre sujet) en 1641, dans un texte relatif aux corporations de la ville de Roman (Moldavie) et signé par l'évêque de la ville dans leur registre. Elles ont été reconnues par les autres évêques en 1651, 1659, 1664 et renouvelée par l'évêque Athanase en 1725.

Nous possédons le document authentique. Ensuite il y a le document de la corporation des *tanneurs* roumains de Fagaraș (1643), celui des corporations des *fourreurs* et *pelletiers* (1673), renouvelés à cette époque.

Nous observons qu'au début de leur formation les corporations d'artisans et commerçants contiennent dans quelques-unes des leurs des métiers différents. Ainsi la corporation de la ville de Roman contient, outre les pelletiers et fourreurs, les coiffeurs. C'était justement le nombre insuffisant de la même catégorie, qui avait recours à une autre pour former la corporation.

1. Voir à ce sujet Ed. Wochmann, *op. cit.*, p. 95 et 96.

Mais ce phénomène change aussitôt que la population s'accroît en même temps que les nécessités de la vie ; cela entraîne avec l'accroissement des corporations, leur division en branches diverses.

Les registres des corporations se sont conservés pour la plupart, et bien qu'ils se réfèrent uniquement à la corporation dont il est question, ils contiennent presque les mêmes dispositions qui animaient ces organisations.

A la tête de la corporation nous trouvons le prévôt (Starostele) ; ce magistrat avait aussi sa dénomination spéciale, en dehors de celle-ci qui était générale. La terminologie était d'origine turque.

Les corporations n'avaient pas toutes le même rang. Les supérieures étaient des « starostii » c'est-à-dire prévôtés, les autres portaient la dénomination de « vâtàgii » et leur prévôt était dénommé « vatâf », ce qui équivaldrait en français aux termes d'intendance et intendant. On ne connaît pas le principe, d'après lequel la corporation était du rang supérieur ou inférieur. Les uns disent que l'ancienneté aurait pu avoir certaine influence, les autres le nombre. Nous croyons pour notre part que c'est plutôt la *qualité* des membres, c'est-à-dire la nature du métier qu'ils exerçaient, qui pouvait désigner la catégorie.

Le prévôt jouissait de plusieurs privilèges. Il était

exempté de certains impôts ; on lui accordait le droit de tenir des domestiques (poslajuici) qui s'entendait au métier ; il avait un revenu des taxes que payaient les membres de la corporation ou les étrangers, ainsi qu'une part des amendes.

Dans la direction de la corporation, le prévôt était assisté par un conseil composé de 24 membres. En règle générale, le prévôt était élu par la corporation et confirmé par le prince. Cependant, exceptionnellement, il a existé des conflits entre le prince et les corporations pour l'élection du prévôt ; certains princes contestaient ce droit aux membres des corporations (1). Mais ce n'était que quelques cas isolés, et où les princes n'étaient pas toujours approuvés par leur conseil privé (2). Les membres du conseil corporatif étaient toujours élus, il n'existe pour eux aucune exception. Ils avaient des attributions administratives et figuraient sous le nom de *tuteur* ou *préposé* (epitrop, præstos). Leur nombre qui au début de la formation des premières corporations était de 24 (comme nous l'avons vu) varie de corporation à corporation (3).

1. Wachmann, *op. cit.*, pp. 98 et 99.

2. Nommé divan. Exemple de l'occupation russe de 1812. Wachmann, *op. cit.*

3. Environ de 4 à 6.

Dans le cas où les corporations se trouvaient réunies, c'est-à-dire si les spécialités diverses de métiers formaient une seule corporation, le comité ou les préposés étaient choisis de chaque spécialité ou section.

Le conseil d'administration était donc élu dans ce cas par section, formant ainsi un comité pour chaque section, néanmoins le prévôt était seul et unique pour toute la corporation réunie.

Le prévôt avec les préposés (ou tuteur) formaient aussi une sorte de tribunal de la corporation, qui jugeait les différends soulevés entre les membres de la corporation relativement à leur métier, et aussi les procès entre membres corporatifs et consommateurs et ceux qui concernaient la violation des statuts par les artisans et commerçants. Cette espèce de tribunal portait le nom de *longea* (1), et était pour le prévôt un agent de contrôle et un frein au pouvoir et aux attributions de celui-ci. La preuve c'est que dans les registres on trouve la stipulation suivante : « Sans *longea* et sans l'avertissement des *tuteurs*, le prévôt ne peut pas être capable d'exécuter une décision, ou de réprimander quelqu'un par des coups (2) ». On voit donc que ce tribunal pou-

1. Nom intraduisible en français.

2. V. A. Urechîă, historien roumain. *Histoire des Rou-*

vait décider aussi la peine des coups, qui paraît être commune à toutes les corporations européennes (1) de l'ancien régime.

Néanmoins, on soumettait parfois certains cas au prince, quand il s'agissait d'un procès plus général concernant le métier et qui se rapportait aux intérêts d'une section entière. De nombreuses réclamations de ce genre en font la preuve. On réclamait aussi le jugement de l'évêque pour les infractions des prévôts qui ne devaient pas être jugés par les membres des corporations. Ceux-ci même pour certaines fautes graves, étaient également jugés par les évêques et, s'ils se trouvaient dans les capitales des principautés, par le *métropolitain* (archevêque général).

On comprend aisément cette intervention ecclésiastique, étant donné que la majorité des corporations était sous l'autorité de l'Eglise (comme dans toutes les organisations corporatives occidentales) ; que ces corporations avaient leurs paroisses spéciales — pour chaque catégorie de corporation — qu'el-

mains, vol. II, p. 193. Les registres de la corporation des tailleurs, 1781, etc.

1. Les *Maîtrises* et les *Jurandes* françaises, les *Zünfte und Innungen* allemandes, appliquent souvent les mêmes mesures disciplinaires qui sont inscrites même dans les statuts ou règlements de quelques-unes.

les entretenaient, qui prenaient même souvent le nom de la corporation et que l'autorité de l'évêque ne pouvait qu'être respectée et recherchée. Cependant le prince et les membres de son gouvernement jugeaient aussi ces corporations, quand elles n'étaient pas sous l'autorité ecclésiastique ; du reste, le condamné du tribunal corporatif qui était mécontent de l'arrêt donné contre lui, pouvait faire appel au chambellan (qui était parfois trésorier) et nommé dans la langue : *vel camaras*, ou au préfet de police nommé *aga* (1). Le comité de la corporation avait à ses ordres un agent contrôleur et fiscal (*ceaus*), qui était chargé d'exécuter les décisions du tribunal et percevoir les impôts. Il était payé par un traitement mensuel, acquitté par le prévôt et les préposés. Ensuite, chaque corporation avait son *tronc* pour aider les membres de la corporation qui se trouvaient dans la nécessité, vieillesse, maladie ou mort. Ce tronc servait aussi pour alimenter les dépenses de leur église, de leur paroisse. Ces revenus qui étaient destinés à ces usages provenaient des cotisations hebdomadaires des membres, maîtres et ouvriers (car ceux-ci faisaient part aussi de la corporation, mais ils cotisaient moins). Ensuite, le tronc était alimenté par diffé-

1. La procédure n'était pas bien établie dans la charte des corporations à cet égard.

rentes amendes, par les taxes que devaient payer les étrangers pour rétablir leurs marchandises en ville (et seulement en gros), ou pour obtenir le droit d'ouvrir une boutique dans certaines conditions. Il y avait aussi des dépenses minutieuses faites pour la commémoration des morts, la fête patronale de l'église, etc. Ce tronc devait être ouvert par le prévôt en présence de tous les membres de la corporation, la somme qu'on accordait était décidée par le prévôt et son conseil de tuteurs et préposés. Le tronc était cacheté par le prévôt et les préposés.

Une fois par an, le prévôt devait rendre compte des revenus et dépenses du tronc devant les tuteurs. Les maîtres avaient un contrat avec les parents de l'apprenti pour un temps déterminé, pour lui enseigner le métier. Après ce terme, l'apprenti devait rester encore un an chez le même maître, qui le payait dorénavant. Le salaire était fixé par le prévôt et les préposés (1). Ce terme expiré, l'apprenti devenait ouvrier d'élite, c'est-à-dire ce qu'on nomme en France contre-maître. Le terme roumain est *calfa* et nous lui donnerons ici l'équivalent français. Les contre-maîtres

1. Cette condition n'était obligatoire qu'en Valachie. En Moldavie par exemple, la corporation des cordonniers de Jassy prévoyait dans ses statuts le temps déterminé de l'apprentissage à trois ans, ensuite qu'il travaille encore six mois et ensuite il avait 3 francs.

travaillaient à la base d'un contrat qui devait être visé et authentifié par le prévôt. La charte de toutes les corporations prévoit que les maîtres ne doivent pas recevoir les apprentis qui se sont enfuis de chez un autre maître, ni de tenter ses contre-maîtres.

Les contre-maîtres ne devaient pas quitter un maître sans la permission du tribunal corporatif, qui devait connaître les motifs du départ et aucun maître ne devait pas les recevoir sans la preuve qu'ils venaient avec la permission et le consentement du corps de métier.

Les maîtres ne devaient pas avoir les uns trop de contre-maîtres et les autres aucun, mais chacun proportionnellement à son état.

Les contre-maîtres qui entraient comme compagnons ou associés au maître dans son magasin, devaient payer une taxe au tronc de la corporation ; s'ils ouvraient la boutique seule, la taxe était double. De même pour le maître, s'il ouvrait une seconde boutique en plus de la sienne.

Les fils des maîtres qui continuaient le métier de leurs pères étaient exemptés de ces taxes (1).

On prévoyait encore dans les statuts de certaines corporations des mesures relatives au repos hebdomadaire ; on défendait, sous peine d'amende, le travail ou l'ouverture des boutiques dans les jour-

1. A certaines corporations, notamment à celle des cordonniers de Jassy, ils payaient une demi-taxe.

nées prévues de repos, pour éviter ainsi toute concurrence.

Dans les documents des corporations, il n'est prévu nulle part d'une façon précise les conditions dans lesquelles les apprentis devenaient contre-maitres mais après le terme où devait expirer l'apprentis, sage, on connaît celui où commençait l'état de contre-maitre (1).

En ce qui concerne les conditions qui devaient faire passer les contre-maitres comme maitres, il y a quelques mentions dans les documents des corporations. Ainsi les contre-maitres qui voulaient sortir de chez leurs maitres et exercer leur métier sous leur propre compte comme *patrons*, devaient d'abord passer un examen devant les préposés (tuteur) et souvent devant la corporation entière, qui devait se convaincre de leur habileté et de leurs connaissances sur le métier.

Sans doute, on pratiquait aussi dans nos corporations la coutume des *maîtrises* occidentales qui voulait que le candidat exécutât une *œuvre d'art*, qui indiquait la mesure de la capacité et son habileté de métier (2). Ensuite, il payait la taxe pour pouvoir exercer commercialement son métier.

1. A d'autres corporations, par exemple à celle des coiffeurs, on prévoyait une disposition qui devait donner une *préséance* aux coiffeurs de qualités, qui devaient ouvrir leurs boutiques avant les autres.

2 E. Levasseur, *op. cit.*, vol. I.

Si donc, les documents ne nous parlent pas des brevets de maître qu'on accordait aux contre-maîtres ; en échange nous trouvons ces brevets de maître accordés aux étrangers qui venaient dans le pays pour pratiquer et exercer commercialement leur métier. On examinait d'abord les candidats par un jury qui devait se convaincre de leur aptitude. On lui délivra ensuite une carte de libre-pratique ou un certificat nommé « teşchereâ ». Il acquittait ensuite la taxe qui avait comme conséquence l'exercice du métier à son compte, avec certaines restrictions, en faveur des artisans, des commerçants, des corporations, qui appartenaient au même métier. Néanmoins il y avait certaines corporations qui recevaient des étrangers (surtout chrétiens) dans leur sein (1). L'historien *Basile Urèche* nous donne quelques traits d'organisation et de réglementation entre les artisans de la corporation et les étrangers. Ainsi dans la corporation des pelletiers, pour les matières premières qui étaient apportées par les étrangers suivant les besoins du travail de ce métier, les statuts de la corporation prévoyaient des dispositions par lesquelles le prévôt devait veiller à ce que ces matières premières soient réparties proportionnellement entre tous les membres de la corporation « chacun d'après ses ressources et son

1. Les selliers, bourreliers, les coiffeurs.

état » suivant un prix convenu entre le prévôt et le vendeur de matières premières (1).

Les corporations étaient plus nombreuses en Valachie qu'en Moldavie. Quelle pouvait être la cause de ce phénomène ? On ne pourrait le dire. Les historiens comme les économistes roumains se taisaient sur ce point. Est-ce à cause de la densité de la population, ou de l'esprit plus commercial d'une principauté par rapport à l'autre ? On risquerait trop en l'affirmant, car suivant les enquêtes faites par nous, ce n'est pas le pays moldave qui aurait pu avoir une classe moyenne inférieure à celle de Valachie.

Nous croyons plutôt que l'oppression turque et celle des Princes se sont fait moins sentir dans la première que dans la seconde période ; le groupement ne devenait donc pas si nombreux et nécessaire, la concurrence des industries et du commerce indigène moldave n'était pas si dangereuse, surtout dans les villes de province. A Jassy (capitale de Moldavie) comme à Bucarest nous rencontrons les plus nombreuses. Dans la ville de Roman (Moldavie) également. C'est donc dans les centres peuplés et où l'esprit d'émulation et de développement doit se ressentir plus amplement.

En Valachie il y en a presque dans toutes les capitales de département, excepté dans la région du Danube.

1. V. A. Urèche. *Hist. des Roumains*, vol. IV, pp. 56-60.

En Moldavie, on croit trouver même dans les capitales plus difficilement (1). Cependant M. Xénopol nous cite plusieurs villes moldaves qui avaient vu paraître les premières corporations. Nous croyons qu'elles se sont perpétuées jusqu'à la disparition générale, c'est-à-dire vers le milieu du xix^e siècle (2).

*
* *

Une autre affirmation contestée est celle du *caractère social religieux* qu'avait les corporations.

M. Wachmann, conteste ce caractère général. Il dit que seulement quelques-unes d'entre elles ont adopté le patronage moral et juridique de l'autorité ecclésiastique. Les autres ont joui de la protection, des Princes et même des boyards (3). L'argument de l'auteur, pour paraître plus fort, est tiré du raisonnement d'après lequel les corporations, où il y avait des étrangers, ne pouvaient avoir un patron d'église car comment Arméniens, Turcs ou Juifs auraient-ils pu s'en accommoder ?

1. Ainsi M. Wachmann, qui a traité ce sujet dans une brochure semble ignorer complètement cette grande province du territoire qui fut une principauté glorieuse dans le passé roumain. Il ne nous dit rien sur le nombre de ces corporations. Les autres auteurs se taisent.

2. Les villes de Suceava, Piatra, Botoschani, Dorohoi et Vaslui, où on les trouve plus souvent.

3. Exemple cité p. 91, *op. cit.*

M. Xénopol, au contraire, affirme le caractère social religieux exclusif de la corporation : « Chaque corporation, nous dit-il, était mise sous le patronage d'un saint quelconque, qu'elle fêtait à son jour » (1). Il donne des exemples qui prouvent son affirmation.

M. Jorga reconnaît que les corporations avaient leurs fêtes patronales ecclésiastiques, mais ne nous dit pas d'une manière précise si ceci s'étendait à toute la classe corporative. Nous croyons que la majorité des corporations avait le patronage d'un saint, et que cette tendance vers la protection de l'Eglise était explicable, en dehors de la foi chrétienne orthodoxe, par la sûreté et la garantie qu'elle offrait dans ces temps si précaires. La fermeté et la puissance d'organisation résidaient dans cette émancipation *inaperçue* du pouvoir laïque, et sous l'égide spirituelle de l'Eglise. Elle donnait cette physionomie particulièrement utile à l'institution : l'*autonomie*. Elle sauvegardait les intérêts matériels de la classe moyenne et la défendait contre l'immigration étrangère, qui avait la tendance d'accaparement et contre la concurrence de ceux-là qui apportaient, comme nous avons vu, des marchandises étrangères, ayant pour intention de déprécier les indigènes et annihiler l'importation faite par les commerçants. Ensuite, le commerce ambulante des étrangers était anéanti par

1. A. D. Xénopol, *op. cit.*, p. 155.

les dispositions de protection prises par les corporations. C'était en quelques mots le *but* qu'elles poursuivaient. Ce but a-t-il été atteint ? A-t-il eu des conséquences favorables au développement de notre classe moyenne ? Pour répondre largement il faudrait d'abord analyser l'institution à travers tous les pays où elle a vécu, fleuri et tombé. Résoudre cette question entraînerait des comparaisons sociales et économiques, de pays à pays, pour établir un point de vue général et des considérations spéciales qui, par leurs réserves, donneraient la forme définitive de la question posée. Au moins sa tendance se dirigera vers cette conclusion. Mais notre cadre ne le permet pas et il faudrait pour cela un ouvrage spécial.

§ 3. — *Le rôle de la corporation dans l'évolution de la classe moyenne*

Si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur l'ancienne corporation roumaine prise dans sa totalité avec tous les fruits qu'elle a donnés pendant son existence, nous constaterons sans doute le sensible élan qu'elle a provoqué dans la masse des artisans et commerçants, pour l'esprit des affaires. Dans un pays comme le nôtre, où l'abus se plaisait à devenir loi et les vexations coutumes, à cause d'un régime oppresseur et rapace, les métiers et le commerce ne pouvaient être mieux à leur place que dans un groupe-

ment solidaire, protecteur du travail national et défenseur des intérêts d'une classe qui devait vivre, pour empêcher la décomposition d'une nation.

Cependant il ne faut pas croire que les corporations ont eu dans les principautés roumaines le même rôle puissant dont elles jouissaient dans l'Occident européen. En Occident elles formaient une puissance politique importante qui donna bientôt à la bourgeoisie qui les composait assez d'audace et d'énergie pour lutter contre les seigneurs féodaux. Elles avaient aussi le concours de la royauté pour ce combat social. Il est indéniable, comme nous croyons l'avoir démontré dans notre introduction, que la renaissance et la rénovation du corps social en Occident s'appuient sur la classe bourgeoise qui était divisée et constituée en différentes corporations.

Le rôle important des corporations dans les villes occidentales s'explique par la nature de leurs occupations. « La corporation a été la patrie chérie de l'artisan, dit M. Levasseur, la royauté sa tutrice vigilante ; l'art son guide et son maître. La corporation lui a permis de grandir sous le régime étouffant de la féodalité. La royauté en le protégeant et en le soumettant à ses lois a créé la grande industrie, et l'a fait lui-même, de bourgeois d'une commune, citoyen d'un grand royaume... » Sous cette triple discipline la classe ouvrière a produit les chefs-d'œuvre du xvi^e siècle, les merveilles du règne de Louis XIV, et

est devenue assez forte pour réclamer, en 1789, la liberté industrielle et pour pouvoir en jouir (1). »

Donc elles se développèrent en même temps que la production industrielle et grandirent parallèlement à cette production.

Si nous parcourons d'un bout à l'autre l'histoire du régime corporatif en France et recherchons les résultats avantageux et désavantageux qu'il produit, nous verrons : d'un côté l'artisan protégé contre la violence et par conséquent la possibilité qu'a eu l'industrie de naître et de s'émanciper. Il fut le premier degré de l'émancipation du tiers-état, le germe de ses libertés politiques.

De même qu'en Roumanie, la force faisait seule le droit, et l'individu isolé, sans nom, n'ayant d'autre fortune que le travail de ses mains, aurait sans doute succombé, constitués en corporations ils ont pu résister par ce lien étroit et exclusif les gens de métier ont contribué largement à la formation de la classe moyenne qu'étaient les bourgeois des communes et des bonnes villes.

Néanmoins la corporation française devança la commune. La constitution est antérieure et cela peut s'expliquer par le besoin immédiat et l'organisation moins compliquée que l'autre. Elle survivra même à

1. E. Levasseur, *op. cit.*, t. II, p. 432.

la commune (suivant son organisation moyenâgeuse), parce qu'elle ne portait pas autant de préjudice aux autres pouvoirs.

Dans les deux principautés roumaines, comme nous l'avons déjà dit, les mêmes besoins ont produit les mêmes causes et celles-ci le même effet.

Nos anciennes corporations ont eu moins à craindre l'abus seigneurial (des boyards), ou les vexations du pouvoir princier. Les conflits qui ont eu lieu entre ceux-là et les autres sont assez rares et sans aucune importance réelle. La suzeraineté turque ne pouvait nuire que d'une manière fiscale. Elle le fit par ses droits et ses opérations douanières, qui eurent la conséquence de resserrer davantage les liens des corporations.

Mais leur but et leur rôle furent principalement, croyons-nous, la défense contre la concurrence étrangère. C'est aussi une préoccupation constante des corporations françaises et autres. L'évolution anormale de notre pays vers une civilisation parallèle aux pays d'Occident (et dont nous avons expliqué déjà plus haut la cause) lui donna un aspect moyenâgeux jusqu'à la moitié du xix^e siècle.

Dans ces conditions la concurrence, loin d'établir un juste équilibre entre les profits du vendeur et les besoins de l'acheteur, aurait fait du vendeur la victime de tout homme assez puissant pour l'opprimer et de l'acheteur la dupe de sa propre ignorance.

Ceci explique le caractère commun de défense mutuelle que toutes les corporations de l'histoire ont eu. Ensuite les règlements sur la bonne fabrication et ses précautions contre la fraude.

Cette tendance vers la moralisation de l'industriel avait gagné la confiance des acheteurs et de la population entière. Ceci explique la considération dont ont joui nos commerçants et nos artisans indigènes vers la fin du xviii^e siècle et le commencement du xix^e.

Ainsi, conclure une affaire ou une transaction qui se finissait honorablement, on disait : « je l'ai conclue comme un négociant ou comme un commerçant ». Il n'y a que depuis l'accaparement juif — qui a détruit aujourd'hui presque partout notre classe moyenne nationale — que cette confiance et cette estime se transforment en méfiance et en dédain.

A côté de ces avantages sans doute il y a eu des inconvénients. Les partisans de l'école économique libérale les ont relevés et peut-être même ils les ont exagérés.

Les principales accusations qu'on apportait se référaient à des vices intérieures d'organisation et à des conséquences extérieures.

L'*égoïsme* était un des vices dominants de la corporation, ceci est en dehors de doute. Mais pouvait-on attendre un autre résultat des gens qui s'associaient pour se protéger contre la violence et l'injustice ?

Ensuite le *monopole et la routine* étaient considérés comme des vices d'organisation intérieure, contraires aux intérêts généraux de la société.

Il est naturel d'ailleurs que la lutte contre la concurrence emmène le monopole, le monopole emmène ensuite la routine. Ces deux faits pourraient entraver le développement de l'industrie quand celle-ci accaparerait le marché du pays et celui des autres. Mais jadis le monopole sauvegardait la renommée des corps de métiers et l'esprit de routine introduisait l'ordre et la discipline dans la corporation et contraignait les maîtres à ne livrer que de bonnes marchandises.

Nous ne voulons pas défendre à tout prix les corporations, mais nous nous garderons bien de les attaquer dans leur essence. Nous soutenons que leur apparition et leur existence, malgré quelques inconvénients, ont été très utiles à l'évolution des classes moyennes. Bien plus, il y a certains pays — notamment le nôtre — qui ont réintroduit les corporations, en leur donnant un cachet moderne (1). Ceci prouve leur utilité sociale et économique, qui se ressent n'importe où il y a besoin de défendre le corps social, quand un de ses membres est atteint.

Décidément, nos anciennes corporations ont atteint leur but principal : la conservation de notre classe moyenne homogène. Le rôle de l'industrie

1. *Loi des Métiers*, 5 mars 1902.

ayant été toujours petit, elles n'ont pas nui du tout à son développement, au contraire, la fondation de quelques fabriques protégées par les princes a amené celui-ci à intervenir en faveur des corporations pour ceux-ci qu'on leur fournisse un contingent de gens pour le travail en dehors des paysans et esclaves tziganes des propriétés princières.

Néanmoins, il faut avouer que nos corporations n'étaient autonomes que dans leurs organisations intérieure, économique et sociale ; elles étaient donc loin d'avoir comme éléments politique et militaire l'indépendance dont jouissaient les corporations occidentales.

§ 4. — *Les corporations étrangères des pays roumains*

Pour suivre chronologiquement l'évolution de notre bourgeoisie, nous parlerons un peu des corporations formées par les étrangers sur notre territoire et nous finirons le chapitre des corporations à l'époque où elles sont tombées en désuétude, c'est-à-dire dans la phase agricole qui succède à celle-ci.

Nous avons vu, à travers notre étude, les différents artisans et commerçants étrangers qui se sont établis sur notre sol depuis la formation des principautés roumaines.

Ces éléments étant parfaitement assimilables ils se sont vite confondus dans la masse des indigènes, s'adaptant rapidement au milieu existant et effectuant des mariages qui ont accéléré davantage la fusion.

Il ne s'agit donc pas d'eux ici. La question se pose pour les négociants, commerçants et marchands étrangers qui, vers le XVIII^e siècle, ont immigré dans les deux principautés, se constituant dès le début en corporations. Le XVIII^e siècle nous présente les corporations en plein état de développement, ayant leur organisation reconnue par le pouvoir princier.

L'époque de la domination des princes fanariotes (1) introduit l'influence et la mode turque d'une manière plus accentuée qu'auparavant.

C'est alors qu'apparaissent les *esnaf*, corporations turques très décoratives, composées d'artisans et de commerçants, par spécialité et catégorie. Chacune d'elle est constituée en *esnaf*, c'est-à-dire en corporation. Elles faisaient de nombreuses proces-

1. Grecs originaires d'un faubourg de Constantinople nommé Fanar. Ils payaient des sommes très fortes à La Porte pour être désignés comme princes régnants aux principautés. Leur règne était habituellement très court, car d'autres plus riches venaient les remplacer. Ce régime est considéré par la plupart de nos historiens funeste aux pays. (Voir Xénopol, Urèche Tocilescu.) M. Jorga, contrairement aux autres, lui trouve certains mérites et quelques princes remarquables.

sions dans les jours de fêtes musulmanes et étaient assez répandues chez nous. Les autres corporations appartenant à d'autres nationalités ont pris le nom « d'esnaf » par imitation.

Une autre organisation corporative étrangère est celle des *juifs* fondée vers 1775 (1), et qui se succède, en s'augmentant, par des chartes émanées des princes (2). Cependant leur caractère n'est pas commercial, mais simplement des communautés religieuses. Plus tard elles prirent le commerce dans leurs mains et développèrent leur corporation en ce sens.

Les Juifs vinrent d'abord en Moldavie, de l'Autriche, moins de Russie et plus encore de Galicie (Pologne). Il y en a quelques-uns (à cette époque) en Valachie venus d'Espagne (par la Turquie), mais leur nombre est plus petit qu'en Moldavie.

Leur premier métier fut celui de cabaretiers (qu'ils n'ont pas quitté même aujourd'hui) ou modestes marchands et négociants de modes occidentales, sans aucune spécialité bien définie. On les voyait même dans les rues vendant de menus objets de mercerie, une sorte de marchandises de bagatelles, qu'ils importaient d'Autriche. On ne trouve pas de grands commerçants juifs ayant des relations avec l'étran-

1. Corporation juive de Bucarest, citée par V.-A. Urèche : *Hist. des Roum.*, vol. II, pp. 199 et 200.

2. V.-A. U, *op. cit.*, vol. I, II, III, IV, V, VI, VII et VI •

ger avant 1803 (1). Néanmoins, en 1818-1820 et 1822, une dizaine de riches négociants juifs se trouvent dans la capitale de la Valachie. Dans la phase agricole leur nombre s'accroît formidablement et constitue à la fin, c'est-à-dire jusqu'à nos jours, un péril économique social et politique qui met en jeu l'existence de la nation. Nous parlerons de ce phénomène dans un chapitre de la phase agricole.

Les *Arméniens* sont constitués en corporation vers 1791 (avec un caractère commercial). Ces Arméniens ne sont pas les descendants des anciens Arméniens de Pologne, venus dans les Principautés dès leur fondation (2). Ils étaient originaires de Turquie, donc sujets tures. En Moldavie, comme en Valachie, ils avaient d'importantes maisons de commerce. Commerçants consciencieux et gens d'ordre, on a toujours tiré profit de leur activité productive et leurs relations avec leurs confrères roumains ont été toujours bonnes.

Les Grecs apparaissent vers la fin du xviii^e siècle et le commencement du xix^e siècle. On ne les trouvait pas assez nombreux pour constituer des corporations, probablement ils ont fait partie de quelques *esnaf*, confondus avec les Tures. Leur nombre est plus sen-

1. N. Jorga, *op. cit.*, p. 142.

2. Ceux-là étaient reconnus comme indigènes, étant constitués en corporation avec leur prévôt.

sible à Bucarest, qui était le grand centre d'échange sur la route de Constantinople. Ils jouissent souvent d'une protection étrangère, ce qui leur donne une certaine position dans le monde commercial roumain (1). Dans la phase agricole leur nombre s'accroît sensiblement surtout dans les ports de commerce, où ils pouvaient faire des spéculations sur les céréales sans avoir à redouter une autre concurrence. Le commerce les a enrichis et ils ont conservé ces positions acquises facilement, car les grands ports du Danube contiennent encore aujourd'hui les plus marquantes personnalités commerciales et industrielles de nationalité grecque, tandis que dans la capitale on rencontre des banquiers, des commissionnaires et des changeurs.

*
* *

Comment ont-ils pu obtenir le droit de se former en corporations et autres privilèges ?

Par un arrangement ou un contrat avec la trésorerie générale du pays, on leur assurait quelques droits et quelques charges (2).

Lorsque les négociants, commerçants ou marchands étrangers venaient dans le pays tout nouvellement, ils étaient soumis pour la place qu'ils occupaient à certains droits et pour la vente qu'ils faisaient

1. Voir les énumérations dans Jorga, *op. cit.*, p. 141.

2. Prennent le nom de *sudites*.

à certains impôts (1) ; en plus il y avait beaucoup de cadeaux supplémentaires qui, sous la domination turque, étaient inévitables.

Le nombre des gens ayant la même spécialité de marchandises augmentant et leurs affaires allant plutôt bien que mal, ils employaient tous les moyens de persistance et d'insistance pour obtenir le droit d'avoir leurs corporations et leur stabilité définitive.

Cela devait être l'obtention d'un accord contractuel qui en formait une corporation, caractérisée par le nom « esnaf » ou « breaslă ». Cette forme une fois acceptée, ne pouvait plus être démolie par personne. On leur délivrait un parchemin ou *charte* qui faisait valoir leurs droits, en prenant le nom de *chrysobulites* (commerçants avec charte), en roumain *hrisovuliti*, chacun d'eux avait sa spécialité de marchandises, importées de l'étranger, car des corporations différant entre elles, par l'espèce de la marchandise provenant du pays indigène, manquaient. Ces corporations étaient distinguées par une ligne de démarcation suivant des appréciations pour lesquelles on ne connaît pas la justification. Peut-être les caractérisait-on par le genre et la nature de la marchandise, malgré qu'il y avait un mélange de nationalité où les indigènes faisaient part aussi.

1. Le « bezmen », le « camanarit » et le « peşceş ».

Il y avait donc : 1° *les corporations nationales fermées* et 2° *les corporations commerciales ouvertes*.

Des voyageurs étrangers nous donnent quelques renseignements sur le commerce et les métiers occupés par les étrangers. Quelques-uns confondent les indigènes avec les autres. C'était une erreur commise à cause de l'habillement qui était devenu, au XVIII^e siècle, commun entre ceux de cette classe.

L'ambassadeur français de Constantinople, *Des Alleurs*, dit, en 1754, que son essai pour étendre le commerce français dans les principautés, n'a pas réussi, parce qu'il s'est heurté à celui des Allemands (Autrichiens), Vénitiens et Ragusains, qui est très étendu dans le pays (1).

Un document prussien de 1792 nous parle que les commerçants appartenant à cette nationalité ne peuvent faire que du commerce en gros, car s'ils le faisaient en détail, les commerçants grecs seraient totalement ruinés, ayant des privilèges comme les indigènes, chose que le gouvernement ne permet pas (2).

Un autre *document français de 1802* nous parle

1. *Journal d'un voyage de Constantinople à Jassy*, reproduit par V.-A. Urechia dans l'*Histoire des Roumains*, vol. V, pp. 355-356.

2. Document cité par M. N. Jorga. *Actes et fragments*, vol. II, p. 344.

également des commerçants grecs qui augmentaient de plus en plus (1).

Jean-Louis Carra, journaliste français et secrétaire du prince régnant, Grégoire Ghica, qui fut plus tard guillotiné avec les Girondins, nous donne des renseignements très précieux. Il nous dit que les artisans étrangers ne sont que ceux qui ont été contraints par la faim ou par leur médiocre talent. On trouve quelques notes malicieuses à l'adresse du prince et de sa cour, parce que celui-ci lui avait retenu une certaine somme d'argent. Néanmoins son livre intéresse beaucoup ceux qui veulent étudier les classes sociales roumaines dans leur passé (2).

Stefano Raicevich, nous cite les branches de commerce et de métiers qui sont occupées par les étrangers. Il confond souvent les Roumains dans la masse des Grecs d'Albanie et de Macédoine. Les Arméniens et les Juifs n'y manquent pas, de même que les Roumains de Transylvanie (3).

Le général *Bauer*, un Allemand, dans son livre exagère beaucoup le nombre des étrangers. Pour le com-

1. Documents Hurmuzache. *Suppl.*, I, vol. II, p. 232.

2. *Histoire de la Moldavie et Valachie, avec une dissertation sur l'état actuel de ses provinces*, par M. C..., qui a séjourné dans ces provinces. Jassy, 1777, p. 186.

3. *Osservazioni storeiche naturali politiche intorno la Valachia e Moldovi*. Neapoli, 1878, traduite en français par Lejeune, 1822 : *Vogage en Valachie et en Moldavie avec des observations sur l'histoire, la physique, et la politique*, p. 56.

merce avec l'étranger surtout il ne voit que des étrangers commerçants.

Le mieux informé est le consul anglais *Wilkinson*, (de Bucarest), qui nous fait une description systématique avec un intérêt scientifique et qui atteint toutes les questions économiques, politiques et sociales (1).

Il en résulte sans doute que les étrangers sont venus compléter le cadre des corporations vers la fin du XVIII^e siècle, mais dans tous les documents nous ne voyons que des chrétiens, surtout des Grecs et des Arméniens, jamais de juifs. Ceci prouve que les gens appartenant à cette race ne pouvaient pas s'entendre avec la classe moyenne indigène à cause de leurs procédés et mœurs ataviques. Exclusivistes inassimilables, spéculateurs et rapaces, ils ne pouvaient s'entendre avec les autres, qui, malgré l'état abusif et vexatoire empiétant sur les droits et prérogatives de la société roumaine, sont restés inébranlables dans la foi traditionnelle qui leur avait indiqué l'honnêteté dans les affaires et le respect des droits acquis aux intérêts particuliers et généraux.

« Dans les corporations, dit M. Jorga, aux limites des petites fortunes, à l'ombre des situations modestes, vivent des milliers de gens qui représentent le

1. W. Wilkinson : *Tableau historique, géographique et politique de la Moldavie et de la Valachie*, traduit de l'anglais. Paris, 1821, nos 74-76, pp. 160-161.

commerce et les métiers nationaux conservés maintenant, devant ce grand commerce étranger, habillés à l'européenne et amis aux consuls (1). Cette conservation dura jusqu'à la fin de la période pastorale agricole, c'est-à-dire jusqu'au premier quart du xix^e siècle, comme nous allons le voir.

§ 5. — *Les industries*

Les principautés roumaines, qui n'ont pas eu leur développement économique au même niveau que les autres Etats d'Occident, ont adopté les inventions et les découvertes de l'époque moderne beaucoup plus tard. Elles se sont adaptées au milieu social alors qu'il touchait à sa fin pour en recommencer et en inspirer un autre. Voilà pourquoi à une époque où les industries manufacturières et celles de fabrications diverses étaient assez répandues chez les autres peuples nous n'en avons pas encore.

Sur la fondation des fabriques à cette époque, les opinions diffèrent. Ainsi, il est probable que vers le xv^e siècle le papier était connu et employé dans notre pays. Son importation est due surtout aux Vénitiens et Ragusains et en partie aussi aux négociants grecs. D'abord, son emploi sert comme matériel inférieur, bon marché destiné aux correspondances insi-

1. N. Jerga, *op. cit.*, p. 143.

gnifiantes ; on ne pensait pas à l'utiliser plus largement et à en créer une industrie.

Cependant on avait affirmé que vers 1580 le prince moldave, *Petre Schiopul* (Pierre le Boiteux), avait fondé la première fabrique roumaine, qui était celle de papier.

Cette opinion est combattue par M. Jorga qui soutient qu'il n'y a aucune fabrique de papiers dans les principautés jusqu'au xviii^e siècle (1). En Transylvanie elle existait depuis 1539, parce que l'influence allemande avait hâté le progrès de la civilisation et de l'évolution économique.

L'historien Basile Urèche nous assure néanmoins qu'au xviii^e siècle il existait une pareille fabrique, fondée par le prince Mathieu Basarab. Cette opinion ne paraît pas fondée (2).

Dans la seconde moitié du xvii^e siècle nous avons la certitude d'avoir eu une fabrique d'objets en verre, une verrerie. Mais elle ne subsiste pas assez pour perfectionner la fabrication.

*
* *

C'est au xviii^e siècle encore, que les indices d'un mouvement industriel se traduisent par la création de quelques fabriques. Pendant tout ce siècle, la

1. *Op. cit.*, p. 180.

2. N. Jorga, *op. cit.*, p. 181.

sagesse d'Etat dans l'œuvre de progrès prévoit comme un devoir de la part de tout souverain — indépendant ou vassal — « l'encouragement de l'industrie » (1). Le système mercantiliste et le colbertisme avaient trouvé sans doute aussi chez nous des dignes représentants, parce qu'on voit dans le courant du siècle le gouvernement préoccupé de ne pas laisser sortir beaucoup de monnaie du pays, vendre autant qu'il se peut, garder l'or et l'argent avec précaution et faire produire dans une large mesure les richesses du sol national.

C'est au prince Grégoire Ghica, un excellent administrateur, qu'appartient le mérite d'avoir fondé la première fabrique manufacturière de draps. Cette fabrique date de 1766 jusqu'en 1768. Les ouvriers qui la composaient étaient des colonistes protestants, allemands et hongrois, émigrés de Pologne en Moldavie en 1759. On les reçut d'abord avec leur organisation, en leur accordant protection et privilège.

Ils se mirent à travailler le drap chez eux, dans une sorte de corporation qui avait à sa tête un capitaine ayant les attributions d'un prévôt et dépendant lui-même du prévôt de Cernowitz (Bucovnie) qui appartenait alors à la Moldavie. Cette organisation dura jusqu'à l'avènement du prince Ghica qui la réclama pour sa fabrique, établie dans un village

1. V. Jorga, *op. cit.*, p. 182.

Chiper sti) situé au bord d'une rivière près de Jassy. La corporation des ouvriers protestants subsiste avec son capitaine, « qui avait été reconnu avec des droits équivalents à un boyard du pays » (1) (23 août). Ce privilège était reconnu aussi par La Porte suzeraine, qui l'avait légalisé par un firman. Les ouvriers étaient payés des revenus personnels du prince qui donnait en plus une bonification — une fois par an — pour l'église et l'école de ces derniers.

Les produits de la fabrication consistent en drap pour les troupes des villes et de la cour, cette dernière s'habillait avant à l'étranger, ensuite pour les bourgeois des villes moldaves et enfin pour des cadeaux aux suzerains, les Turcs.

Bien plus, le prince voulut lui-même donner le bon exemple et pour contre-balancer les dépenses considérables que faisaient les nobles de la cour pour les vêtements (surtout les dames), il s'habilla un jour avec des vêtements provenant de la fabrique, qui par leur simplicité imposèrent et contribuèrent à déterminer la cour à prendre cette nouvelle mode.

Malheureusement la fabrique eut une très courte durée. Quand la guerre éclata entre les Russes et les Turcs (1768-1774), le prince quitta le pouvoir et la fabrique disparut avec lui.

1. V. Jorga, *op. cit.*, p. 186.

En Valachie, le prince régnant, Alexandre Ipsilanti, contemporain avec le prince moldave, fonda en 1774, une fabrique de draps d'après le modèle de l'autre et avec le concours antérieur d'un boyard valaque.

Néanmoins, le système d'organisation diffère de celui de Moldavie.

Ce n'est ni l'Etat, ni le prince qui fournissent le matériel, c'est-à-dire la laine et le salaire. De même, la vente ne se fait pas en son nom. C'est le propriétaire, qui est un boyard (1) ayant fondé cette fabrique, qui paye au propriétaire du domaine un fermage annuel de 250 francs, qui ne peut pas être augmenté. Le gouvernement princier exempt de tout impôt le pasteur et le chanteur de la fabrique (2), et les 50 ouvriers étrangers spéciaux. Le propriétaire boyard s'engage également à demander seulement 8 francs par an aux autres 50 ouvriers étrangers qui sont employés au filage de la laine. Les 2.000 brebis amenées de l'étranger exprès pour l'espèce à bonnelaine serviront exclusivement à la fabrication du drap. Il n'y a que pour l'étoffe vendue en gros que l'acheteur payera le droit de vente qui était de 2 o/o ; la « maison des orphelins cueillera un sou pour chaque jauge (3) achetée, ce qui ferait 1 / 20. La laine pourra être prise du

1. Nommé Radu Slatineano.

2. Etant protestants amenés de Moldavie.

3. Mesure de longueur roumaine.

pays dans des conditions particulières, avant que les « drapiers du pays » commencent leur marché, avant que ce marché soit commencé par les négociants roumains ou étrangers. Elle entrera dans la fabrique sans payer nulle part de douane. Chaque dimanche il se tenait un marché à *Pociovaliște* (1) pour apporter aux ouvriers tout ce qu'il leur fallait pour la nourriture et l'entretien. Le privilège divisait ces ouvriers en plusieurs catégories de travail, suivant la nature de l'ouvrage qu'ils avaient à effectuer.

Après une courte interruption causée par la guerre, le prince Alexandre Morouzi, en 1794, la transféra à Afumati, et elle disparut ensuite.

Nous avons tenu à donner ces détails (2) (suivant les descriptions de M. Jorga) afin de reconstituer le type d'une fabrique de ce temps, qui est à même d'intéresser non seulement les économistes roumains, mais aussi ceux qui suivent avec curiosité l'industrie naissante et rudimentaire avant le machinisme contemporain.

Mentionnons à présent les fabriques fondées à cette époque en suivant l'ordre chronologique :

1^o En 1768, la première *fabrique de papier* (incontestée), à Fundeni près Bucarest et ensuite une se-

1. La localité où demeurait la fabrique.

2. Voir pour les détails, Jorga, *op. cit.*, p. 188.

conde à Batistea. Reconnues et protégées par un acte du prince Alexandre Ipsilanti en 1776. Avantages et privilèges aux ouvriers. Disparition après 1784.

2° Nouvelle fabrique de papier en 1796, appartenant au prince. Elle appartient aussi au métropolitain, mais disparaît après 1812.

3° *Fabrique de bougies et de cierges*, 1779, fondée par un commerçant grec avec privilège princier. Certaines fraudes, amenèrent un changement et une transmission de propriété et de privilège. Vers 1788 la fabrique n'existe plus.

4° *Fabriques de faïence* et 5° de fichus de tête (testemeluri) durent jusqu'à la période agricole.

6° En 1822, fabriques de *satin* et 7° de *tabac*.

En *Moldavie*, où il y avait un contingent plus restreint de corporations (suivant les historiens), il y avait encore moins de fabriques.

8° Après la fabrique de Chiperesti, on en trouve une autre de *faïence* en 1774, elle était fondée par un ancien officier français, Ledoux de Sainte-Croix, qui avait mis en fermage pour 450 francs par an, une terre d'un domaine pour cette chose. Son entreprise ne réussit pas, car il éclata un conflit entre lui et le propriétaire du domaine, qui détermina Ledoux à quitter le pays.

9° Après une trentaine d'années, en 1818, un autre français, de *Lincourt*, professeur de français, se proposa de créer une fabrique d'huile de

lin. Son entreprise échoua. Il y avait aussi d'autres petites fabriques appartenant aux boyards, mais elles ne rendaient presque rien en dehors de l'usage particulier.

✱
✱ ✱

Les distilleries d'eau-de-vie (1) (alcool de grains) étaient nombreuses. Ce plaisir qui à la longue détruit la santé, commençait déjà à être goûté largement par nos paysans.

C'est la Bucovnie, remplie de distilleries juives qui donna le signal. On trouve dans les registres des revenus princiers, les droits sur les distilleries avant 1775.

Cependant, vers le commencement du xix^e siècle, certaines raisons empêchèrent le travail des distilleries. On croit que des causes économiques avaient déterminé cet arrêt brusque. Une certaine crainte de ne pas pouvoir vendre aux Turcs le blé et l'orge, les droits trop relevés que le prince percevaient et une trop forte consommation du pain, sont les raisons principales connues de l'interruption.

Lorsque les boyards et le métropolite revendiquèrent devant le Prince le droit de fabrication, en essayant de lui démontrer la faiblesse des arguments opposés à cette opération, le Prince finit par céder

1. En roumain, *velnițe*.

et permit le fonctionnement des distilleries à la condition qu'elles cesseraient leur travail dans les années où il y aurait crise de céréales.

Vers cette époque apparaît aussi l'industrie de la *bière*, qui fut importée par les Saxons de Transylvanie. Son revenu était destiné en partie au fonds pour l'assistance publique.

DEUXIÈME PARTIE

LA PHASE AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER

L'immigration étrangère

Au début du xix^e siècle le pays roumain a passé par une série d'étapes de transformations politiques, sociales et économiques qui devait influencer définitivement sur son évolution générale.

Le règne des princes Fanariotes cessa d'exister et la nomination des princes indigènes par la Porte, réveilla un courant d'émulation vers une nouvelle phase de développement.

Le peuple roumain protégé par son instinct de conservation avait une tendance à établir une classe moyenne puissante en élargissant le cadre établi au siècle dernier, grâce à l'institution des corporations.

Le courant qui s'était établi par la grande révolu-

tion française de 1789, ne pouvait pas manquer d'avoir une répercussion jusque chez nous.

Ce mouvement, en outre, était l'expression de la tendance générale des classes moyennes, pour créer des formes nouvelles pour leur développement. C'était la conscience qu'elles sont destinées à devenir un facteur important dans la vie des peuples.

Si la classe moyenne, ainsi qu'elle se trouvait au début du premier quart du xix^e siècle, avait été soutenue et protégée par le pouvoir, aujourd'hui nous aurions eu un cadre achevé et fleurissant de commerçants, artisans, industriels, banquiers et fermiers roumains.

Le *traité d'Adrianople*, conclu à la suite de la guerre russo-turque en 1829, marque une époque de transition en Roumanie. Par ce traité les Turcs perdent le droit de monopole et de priorité sur les produits du sol roumain, les frontières du pays sont ainsi ouvertes à l'exportation européenne. Les principautés roumaines, considérées jusqu'à lors comme le grenier de l'empire ottoman, reprennent leur liberté économique, en l'utilisant comme bon leur semble.

La liberté du commerce garantie par ce traité amène dans les deux principautés des négociants de céréales qui arrivaient d'occident pour offrir des prix extraordinaires à nos produits. Ces prix ont contri-

bué à rendre l'agriculture très prospère en lui donnant un essor inouï.

Le peuple roumain rentre donc dans la *période agricole*. On se rappelle des chapitres précédents, que dans la phase antérieure, la politique oppressive des Turcs nous avait forcé de fermer nos ports, car ils indiquaient le prix de nos produits, fixés par la trésorerie du Stamboul (nommés *fiat*). Il y avait alors des agents et contrôleurs de l'administration turque qui prenaient les produits en les emmenant à Constantinople. L'ouverture des frontières et le labourage devenant plus productifs brusquement, les peuples occidentaux entrant en relation d'affaires avec nous, payaient soit en argent comptant, soit en marchandise.

Cette opération, ce moyen d'échange, donna lieu à la constitution d'une véritable classe *d'intermédiaires*, entre le pays roumain et l'étranger (1). Ceci devait satisfaire les nécessités nouvellement créés par cette évolution. Ces intermédiaires ne pouvaient être qu'étrangers parce qu'ils s'entendaient mieux dans ce genre de métier. Les Grecs et les juifs s'en chargèrent. Les premiers exercèrent ce commerce en Valachie, les seconds en Moldavie.

1. En Moldavie, notamment, ce besoin s'imposait davantage par ce que la population s'occupait presque uniquement avec la culture du bétail et l'agriculture. En Valachie, l'intermédiaire, quoique utile était moins réclamé.

En même temps, les changements de vie et de mœurs de la classe dirigeante, et cela grâce à l'influence étrangère, avaient mis l'artisan et le commerçant roumain dans une certaine infériorité car ils ne pouvaient pas satisfaire tous ces goûts et ces caprices. La technique et l'art nouveau devaient être enseignés. Ainsi le tailleur habitué aux habits orientaux ne pouvait pas tout de suite apprendre à couper un vêtement à l'européenne, comme le voulait la mode. Le cordonnier ne pouvait pas satisfaire de suite les goûts des dames et des messieurs venus de l'Occident, notamment de Paris. Pour les autres métiers la même chose, tout était appelé à changer : du chapeau à la couverture du lit.

Ces causes amenèrent l'immigration étrangère. Les places inoccupées et créées par les nécessités de la nouvelle vie, furent occupées forcément par les étrangers et ceci d'autant plus facilement qu'on ne demandait aucune garantie de capacité. Les pouvoirs centraux loin de limiter cette continuelle immigration, de réglementer le travail et sa distribution, ne prenaient aucune mesure de protection et de relèvement des métiers indigènes. La couche étrangère gagna donc du terrain.

Les immigrations se transformèrent en invasion après 1834, quand le prince Michel Stourdza permit aux juifs de Galicie de venir en Moldavie. Cette date est restée fatale au peuple roumain, car le processus

de désorganisation sociale et économique continua son œuvre jusqu'à nos jours.

Si la population étrangère immigrante avait été composée entièrement par des éléments assimilables elle aurait été utile à la classe moyenne indigène qui ne demandait pas mieux que de s'exercer au nouveau genre de vie.

Ainsi les Français et les Allemands d'un côté, les Grecs, les Arméniens et les Italiens de l'autre sont en quelque sorte les seuls éléments étrangers qui vinrent au début du ^{xix}^e siècle et pendant le commencement de l'époque agricole faire du commerce. Les Allemands surtout jusqu'en 1849 étaient un élément prépondérant dans le commerce et l'industrie roumaine. Ces gens ne pouvaient pas être dangereux ni chez nous ni ailleurs car le système d'organisation, leurs procédés dans les affaires et le but de leur activité étaient très assimilables au nôtre. Ils n'ont jamais été trop nombreux pour dépasser un chiffre inquiétant. Suivant les rapports consulaires du temps et quelques chiffres statistiques, nous voyons qu'ils étaient artistes, bijoutiers, cuisiniers, maçons, tailleurs, mécaniciens, boulangers, armuriers, etc. Les Français n'habitaient que les deux capitales et ne sont venus qu'après 1848, exerçant le commerce des modes notamment.

Nous classons ces étrangers dans la catégorie des éléments *assimilables*. Leur présence parmi les Rou-

mains fut utile, mais malheureusement leur position ne fut pas fortifiée et gardée sérieusement. Leur nombre diminua sensiblement à la période suivante pour être remplacé progressivement par les étrangers inassimilables. Ceux-ci doivent faire un objet spécial d'étude car leur influence se confond désormais avec l'évolution de la classe moyenne.

CHAPITRE II

Les juifs

Si nous examinions l'histoire générale de peuples à travers les âges, nous serions sans doute appelés à constater partout l'influence que cet élément a eu sur le corps social entier d'une nation, sur sa classe moyenne particulièrement (1).

§ 1. — *En Moldavie*

Dans la première partie de notre étude, nous avons rappelé leur présence qui remonte à la phase pastorale de notre histoire économique. Dans la phase suivante, déjà, ils n'étaient pas une quantité négligeable constituant une corporation entière à Jassy, en 1763 (2).

Lors du premier recensement fait en Moldavie

1. Voir à ce sujet, pour la France, le chapitre des « juifs » dans E. Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 375.

2. Voir p. 144.

en 1803, le nombre des juifs était de 12.000 âmes (1).

La population chrétienne, d'après les données du même recensement, montait à 604.000 âmes, et la proportion des juifs aux chrétiens était de 2 o/o. L'immigration de ceux-ci se poursuivait et progressait jour par jour. En 1820 les juifs de Moldavie représentaient le chiffre de 19.000 âmes, ce qui nous donne un accroissement de 58.33 o/o, pour une période de dix-sept ans ou une moyenne de 3,43 o/o par an.

Enfin, à la veille de la phase agricole — qui nous préoccupe ici — la population juive de la principauté moldave était de 24.000 âmes, ce qui équivaut à un accroissement de 26,32 o/o en sept ans, soit 3,76 o/o par an (2). En 1829, leur nombre devait être de 30.000.

La phase agricole, ouverte par le traité d'Andrinople, trouve la Moldavie en pleine invasion juive, elle était renforcée par la masse des juifs russes réfractaires au service militaire, devenu obligatoire pour eux en 1827. (3). Les juifs polonais — trop nombreux

1. Archives de l'Etat roumain, qui contient tous les chiffres que nous donnons ci-dessus.

2. Recensement de 1827.

3. M. Vérax, dans son très documenté ouvrage *La Roumanie et les juifs*, nous donne ce détail. Nous croyons cependant que l'invasion était aussi forte du côté de Galicie, car les rapports consulaires du temps le prouvent.

chez eux et par manque de spéculations nouvelles, ayant épuisé et ravagé déjà ce malheureux pays — s'amassèrent à la frontière pour passer dans un pays qui leur offrait un terrain vaste de spéculations fructueuses. Ainsi le recensement de 1831, qui paraît autant consciencieux que possible, nous démontre que la population totale de la Moldavie à cette époque était d'environ 920.000 âmes dont 37.000 juifs. La proportion des juifs aux chrétiens était de 4,2 0/0. Le *Règlement organique*, sanctionné par le protectorat russe en 1831 et qui régit le pays jusqu'en 1858, avait une suffisante clairvoyance pour se rendre compte du danger de l'immigration juive. Les boyards qui formaient notre classe dirigeante, chargés de rédiger cette constitution, avaient prévu des mesures de défense comme le prouve l'article 94 dont voici la teneur :

ART. 94. — « Il est incontestable que les juifs qui se sont répandus en Moldavie et dont le nombre augmente journellement, vivent pour la plupart aux dépens des indigènes et exploitent presque toutes les ressources au détriment des progrès de l'industrie et de la prospérité publique. Pour obvier autant que possible à cet inconvénient, la même commission (de recensement) consignera dans le tableau de recensement la condition de chaque juif, afin que ceux qui n'auraient point d'états, et qui sans exercer aucun métier utile vivraient sans aveu, soient

éliminés et que de pareils individus ne puissent plus entrer en Moldavie. »

D'abord ce sont les villes et bourgades qui ont vu venir à elles cette immigration. Bien plus, quelques bourgades ont été une création de l'immigration juive. Lorsque ceux-ci sont venus en plus grand nombre dans le pays, ils ont trouvé certains villages plus considérables et pas trop loin des villes (capitales de départements) et ils ont fait construire des cabarets et des boutiques (1). En 1803 les juifs habitaient presque exclusivement des villes, la Moldavie ne comptait alors que 5 bourgades ; en 1831, lorsque le règlement organique fut sanctionné, il y avait déjà 21 bourgades. Il y avait donc de quoi inquiéter les représentants de nos intérêts communs.

Loin de s'arrêter, le courant d'immigration ne fait qu'augmenter d'intensité. Aussi le recensement de 1838 nous donne-t-il un total de 80.000 juifs. L'accroissement a donc été de 116 0/0 en sept ans, ce qui revient à une moyenne annuelle de 16,5 0/0.

Dans les villes, leur accroissement pendant ces sept ans a varié : de 69 0/0 à Jassy, à 60 0/0 à Botoschani. Le nombre des bourgs, presque exclusive-

1. Ces bourgs font partie intégrante des communes rurales et ne doivent pas être confondus avec les villes formant chacune une commune urbaine. Le nom qu'on leur donne habituellement c'est *târgușor* et *târg*.

ment habités par les juifs a doublé en sept ans ; il y en avait 42 en 1838.

A cette époque éclatèrent des conflits entre les corporations indigènes et leurs nouveaux hôtes, à cause de leurs manœuvres spéculatives et de leur exclusivisme rapace, comme nous allons le voir au chapitre prochain. C'était un indice de plus aux intentions préjudiciables que les juifs portaient à la classe moyenne roumaine, et c'était aussi un cri d'alarme.

L'immigration se poursuivit avec moins d'intensité, après 1838, pour recommencer après la révolution de 1848, époque où les principes du libéralisme politique et économique gagnent du terrain. En 1859, nous trouvons dans le recensement une population totale de 1.323.906 âmes, dont 5 millions 206.906 chrétiens et 118.912 juifs. La proportion des juifs aux chrétiens était donc alors de 9 o/o : elle avait plus que doublé depuis 1831 et quadruplé depuis 1803.

L'accroissement des chrétiens pendant la période de 1831 à 1859 a été de 36,6 o/o ou 1,3 o/o par an ; celui des juifs de 222 o/o, soit près de 8 o/o par an.

Si nous prenons les chiffres de l'année 1803, nous constatons que l'accroissement en cinquante-six ans a été de 900 o/o.

L'immigration n'est pas moins considérable entre 1859 et 1863 où finit la phase agricole. A cette date

nous trouvons la Moldavie avec 1.373.960 chrétiens et plus que 125.000 juifs.

On comprend l'importance de la proportion.

Avec un commerce extérieur qui de nul, avant 1828, s'élevait à 58.366.000 francs (lei) en 1839 et à 210.000.000 en 1855, la Moldavie aurait pu avoir une classe moyenne forte.

En effet, d'un côté la classe moyenne roumaine, classe plutôt marchande, n'était pas assez nombreuse pour pouvoir à la fois faire face aux lois de l'offre et de la demande. Les capitaux étaient minimes, le trafic routinier et restreint, presque aucun crédit à l'étranger. Les commerçants roumains ne connaissaient pas encore le nom des marchandises d'Occident, car l'époque de transition était trop brusque pour se mettre si vite au courant. N'ayant pas aucune idée des endroits où ces nouvelles marchandises se produisaient, de leur valeur réelle, des différences de qualité, ils étaient accoutumés aux anciens produits qu'ils débitaient.

De l'autre côté, un flot de gens rompus aux affaires depuis des siècles, assez hardis pour entreprendre une affaire de gros bénéfices, aussi rapaces que sans scrupules, ayant les qualités innées du commerçant moderne, par les relations de parentés et de correspondances avec les fabricants. Ces derniers se trouvaient bien heureux de découvrir des intermédiaires

vaillants et des débouchés nouveaux pour écouler leurs produits.

Il ne pouvait être admis que dans d'autres conditions la classe moyenne roumaine ne se serait pas maintenue. Les arguments concernant la paresse des Roumains ou leur indifférence pour le commerce, ne sont pas sérieux. La génération successive de la phase agricole-industrielle peut être accusée d'une certaine mollesse et hésitation, mais on n'en peut dire autant des artisans et des commerçants de 1829. Ils auraient dû être défendus par le pouvoir princier et le gouvernement.

« Aucun peuple — dit M. A.-C. Couza — *qui n'a pas employé des moyens de défense exceptionnels*, n'a pu résister à la concurrence que fait cette bande expressément organisée pour l'exploitation de tous ceux qui n'appartiennent pas à leur nation. Car un commerçant ou un artisan peut facilement tenir tête à un autre artisan ou commerçant, mais devant une coalition infâme qui corrompt exprès les prix pour vivre de la vente des plus mauvaises qualités de marchandises à bazar, le commerce honnête doit fléchir (1). »

Et nous ajoutons : Un ouvrier habitué à façonner, d'après des vieux procédés, avec des vieux outils, des

1. A.-C. Couza, professeur d'économie politique à l'Université de Iassy, dans son livre : *L'Artisan roumain*, Iassy, 1893.

objets qui — du moins en grande partie — allaient être complètement démodés et remplacés par d'autres, peut-il résister à un autre qui se sert d'outils perfectionnés, avec des procédés nouveaux et connaissant à fond la fabrication des objets dont la demande allait devenir journalière? Une seule réponse est à donner: L'enseignement du commerce et l'apprentissage des métiers. Mais où les apprendre?

L'artisan juif et le commerçant se sont toujours refusés de prendre à leur service des apprentis roumains. C'était leur exclusivisme traditionnel qui commandait cette attitude.

Il est indéniable que les apprentis roumains enseignés par un ou deux artisans juifs auraient rapidement acquis les connaissances nécessaires du nouveau métier, et une fois la maîtrise obtenue, auraient à leur tour formé une série d'artisans et ceux-ci à leur tour une génération. Notre corps de métiers aurait évolué graduellement. Son organisation aurait été assez forte pour consolider notre classe moyenne nationale mais, « ... les juifs n'étaient pas venus en Moldavie pour y former des artisans roumains, mais bien pour accaparer les métiers à leur profit exclusif (1) ».

Ce n'était pas encore tout. Les domaines agricoles

1. Vérax. *La Roumanie et les juifs*, p. 99. Bucarest, 1903.

appartenant aux propriétaires — qui formaient notre classe dirigeante, — avaient été donnés en fermage, — dans une certaine proportion — à une catégorie de fermiers indigènes. Ceux-ci avaient autour d'eux une série d'éléments appelés à augmenter le cadre d'une classe moyenne, comme les intendants du domaine, secrétaires ou scribes, cellériers (1), etc.

Les lois fondamentales du pays interdisaient rigoureusement aux étrangers de prendre des terres en fermes. Après 1848, la loi devint lettre morte. On l'élada par l'emploi des prête-noms, et les juifs en prennent possession. Tous les éléments indigènes disparaissent et font place aux éléments étrangers. Les conséquences de cette intrusion sont connues. La révolte agraire de 1907 s'est chargée de parler *en faits* pour conformer les prévisions de la science économique (2).

En ajoutant encore une source de revenus à leur existence parasitaire (car le métier de fermier ne demandait pas des connaissances agricoles, mais seulement un esprit prédisposé à la spéculation), cette nouvelle branche fit que le goût des spéculations commerciales gagna dans les campagnes. Ceci donna lieu à des conséquences funestes.

Les lois protectrices du xviii^e siècle interdisaient

1. En roumain : vechili, chelari, gramatici.

2. Consulter Constant Georgesco, *op. cit.*, p. 56-83.

sévèrement le commerce dans les campagnes. Par une fatalité incompréhensible ces dispositions tombèrent en désuétude, avec les corporations à la fois. Des colonies juives fondées sous le nom de bourgades et bourgs, surtout dans la Haute-Moldavie, rapportaient de gros revenus aux propriétaires des terres sur lesquelles elles étaient établies. Leur attention particulière se dirigea vers les *cabarets* (1). Ce commerce amena la dégénération de la race. Il fut la cause initiale de tous les maux qui s'ensuivirent.

Le cabaretier se trouvait le plus souvent le seul commerçant du gros village ou de la bourgade. Les bénéfices étaient énormes car il achetait toutes les denrées et fournissait tous les objets dont avaient besoin les paysans. Son loyer constituait dans la majorité des cas le plus considérable revenu de la terre.

Mais les propriétaires avaient beaucoup d'autres bénéfices. L'emphytéose des concessionnaires payée annuellement, les octrois perçus par ce seigneur sur les boissons consommées à l'intérieur de la bourgade ou du bourg, enfin les monopoles assis sur les bouchers et boulangers, toute cette série de droits leur étaient réservés comme revenus clairs et exclusifs.

1. Même préoccupation dans tous les pays orientaux où ils ont fait sentir leur présence : Bucovine, Galicie, Pologne russe et même une partie de la Russie.

La population paysanne, qui n'avait aucune idée de la valeur des produits pas plus que de celle des objets qu'elle achetait et en plus n'ayant pas été habitué à avoir près de soi des commerçants de cette espèce, éblouie par la forme des marchandises et ignorant sa qualité exécrationnelle, se prêtait joyeusement à la fourniture de ces choses. L'argent était encore très rare, et le marché se faisait par voie d'échange. Dans la localité de la bourgade aucune disposition ne limitait le nombre des cabarets. Les affaires marchaient donc merveilleusement.

Le débit de spiritueux avait aussi une arrière-boutique qui contenait ces menus objets (surtout de la mercerie) et la manœuvre du marchand était fort habile. « Le paysan, préalablement bien disposé par de copieuses rasades d'eau-de-vie, rentrait chez lui muni d'objets de qualité déplorable, achetés très cher, en échange de ses denrées vendues au juif à vil prix (1) ». Le crédit était facilement accordé et ajoutons-nous, recherché. En effet, le juif n'avait rien à craindre, car n'étant pas acquitté au terme il lui était loisible d'acheter à plus vil prix et de vendre encore plus cher que de coutume. Les princes régnants de l'époque, préoccupés de prolonger l'échéance de leur règne — en gagnant la sympathie du consul russe et autres dignitaires de l'empire protec-

1. Vérax, *op. cit.*, p. 109.

teur, — ne se souciaient pas trop de ce que devenait notre classe moyenne nationale ; leur faute est cependant diminuée, car l'insouciance de la classe dirigeante, son incapacité à connaître le mal et aviser au remède était telle, que le chef du pouvoir croyait voir le rose en apercevant le noir.

Si le prince accordait assez facilement le chyso-bulle au boyard pour fonder avec cette autorisation un bourg sur sa terre, celui-ci était bien content de voir accourir les juifs chez lui. Il leur accordait le droit de bâtir des cabanes, de les décorer au nom du magasin qu'ils prenaient. L'eau-de-vie était la première préoccupation du commerçant ; elle était prise à crédit à la distillerie voisine. Les négociants en gros, toujours juifs, qui habitaient la ville voisine, lui fournissaient l'autre marchandise, partie comptant, partie à terme. Cette marchandise dépassait rarement 200 à 300 francs. La population s'habituaît, grâce à la propagande, assez facilement ; en cinq ou six mois la renommée se trouvait faite et la clientèle acquise. On peut s'imaginer ce que pouvaient être les gains.

Mais le bourg n'avait pas fini de se coloniser avec les commerçants. La solidarité juive devait compléter l'œuvre de destruction sociale et économique. L'artisan juif apparaît, il suit le cabaretier et le négociant pour annihiler les métiers roumains dans les campagnes. Nous avons vu dans la phase économi-

que précédente que ces métiers étaient bien organisés et qu'en se multipliant ils passèrent dans les villes pour augmenter la classe moyenne. La petite bourgeoisie indigène vient donc en conflit avec les nouveaux venus. Tous ces bottiers, pelletiers, teinturiers, tailleurs, verriers, savetiers, etc., disparurent petit à petit (1).

Ainsi en 1863, époque où finit notre phase agricole, l'accaparement économique de la Moldavie, par la neutralisation de la classe moyenne, est hors de doute.

§ 2. — *En Valachie*

Si nous nous reportons au recensement fait par les Autrichiens dans l'*Olténie* (*petite Valachie*), les cinq districts ne comptaient que 4 juifs. Du reste, dans cette province de la principauté valaque, il a toujours existé un nombre restreint d'étrangers. Il y a eu des Allemands (Autrichiens) à cause de l'occupation militaire qui dura vingt et un an (1718-1739), mais ceux-ci étant de la catégorie des étrangers *assi-*

1. M. Vérax croit qu'ils ont disparu rapidement. Ce n'est guère probable, car la résistance du paysan dans le métier est plus dure que dans le commerce. Ensuite la population accoutumée à eux, ne pouvait passer immédiatement dans le camp des artisans étrangers ; l'habit et le ménage domestique chez le paysan est une affaire de tradition. La nourriture et les consommations vicieuses ne le sont pas.

milables, donc pas juifs, se sont confondus dans la masse indigène en se rendant utiles.

Ce fut une des causes, la plus grande peut-être, de la prospérité supérieure de cette principauté, aujourd'hui grande province du royaume et où réside sa capitale. Suivant une statistique publiée par l'historien V. A. Ureche (1), en 1820, la colonie juive de Bucarest comptait 127 chefs de famille payant une contribution de 460 livres. Divers documents font croire que la ville de Craiova avait dans son sein une corporation juive, ou plutôt une communauté petite, ayant à sa tête un prévôt. Sans doute, il y avait dans ces quelques villes de ces départements des juifs isolés et insignifiants.

En 1831, sur 1.560.000 habitants de la principauté, on comptait 3.300 juifs : leur proportion aux chrétiens était donc de 2 0/00.

En 1838, le nombre des chrétiens était d'environ 1.800.000, celui des juifs de 6.000. La proportion des juifs aux chrétiens était donc de 3, 31 0/0.

Le recensement de 1860 accuse 2.400.921 âmes, dont 9.234 juifs.

L'accroissement depuis 1838 a donc été de 33 0/0 pour les chrétiens et de 55 0/0 pour les juifs.

L'année 1859 marque l'union des deux principautés sous un seul règne. Les préoccupations poli-

1. Bucarest, 1887. Publications de l'Académie roumaine.

tiques qui passionnaient le gouvernement et la nation firent, qu'on ne fit pas assez attention à l'immigration juive insupportable en Moldavie, menaçante en Valachie, car plus de 50.000 juifs émigrèrent de Moldavie.

Le terrain en Valachie apparaît dès le début mieux favorisé pour le développement de la classe moyenne nationale. Après la paix d'Andrinople, l'immigration polonaise-juive s'était produite sur une assez petite échelle. Elle avait trouvé une classe nombreuse de négociants et d'artisans roumains solidement établie sur le marché et elle se heurtait à une antipathie pour leur race que le bas peuple ne se faisait guère faute de manifester en toute occasion. Bucarest comptait 121.754 habitants en 1860.

L'accroissement s'était fait sur une petite échelle, environ 4,90 o/o.

Dans toute la phase agricole on ne rencontre presque point de juifs établis dans les campagnes de la Valachie.

*
* *

On pourrait trouver insuffisantes les explications que nous donnons sur la cause du petit nombre des juifs en rapport avec ceux de la principauté voisine. La prospérité des Valaques serait-elle due uniquement à un esprit de défense plus vif que celui des Moldaves, ou aux lois restrictives plus nombreuses,

plus scrupuleusement appliquées ? Il y a sans doute quelque chose de vrai à ce propos, mais ce ne sont pas les seules causes et les plus décisives. Sa situation géographique, sans doute, en pourrait dire davantage. D'un bout à l'autre de son territoire, le *Danube* qui est une frontière naturelle est aussi une route de communication, la plus importante peut-être. Elle a contribué donc à son développement économique, en facilitant l'exportation des produits, épargnant les dépenses de transport et écartant — en quelque sorte — les intermédiaires trop nombreux, interposés aux producteurs et consommateurs. Il est hors de doute que cette circonstance éveilla un vif esprit de commerce dans le sein des producteurs même.

Quant aux Moldaves, leur situation géographique est loin d'être favorisée par une pareille circonstance. Leur territoire — pris dans son ensemble — est à une très grande distance des ports danubiens ; les dépenses de transport sont très grandes et absorbent la majeure partie des bénéfices, à cause des intermédiaires. Il va de soi, que ceux-ci sont étrangers, comme nous l'avons vu (1). Ne possédant pas de route naturelle pour la circulation des biens, comme le Danube, — et le contact des peuples commerciaux, — *dépourvus d'exclusivisme et chrétiens*

1. P. 98.

comme eux, ils n'ont pu être en état de prospérer économiquement, de consolider une classe moyenne comme leurs voisins et frères de sang.

CHAPITRE III

L'empiètement des droits des Corporations

Les Corporations tombées en désuétude

La phase agricole est marquée encore par un événement économique et social de la plus haute importance : la disparition des corporations.

Pourquoi ont-elles disparu ? A cause de l'empiètement constamment exercé par la concurrence étrangère, tolérée ; à cause d'une politique d'insouciance que les classes dirigeantes, inspiratrices du pouvoir, consacraient au principe du libéralisme économique, sans se rendre compte si celui-ci pouvait s'acclimater dans notre état économique, dans les circonstances où notre corps social se trouvait.

Nous allons voir dans la suivante et dernière phase économique, qui appartient à la Roumanie actuelle, quelles sont les conséquences économiques et sociales d'un pareil courant alimenté par une pareille école.

Nous avons terminé notre étude sur les corporations dans la phase précédente pour suivre chrono-

logiquement l'évolution de notre classe bourgeoise.

La phase agricole les trouvait en complète désorganisation, à cause de l'intrusion des éléments étrangers.

En 1820 le Prince de Valachie, Michel Sutzo, avait conclu une convention avec l'Autriche pour que les sujets étrangers appartenant à cet état soient reçus dans les corporations valaques. Cette convention avait pris naissance à la suite d'une disposition prise par l'assemblée de la Principauté (le *divan*), qui consistait dans l'obligation des sujets étrangers à se soumettre aux mêmes règlements et services que les indigènes.

Après cette convention l'Agence autrichienne adressa à ses sujets une circulaire, le 13 juin 1820, leur faisant connaître la convention. Le 5 juillet 1820 la grande chancellerie promulgua la convention et ouvrit les portes des corporations non seulement aux sujets autrichiens, mais aussi aux russes et aux français, et dès le 21 juin le préfet de police (*anc. Aga*), reçut l'ordre du Prince, de faire connaître à toutes les corporations, que leurs membres fussent disposés à la bienveillance et à la solidarité envers ces étrangers (sudite).

Cette mesure était sans doute préjudiciable aux corporations ; c'était un empiètement de leurs droits que le pouvoir avait respecté jusque-là.

Nous avons vu dans la phase précédente que le

monopole dont ils jouissaient pour l'exercice d'un métier ou commerce, les mettaient à l'abri d'une grande concurrence et développait l'esprit d'association et de perfectionnement dans le métier.

Néanmoins les charges diminuèrent entre les membres, les nouveaux venus devant participer à proportion égale, mais ceci ne pouvait pas compenser en bien le coup porté à la corporation indigène.

La conséquence désastreuse apparut aussitôt ; les corporations en perdant le principe du monopole, principe essentiel du régime corporatif qui les avaient rendues si puissantes et fleurissantes, se transforment de plus en plus en société de secours mutuels. L'agonie commençait.

Le *Règlement Organique*, qui forme notre statut constitutif pendant le protectorat russe (1831-1856), consacre la suppression des monopoles et par conséquent maintient pour les corporations le nouvel état de choses (1). Les artisans et les commerçants furent divisés en classe, payant des patentes et continuant à former des corporations (*starostie*), avec leur tronc, leur domestique, etc. (2), mais sans privilège de monopole. Dans le *Manuel administratif* du temps, on trouve ces dispositions : « Tous les com-

1. V. A. Urechîa : Histoire des Roumains, vol. XII, p. 388-399.

2. Le *Règlement Organique* : Annexe P, art. XIX-XXXIII.

3. *Règlement Organique*, Annexe P, art. VI-XVIII.

merçants ou artisans ont la permission d'ouvrir un magasin, de payer leurs droits à cette corporation (1) » ; et plus loin : « N'importe qui, fût-il arménien ou juif, est obligé de supporter les charges de la corporation ».

Pendant que l'immigration juive s'accroît la corporation indigène décroît. « L'organisation des corporations aurait pu soutenir le commerce et l'industrie roumaine si elle avait été fortifiée, mais au contraire elle faiblit au fur et à mesure que nous descendrons vers notre époque (2) ».

Cette faiblesse se comprend davantage par l'action du département des finances qui tenait à imposer lui-même le prévôt et non pas la corporation avec la consécration de l'Eglise. Le prévôt devenait ainsi l'homme du pouvoir gouvernemental et celui-ci ayant intérêt à augmenter le nombre des artisans et surtout commerçants (pour accroître le chiffre des contributions payées par eux pendant l'année), imposait à chaque contrôle annuel du catalogue des commerçants, un nombre plus grand de partisans à la corporation, tandis que l'intérêt eût été de restreindre la concurrence.

Les corps de métiers indigènes avec leurs prévôts se rendaient parfaitement compte du péril que l'im-

1. II^e partie, p. 2.

2. A.-D. Xénopol, *op. cit.*, p. 204.

migration juive avait pour la corporation. Mais cela prouve que l'insouciance et l'imprévoyance n'étaient pas du côté de notre classe moyenne, mais de celui de la classe dirigeante. Ainsi la plainte (Anafora) de la corporation des tailleurs de Jassy (capitale de Moldavie) transmise au Conseil administratif le 31 mai 1838, nous démontre d'une façon frappante l'empiétement sur les droits des corporations et le refus formel des juifs d'enseigner aux Roumains les nouveaux métiers européens, suivant les goûts du temps (1).

1. « Le département des finances par le numéro 8.621 en réfèrera au Conseil, au sujet des plaintes continuelles qu'il reçoit, tant de la part des corporations que de celle du grand prévôt. Les rapports de celui-ci exposent le préjudice qui leur est causé par les sujets étrangers et les juifs. *Ces derniers ayant entrepris tous les genres de commerce et tous les métiers, absorbent la totalité des bénéfices* et tirent profit de la faculté qu'ils ont d'exercer ces commerces ainsi que les métiers sans être obligés de prendre leur part des charges établies en faveur des corporations. Ils commencent même à présent à *empiéter* sur les droits des chrétiens. C'est ainsi que, lorsque les tailleurs chrétiens, voyant leur clientèle disparaître après l'adoption du costume européen, voulurent apprendre la manière de confectionner des habits européens, *les juifs ne voulurent jamais les recevoir dans leurs ateliers*. Ce cas est loin d'être le seul de ce genre. Le ministère des Finances ajoute que si on continue à tolérer cet abus, il n'y aura pas moyen, ainsi que l'assurent les rapports du grand prévôt, d'éviter la ruine complète des corporations qui supportent toutes les charges et dont les contributions, rapportent au Trésor plus que celles des sujets étrangers et des juifs réunis. Le conseil délibérant sur ces

C'était un *cri d'alarme*, le cri d'un corps entier qui avait conscience du péril, le cri d'une classe entière qui ne voulait pas mourir *avant d'avoir vécu !*

Que fit le prince devant un rapport aussi précis que documenté ? Se propose-t-il de prendre les mesures que les lois fondamentales et constitutives lui indiquent ? Ordonne-t-il une enquête minutieuse par voie de commission ou par lui-même ? Dans la même journée, il trouve bon de répondre par la *Haute-Résolution*, que voici : « Vu que les juifs, en outre de la taxe qu'ils payent au fisc, prélèvent encore sur leur nation une autre contribution servant à l'entretien d'un hôpital (à l'usage des juifs) ainsi que pour subvenir aux besoins de ceux d'entre eux qui sont indigents, il ne convient pas qu'ils soient astreints à payer des taxes au bénéfice des corporations *qui ne sont point de leur race* (1).

D'un côté donc, le prince dispensait les artisans

faits, a émis l'idée quel'établissement d'une nouvelle contribution des juifs envers le fisc est exclu, toutes leurs impositions étant réglées par la taxe ; mais en ce qui concerne les dépenses des corporations, étant donné que chacune d'elles possède une caisse propre, complètement distincte de celle du fisc, il est juste que ceux des juifs, jouissant des avantages assurés aux membres de la corporation, loin d'être exemptés de ces dépenses, soient au contraire astreints à acquitter au profit de cette corporation des taxes égales à celle des autres membres ». (*Le Manuel Administratif*, vol. II, p. 41.)

1. *Manuel administratif*, p. 42.

juifs de payer les taxes auxquelles les indigènes étaient tenus.

D'un autre, c'était porter un coup direct aux corporations, en empiétant sur les privilèges du corps de métiers.

Le prince et son gouvernement ne pouvaient pas ne pas voir que les juifs formaient une classe par trop à part dans la nation, mais il voyait dans tous ces conflits et ces plaintes, des querelles inévitables, qui pourraient s'arranger avec un simple règlement de police, ou avec de la bonne volonté réciproque. Néanmoins il avait pris certaines mesures de défenses pour l'entrée des vagabonds, sans se rendre compte de l'asservissement économique qu'il préparait avec l'expropriation d'une classe sociale, il autorisait l'entrée des artisans juifs qui tuaient les corps de métiers indigènes.

Ainsi l'accroissement du nombre des artisans et commerçants juifs en Moldavie marche parallèlement avec la diminution des artisans et commerçants roumains.

Un coup d'œil nous confirmera ce fait.

La statistique de 1831 nous renseigne là-dessus : des artisans et commerçants roumains et étrangers assimilables, comprennent 63,1 o/o du nombre des patentaires des villes, tandis que les juifs entraient dans ce nombre pour 36,6 o/o.

D'après un tableau statistique des corporations de la même date (1) nous voyons qu'elles n'existent pas dans toutes les villes, il y en a sept qui n'en possèdent pas (2). Le total comprend 5.784 artisans et commerçants chrétiens et 3.342 juifs : total 9.126 pour douze villes (3).

Les roumains comptaient 3.757, et les étrangers se répartissaient comme suit : Arméniens 487, Gréco-Bulgares 633 et 907 étrangers appartenant à des nations diverses.

Une autre statistique donnant le nombre des contribuables urbains et ruraux de la Moldavie pour 1839, contient des données complètes par rapport aux patentés. On arrive à un chiffre de 21.536, dont 11.121 chrétiens et 10.415 juifs (4). Il en résulte que la proportion des chrétiens et des juifs dans le nombre total des patentés était respectivement de 51, 64 o/o et de 48, 36 o/o (5).

La situation devient autant sérieuse en Valachie, qu'elle était sensiblement critique en Moldavie.

1. Succursale de l'Archive de l'Etat de Jassy. Dossiers du recensement de 1831. Tr. 885. Op. 1011.

2. Les villes de : Hertza, Piatra, Tîrgul-Neamtu, Roman, Tecuci, Galatz et Tîrgul-Frumos.

3. Bacau, Bălăd, Botoşani, Dorohoi, Fălcin, Fălticeni, Focsani, Hârlău, Huşi, Jassy, Targul-Ocnei et Vaslui.

4. *Ibid.*

5. Ces chiffres, d'une part et de l'autre, contiennent les apprentis et les commis.

Des pétitions individuelles ou collectives des artisans et commerçants demandaient le respect des privilèges en vigueur et le maintien des monopoles. « En 1842, nous dit l'économiste et l'homme d'Etat *Jean Ghica*, lorsque le gouvernement avait demandé à connaître les besoins et soucis des bourgeois de Bucarest, toutes les corporations avaient présenté un memorandum. Les idées qui prédominaient dans ces exposés étaient dictées par un seul et même esprit... Tous demandaient du gouvernement des prohibitions et du protectionnisme par des impositions douanières et par la limitation de ceux qui voulaient exercer un métier et surtout des prêts à petit intérêt (1). »

Donc même préoccupation, même plainte et même cause. Ajoutons aussi même solution, car si en Moldavie on faisait semblant de ne point approfondir la nécessité d'une série de mesures protectionnistes et policières, en Valachie, ces demandes apparaissent alors sous une lumière de routine et de réactionnarisme économique.

En 1846, l'effet de l'immigration et de l'accaparement économique devient plus net encore en Moldavie ; la statistique nous montre un total de 30.550 patentés dont 14.833 chrétiens et 15.717 juifs, ce qui veut

1. Jean Ghica. *Causeries économiques*, p. 106. Bucarest, 1872.

dire que les juifs forment 51, 45 o/o du nombre total des patentés et les chrétiens 48, 55 o/o (1).

Dans de pareilles conditions, la chute des corporations était inévitable. La coutume et la force obligatoire ayant cessé, par défaut de pratique ou d'application, ces institutions tombent en désuétude. Leur existence languit jusqu'en 1858, date de la convention de Paris. Par cette convention, les grandes puissances européennes nous prennent sous leur garantie et protection, quoique tributaires encore des Turcs.

En vertu du nouveau statut (qui remplace le règlement organique érigé sous le protectorat russe), toutes les exemptions et les monopoles de classe sont supprimés. Sans avoir besoin de spécification, les corporations n'avaient plus raison d'exister.

Leur disparition passe même inaperçue, mais nous le répétons, cette disparition a ruiné et détruit la classe moyenne nationale en faveur des étrangers, c'est-à-dire des juifs. C'est aussi l'opinion de nos historiens et économistes (2).

1. Si nous comparons cette proportion avec celle de 1786, nous constatons la différence énorme : 5 o/o négociants juifs à 51,64 o/o !

2. Voir A. D. Xénopol, *op. cit.*, p. 151. — N. Jorga, *op. cit.*, et A. C. Cuza. *L'artisan roumain*.

CHAPITRE IV

Aspect général de la classe moyenne à la fin de la phase agricole

Un an après la convention de Paris, en 1859, les pays roumains entrent dans une nouvelle phase politique. L'union des deux principautés sous le règne d'un même prince, pose la pierre fondamentale de la Roumanie contemporaine.

Le colonel Alexandre Couza, élu prince des Principautés-Unies, et son gouvernement, avaient tout un plan d'organisation politique d'ordre intérieur et extérieur qui ne leur laissait guère de temps pour aviser aux questions économiques et d'ordre social.

Jusqu'en 1864, époque d'où commence la quatrième phase économique (où nous nous trouvons aujourd'hui), le nouvel état de choses réclamait la sanction des puissances transformant l'union encore personnelle des deux principautés en une fusion complète ; ensuite il fallut imposer à La Porte le respect de notre autonomie. C'étaient des préoccupations

extérieures qui ne pouvaient pas souffrir de retard.

A l'intérieur, des réformes urgentes ordonnées par des raisons vitales : rendre au domaine national les biens usurpés par des institutions religieuses étrangères au pays.

La solution du formidable problème agraire qui forme encore aujourd'hui un immense procès social et économique ;

La lutte de l'ancienne classe privilégiée, c'est-à-dire de la classe dirigeante, contre les tendances démocratiques ;

Enfin la question d'une dynastie étrangère, vœu du parti unioniste resté encore en souffrance. Toutes ces questions et ces réformes passionnaient au plus haut degré la nation, le gouvernement et le prince ; ainsi l'œuvre de désorganisation d'une classe sociale pouvait se poursuivre sans que personne s'en inquiât.

Les fermiers roumains, élément si précieux à la formation d'une classe moyenne puissante, sont remplacés de plus en plus par des fermiers étrangers. Nous avons précédemment expliqué ce phénomène.

Ils étaient presque tous juifs en Moldavie ; en Valachie, nous n'en trouvons pas à cette époque, mais le fermier étranger existe, il est Grec, et sa spéculation est funeste pour les paysans.

L'absentéisme commençait à se manifester dans

notre classe dirigeante qui était formée dans sa majeure partie de propriétaires d'immenses domaines.

Par conséquent, la mine de la boyarie était en majeure partie épuisée, l'hypothèque commençait par grever les terres. Heureusement, la loi *fondamentale* des Roumains était là pour empêcher aux étrangers l'achat des propriétés rurales. Il ne peut y avoir de doute à ce sujet : si à cette époque ce droit avait été accordé aux étrangers, une grande partie de la propriété moldave aurait passé entre les mains des juifs et celle de Valachie à des Grecs.

Le nombre de fermiers roumains était insignifiant en Moldavie et assez minime en Valachie. En conséquence, une première catégorie était déchuë (1).

Le commerce et les métiers ne jouissent pas d'un meilleur sort, si on juge d'après une statistique des patentés de 1859 (2).

1. Avec tout le personnel créé par elle, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, et qui appartenait aussi à la classe moyenne.

2. *Moniteur officiel de la Moldavie*, n° 89 du 27 août 1859.

Ainsi nous avons :

	1 ^e cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	Appren- tis	COMMIS
Artisans.....	24	142	4286	5101	
	Total..... 9553				
Commerçants..	27	144	4075		
			Total : 7117		2977

Ce qui fait un total général de 16.670 patentés chrétiens, le même tableau nous donne une somme de 16.107 contribuables juifs.

Si nous englobons tous ces étrangers dans la catégorie des patentés, la proportion résultant du total de 32.777, serait donc de 50,86 o/o pour les Roumains et étrangers assimilables et de 49,14 o/o pour les juifs.

Il ressort de tous ces chiffres, qu'entre 1846 et 1859, cette catégorie de la classe moyenne indigène fut avantagée en comparaison de ce qui se passa entre 1831 et 1838.

Cependant cette statistique est contestée (1).

On lui reproche d'avoir favorisé le nombre des juifs en donnant un chiffre faux. L'argument se base

1. Vérax, *op. cit.*, p. 105.

sur le fait que ceux-ci ne payaient pas leurs impôts à l'Etat individuellement, mais collectivement, au moyen d'une taxe sur l'abattage des volailles et de la viande donnée en entreprise. Or, on accuse les entrepreneurs d'avoir eu intérêt à ce que cette taxe fut adjugée au plus bas prix possible (1).

Cette affirmation nous paraît bien fondée, car si nous réunissons les dates principales de la phase agricole qui nous montrent l'échelle de croissance et de décroissance des deux éléments, dans le commerce et les métiers de la capitale moldave, la répression de l'élément indigène nous est parfaitement démontré (2).

Années	CHRÉTIENS			JUIFS			TOTAL GÉNÉRAL
	Artisans	Commerçants	Total	Artisans	Commerçants	Total	
1831	—	—	2.540	—	—	1.897	4.437
1839	1.234	754 (1)	1.988	—	—	4.528	6.516
1846	—	—	2.304	—	—	6.178	8.482
1860	1.492 (2)	470	1.962	3.721 (3)	3.212 (4)	6.933	8.895

1. Il est facile de constater que le nombre des juifs servant à établir le chiffre de la taxe est toujours de beaucoup inférieur à celui donné par les recensements. Vêrax, p. 105.

2. Toutes ces dates proviennent des dossiers de recensement et des registres de la succursale des Archives de l'Etat à Iassy.

1. Y compris 321 sujets chrétiens étrangers.

2. Y compris 278 sujets étrangers chrétiens et 171 tziganes.

3. Y compris 185 juifs sujets étrangers.

4. Y compris 214 juifs sujets étrangers.

Cette statistique peut nous donner la proportion, pour les Roumains et étrangers assimilables de : 57 o/o en 1831, 30 o/o en 1839, 27 o/o en 1846 et à 22 o/o en 1860.

Pour les juifs : 43 o/o, 69 o/o, 73 o/o et 78 o/o.

Néanmoins, la décadence du commerce et de l'industrie indigène s'observe en plus si nous considérons la proportion entre Roumains et étrangers chrétiens. En 1831, 1.440 artisans et commerçants roumains avaient en face d'eux 1.100 étrangers ; en 1860 les Roumains en avaient 1.193, les étrangers 770. Cependant le chiffre inférieur des étrangers chrétiens pris dans son ensemble, devient supérieur si on le prend par branche.

En effet, sur les 470 commerçants chrétiens il n'y a que 149 Roumains contre 321 sujets étrangers, la disproportion est sérieuse et apporte une indication en plus.

Quant aux artisans, les Roumains forment la majorité, étant 1.403 sur 278 sujets étrangers et 171 tziganes, et ceci explique le chiffre supérieur de l'ensemble. Or, ces chiffres ne peuvent nous satisfaire, car, si en 1831 les chrétiens formaient les 32,6 centièmes de la catégorie industrielle et marchande, en 1860 ils n'en formaient plus que les 13,8 dans toute la capitale.

Bien plus encore, à ce nombre très inférieur qui faisait prévoir le désastre de demain, se joignait

un rôle matériel plus inférieur encore que le nombre ; car, sur les 4.246 négociants chrétiens, il n'y en a que 27 qui payent une patente de première classe et 144 qui appartiennent à la deuxième classe, tandis que 4.075 font partie de la troisième catégorie.

Donc, dans ce dernier groupement ils forment 96 o/o. Tout commentaire serait superflu si nous ajoutons que les négociants sujets étrangers et chrétiens constituaient presque totalement la première et seconde classe,

Le grand économiste *Dionisie Martian* (celui qui a contribué le premier à répandre le goût des études économiques dans le pays alors que cette science était négligée et même méprisée), nous donne une statistique exacte de la population prise dans sa totalité par catégorie en 1860 (1).

En Moldavie :	1.120.958 agriculteurs
	218.102 artisans et commerçants
	roumains et population
	indigène des villes.
	124.864 juifs
Total :	1.463.927 habitants
En Valachie :	2.125.742 agriculteurs
	272.779 professions libérales
	127.955 artisans

1. *Annales statistique et économique des principautés roumaines.*

	96.560	commerçants
	5.312	juifs
Total :	2.626.348	habitants
Total général :	4.090.275	habitants

Il faut se faire une idée de la différence entre les deux principautés, en ce qui concerne le mouvement et la répartition de la population. Cette différence est énorme quant à l'immigration étrangère.

Lorsque l'union réelle des principautés eut lieu définitivement, en 1862, il n'y avait qu'une seule capitale, Bucarest. Iassy devint par conséquent la seconde ville des principautés. Le centre des affaires se transportant à Bucarest l'immigration juive se dirigea vers cette ville. L'accaparement avait cependant moins de chance de succès ici. Comme nous l'avons dit plus haut, la classe moyenne était plus armée ici à la résistance que l'autre. La pénétration se fit donc lentement et pas encore dans le domaine commercial ou industriel, mais dans les *banques*.

En Moldavie, ces entreprises n'existaient plus dans les mains des indigènes, depuis le début de la période agricole, s'il faut en croire un auteur déjà cité :

La banque tout entière était aux mains des juifs : l'unique maison chrétienne existant encore à Iassy en 1831 n'ayant pas tardé à fermer (1).

Ceux-ci réalisaient de grosses affaires, avec des

1. Vérax, *op. cit.*, p. 108.

prêts à intérêts très élevés, et facilitant l'absentéisme et la prodigalité de la classe dirigeante, couvrant la propriété immobilière d'hypothèques.

Donc après le commerce et l'industrie, seconde catégorie déchuë, voilà les juifs maîtres d'une troisième.

A la fin de cette phase, les bourgades atteignaient le point culminant de la prospérité, aussi les *cabarets* dont le nombre augmentait chaque jour, étaient presque exclusivement entre les mains de ces étrangers inassimilables. Le nombre des boutiques juives grandissait à vue d'œil (1).

Le prince Couza et son gouvernement s'en inquiétèrent en 1861, c'est l'époque où le ministère Valaque de l'intérieur (2), par une circulaire du 17 juin 1861, mettait de sérieux obstacles à l'envahissement des villages de Valachie par les Juifs de Moldavie. Cette mesure n'était pas très efficace ni même nécessaire, car ce n'étaient pas les villages valaques qui étaient menacés par l'immigration ; au contraire dans les villes des mesures de réglementation et de police eussent été de première utilité, et sur ce terrain le gouverne-

1. Ainsi, peut-on hardiment affirmer que dans les villages de la Moldavie, à cette époque, toute maison habitée par des juifs était un cabaret. Vêrax, *op. cit.*, p. 121.

2. Avant l'union définitive des deux pays et la fusion des deux administrations effectuée en 1862.

ment se contenta de rester en expectative et de laisser agir les intéressés à leur gré.

Un Français, homme de beaucoup d'esprit, raconte M. Vérax, qui avait habité la Moldavie pendant de longues années, disait, en 1860, que si les juifs de Iassy voulaient faire jeûner les chrétiens pendant huit jours, ils n'avaient qu'à se mettre en grève !

Le trait est parfaitement juste.

Pareil fait pourrait se produire aujourd'hui encore en l'an de grâce 1909 (1).

1. Ainsi dans une interview accordée par *le lieutenant-colonel Manolesco-Mladian* à la *Libre Parole* lors de la révolte agraire en Roumanie, celui-ci s'exprimait ainsi : dans certaines grandes villes, notamment à Iassy, le commerce et l'industrie sont tellement accaparés par les juifs, que le samedi, jour du sabbat, la ville prend l'aspect du dimanche chrétien, ayant les magasins fermés, ainsi, si on ne s'approvisionne pas la veille on risque de ne pas avoir le strict nécessaire (*La Libre Parole*, n° 5460, mardi 2 avril 1907).

La Phase agricole-industrielle

CHAPITRE PREMIER

Les Caractères généraux de la période

La phase agricole-industrielle commence en 1864, et cette période régit encore notre organisation économique.

Il est incontestable que cette transition constitue pour nous une formule de progrès général-économique, grâce à la division du travail entre les éléments des villes et ceux des champs.

Cependant le point de vue *social-économique* ne peut pas satisfaire la formule du progrès. L'ignorance et l'insouciance des classes dirigeantes guidées par l'école économique libérale et inspirées par la civilisation occidentale qu'elles avaient introduites dans notre pays — cherchant de l'adapter à lui — ont précipité davantage la *disparition totale* de notre classe moyenne nationale. Cette mentalité a duré jusqu'au début du xx^e siècle (1).

1. Cette période contemporaine a déterminé l'élaboration d'une série de lois économiques qui pourront rendre possible

Nous ne jetterons qu'un coup d'œil succinct sur elle, sans nous étendre à une étude spéciale de cette phase, car elle demanderait un élargissement du cadre que nous nous sommes proposé et dont nous ne pouvons sortir.

*
* *

§ 1. — *Les classes dirigeantes et l'école
économique libérale*

Il a suffi de trente-cinq ans de développement économique pour que le jeune peuple roumain puisse évoluer d'une phase économique à une autre. Cette transition est presque unique dans l'histoire économique des peuples, et cette précipitation aussi brusque qu'inattendue a déterminé notre classe dirigeante à perdre presque totalement la juste notion de la réalité.

En effet, cette transition immédiate et directe qui changeait désormais les moyens de production et de circulation — en substituant l'échange en *nature* à celui en *monnaie*, comme facteur principal et déterminant — avait créé une théorie nouvelle de gouvernement économique et social.

la reconstitution de notre classe moyenne, si elles sont appliquées consciencieusement par l'Etat et complétées par l'initiative privée. C'est ce que nous essayerons d'examiner prochainement.

Or, chaque peuple dirige son essor suivant ses théories propres, correspondant à ses problèmes d'existence ; vouloir faire adopter à un peuple les théories d'un autre sans se rendre compte si elles conviennent et correspondent à celui-là, ne peut amener que des résultats négatifs et bien souvent nuisibles pour le premier.

Ce fut malheureusement notre cas.

Bien avant le commencement de notre phase agricole-industrielle, les gens appartenant à la classe dirigeante du pays qui avaient passé leur première jeunesse en Occident (surtout en France) étaient rentrés dans le pays imbus de théories libertaires, en politique comme en économie, et voulait les appliquer *ad litteram* et *ad rem* à la nation.

C'était, sans doute, des prétentions chimériques.

Pour nous renfermer strictement à notre point de vue, nous reconnaitrons les mauvais services que le libéralisme économique a rendus au pays lorsque cette doctrine fut appliquée.

Ce fut surtout la classe moyenne indigène qui supporta plus profondément les conséquences de cette action économique imprudente, inapplicable à une nation nouvellement créée sans entraver et préjudicier son existence économique et sociale.

La classe dirigeante ne le comprit pas ou feignit ne pas le comprendre.

L'avènement au trône du prince *Carol de Hohenzollern* (1) (aujourd'hui notre roi), avait servi à nos gouvernants comme indication au rôle que pourrait jouer un beau jour notre pays dans le concert européen. Pour se mettre au même niveau que les autres Etats occidentaux, ils ont cru qu'il suffisait de copier leurs institutions et leurs lois — bonnes ou mauvaises — en les appliquant à notre corps social, à l'instar de ces derniers.

C'est ainsi que nos gouvernants d'alors, issus des écoles françaises surtout, où régnaient les théories de ce libéralisme économique, comme une nécessité organique du développement de ce pays industriel, crurent que le principe de l'impuissance de l'Etat : *laissez faire, laissez passer*, constituerait pour nous aussi le *dernier mot* en matière économique.

Ce qui était plus caractéristique encore, c'est que les représentants de ces théories et de cette école chez nous étaient deux économistes de grande valeur, tous deux hommes d'état, personnages érudits : *Jean Ghica* et *Jean Strat*.

Le prince Jean Ghica appartenant non pas seulement par son instruction mais aussi par son nom à la classe dirigeante, fut un des premiers ministres du prince Carol. Il s'était fait connaître alors par un référé qu'il avait présenté au Conseil des

1. En 1866.

ministres (1) dans lequel il faisait décider que les dispositions de l'article 94 du règlement organique relatives à l'établissement des juifs dans les campagnes, ainsi que celles qui avaient été édictées du temps de Michel Stourdza, seraient maintenues et strictement appliquées.

Ceci prouvait donc une clairvoyance assez précise des *problèmes* qui étaient alors, comme aujourd'hui encore, à l'ordre du jour. Cependant, alors que les corporations devaient être ressuscitées et réintroduites, pour consolider et fortifier notre classe moyenne agonisante, voici ce qu'il écrivait en 1872 : « Nous demandons tous du gouvernement, des prohibitions et du protectionnisme par des impositions douanières et par la limitation de ceux qui veulent exercer un métier et surtout des avances en argent à petit intérêt. Il y a quelques années, *les tanneurs prétendaient défendre aux étrangers allemands et juifs de confectionner des peaux*. Pareilles idées fausses et surannées règnent encore aujourd'hui dans l'esprit de notre bourgeoisie. Pourquoi lorsque les artisans étrangers, français, allemands, hongrois, et juifs peuvent résister contre la concurrence que leur font les objets fabriqués emmenés de l'étranger, nous, Roumains, nous ne pouvons pas le faire ? (2

1. Le 6 septembre 1866.

2. Jean Ghica. *Causeries Economiques*, pp. 106 et 107, 1872, Bucarest.

Mais cet économiste oubliait, cependant, que ces étrangers étaient déjà renseignés dans leurs métiers par leur propre expérience ou par celle de leurs pères. Il oubliait aussi que nos relations économiques avaient encore besoin de protection et de réglementation et que pour leur développement elles devaient être à l'abri du choc hâtif de la concurrence étrangère.

Il ajoutait aussi : « Plus les connaissances économiques sont moins répandues, plus les tendances vers le protectionnisme, prohibitions, monopole et privilèges sont fortement prononcées.... où il n'y a pas concurrence il y a monopole, et le monopole, quelle que soit la forme qu'il révèle, est une taxe sur ceux qui travaillent, une taxe au profit de l'indolence et de la rapacité » (1).

Rapacité ?... Pouvait-elle être propagée au sein de la classe moyenne indigène, chez des gens qui ne demandaient autre chose que de maintenir leur état matériel et moral, en conservant les traditions d'honnêteté et de travail assidu ? Il était évident que cela ne pouvait avoir lieu que dans les pays où les corporations sont nombreuses, où l'esprit d'émulation chez les professions artisans et les commerçants atteint un degré de supériorité accomplie, comme nous avons vu en France et dans d'autres pays civilisés, mais chez nous il n'y avait rien de cela.

1. *Idem, op. cit.*, p. 97 et 109.

Au sujet des demandes signalées par les artisans et commerçants de créer des associations obligatoires entre ouvriers pour pourvoir à leurs intérêts communs et pour maintenir les prérogatives des corporations (1), il s'exprime en ces termes : « On ne peut plus tolérer nulle part de donner au gouvernement les moyens et le pouvoir de vendre au peuple la tolérance de se nourrir par son travail et de mettre aux enchères l'enrichissement des uns par des monopoles et des privilèges.

« Le rêve de certains artisans et commerçants, chez nous comme dans d'autres pays, serait que les corporations forment des associations obligatoires, pour ne pas ouvrir des établissements de commerce ou d'industrie, puisqu'ils n'obtiendront pas la permission de la prévôté... Que les apprentis et contre-maîtres, ne puissent pas quitter un patron jusqu'au terme prescrit, que personne ne puisse passer d'un métier à un autre. Il rappelle ensuite la réforme de Turgot « pour délivrer le commerce et l'industrie » de la tyrannie des patrons et des entraves qu'apportaient les corporations au développement de la prospérité publique et privée. Un autre exemple apporté par cet économiste c'est : qu'en Allemagne où elles se conservent encore, elles sont combattues par des économistes très distingués comme *Eiselen*, *Mayer*,

1. Voir plus haut, *idem*, p. 210.

Jacob, « qui considèrent les corporations comme des atteintes à la liberté individuelle et au développement des facultés physiques et morales, fâcheuses pour les transactions et comme une institution qui rend la ville à l'exploitation des compagnies intéressées ».

« Lorsque la science condamne une institution, celle-ci, alors même qu'elle continue quelque temps, est frappée de mort et sa chute est seulement une question de temps (1).

Mêmes conceptions chez *Jean Strat* (2), un professionnel celui-ci, qui appelle philosophies toutes les anciennes corporations.

La doctrine franco-anglaise influence aussi cet économiste éminent :

« Ces corporations n'étaient rien qu'une monopolisation de l'industrie et par conséquent, ayant dans un degré plus grand les conséquences funestes communes à tout monopole...

« S'il nous était permis, après tout ce que nous venons de dire jusqu'à présent sur la liberté du travail, de tirer une conclusion pratique pour notre pays, cette conclusion enseignerait qu'il faudrait le plus tôt possible adopter le principe de la liberté absolue pour toutes sortes d'industries, laisser toute la concurrence possible...

1. *Id. op. cit.*, pp. 112, 113 et 115.

2. Ancien professeur d'économie politique à l'Université de Iassy, ancien ministre.

Ces principes ont été appliqués presque tout le temps jusqu'à nos jours, et il n'y a qu'au début du *xx^e* siècle, par la réaction de *l'Ecole de l'économie politique nationale* représentée par M. *Alexandre-C. Couza*, qu'on s'est convaincu du danger qu'encourrait notre corps social entier par ce libéralisme économique et par la concurrence étrangère poussée à outrance.

En effet, la *loi actuelle pour l'organisation des métiers* (1) reconstitue les corporations en les rendant facultatives et obligatoires à la fois (2).

L'erreur de la première génération de la phase agricole-industrielle est évidente, et si ceux de cette génération vivaient encore, en tant que hommes intelligents et bons patriotes, ils ne pourraient qu'approuver les mesures de défense prises par la géné-

1. Publiée dans le *Moniteur officiel*, n° 266, mars 1902.

2. Il n'y a pas besoin d'une autorité pour déclarer la formation de la corporation lorsque dans une commune il existe le nombre demandé d'artisans (50), il faut et il est suffisant que leur *majorité* se prononce pour la formation de la corporation pour que la corporation se constitue et devienne une personne juridique *ipso jure*, conformément à la loi.

Donc : la *formation d'une corporation dépend seulement de la volonté des intéressés ; seulement aussitôt formée, tout artisan appartenant au même métier de la commune doit en faire partie*, c'est une combinaison des systèmes allemand, autrichien et hongrois. La constitution facultative est due aux syndicats professionnels français, loi de 1884.

realisation actuelle, mesures qui ne sont encore qu'à leur début.

§ 2. — *Les classes moyennes expropriées par la conquête économique étrangère*

C'est le phénomène le plus triste mais le plus certain de notre évolution économique et sociale.

La question est aujourd'hui à l'ordre du jour plus que jamais, grâce aux efforts que fait la nouvelle école de l'économie politique nationale, dont nous avons parlé plus haut.

Il est indéniable que ce chapitre peut seul former une des plus intéressantes et vastes études qui pourraient être écrites dans notre littérature économique et sociale.

Néanmoins, on ne peut nier l'intérêt que nos hommes politiques et intellectuels ont pris de nous éclaircir sur un point ou un autre, du sujet concernant le problème de l'immigration et de l'accroissement des étrangers inassimilables (1).

1. Consulter à ce sujet : *Le roumanisme devant la question juive*, brochure apparue à Iassy, 1892. *Etude politique*, par J. M. M.

a) *La question israélite en Roumanie*, par Jean Lahovary, ancien ministre des Affaires étrangères. Bucarest, 1902.

b) A.-D. Xénopol. *La question israélite en Roumanie. Revue de la Renaissance latine*, 15 oct. 1902.

c) Vérax. *La Roumanie et les juifs*, ouvrage très remarquable et documenté apparu à Bucarest, 1903.

d) A.-C. Cuza. *La nationalité dans l'Art*. Bucarest, 1907. *Les juifs dans la Presse*, étude apparue dans la revue roumaine *Neamul Romănesc*, 1908-1909, etc.

Dans la phase précédente nous avons insisté sur le chapitre de l'immigration étrangère et juive et sur ses conséquences. Elle avait transmis comme héritage à la phase où nous nous trouvons, avec une prospérité économique prise *in globo*, la plus désolante décomposition organique qu'on puisse imaginer ; l'asservissement économique d'une classe sociale, par une catégorie d'individus qui n'appartiennent au pays ni par la race, ni par la tradition, ni par des qualités appropriables à la fusion, comme les autres nationalités étrangères du territoire.

Le nouvel état de choses créé en Roumanie par le nouveau régime de la dynastie étrangère avait déterminé certains représentants des pays étrangers à demander à la Roumanie la naturalisation graduelle des israélites établis dans le pays.

Ces manœuvres ont été maintes fois expliquées par d'autres et nous ne pouvons pas insister là-dessus (1). Il faut cependant ajouter que le pays naturalisa, depuis 1879, progressivement les étrangers et les juifs qui avaient fait un certain stage, ou bien mérité par leur conduite (2). Il n'y a pas un homme

1. M. Edouard Drumont s'est occupé de renseigner l'opinion publique de la France sur la question. Voir la *France juive*.

Voir à ce sujet aussi Ernest Desjardins. *Les Juifs en Moldavie*. Paris. Dentu, 1867.

2. M. Xénopol, dans sa huitième et dernière conférence

de bonne foi qui puisse soutenir qu'il existe un chauvinisme quelconque de la part de nos compatriotes ; quant à nous, qu'il nous soit permis d'affirmer que nos moyens de défense ont été bien au-dessous de la nécessité qui s'imposait pour les rendre plus puissants !

Le grand homme d'Etat, *Jean Bratiano* (père de l'actuel président du conseil roumain, ministre de l'Intérieur), était à la tête du gouvernement national-libéral lorsque eurent lieu les débats de la constituante (1866) ; il affirma pendant la discussion du fameux article 7 que ce n'est pas autant les caractères de leur race « que *leur grand nombre* pour lequel chacun se dit que notre nationalité est menacée, et si la nation par conséquent doit prendre des mesures de défense, *elle n'est pas intolérante, mais prévoyante* ». Nous apprenons par sa bouche même, la cause des immigrations israélites : les persécutions de Russie. « Si le gouvernement avait quelques années auparavant décidé de ne pas recevoir les vagues de prolétaires juifs qui venaient de Russie, *la Moldavie ne se serait pas trouvée dans l'état où elle est* ». Voilà qui est net. Bien plus encore, ce qui nous intéresse le plus, c'est que cet homme d'Etat

qu'il fit au « Collège de France » l'année dernière (novembre 1908), a réussi à dissiper d'une manière éclatante tous les mensonges des intéressés sur l'intolérance et les persécutions des Roumains envers les juifs.

se rendait compte parfaitement de la question du point de vue des classes moyennes : « Lorsque nous mettrons une barrière au prolétariat étranger, *alors vous pouvez être sûrs qu'il se formera cette classe moyenne*, la classe du *tiers-état*, la classe ouvrière ; alors nous serons forts et en étant forts, vous pouvez être sûrs que *nous serons tolérants* comme toutes les nations » (1). Après cette déclaration de principe, on peut se faire une idée assez réelle d'un état de choses non seulement inquiétant, mais lamentable. La *masse* et la *progression* étaient deux éléments sociaux et économiques suffisants, dans l'immigration juive, pour justifier la crainte, l'inquiétude et les soucis de nos hommes d'État, en dehors de tout autres sentiments.

La politique roumaine n'aurait pas pu changer si nous avions été exposés à une immigration, *en même masse et progression* d'un autre peuple et aux mêmes qualités ethniques. Qu'on en soit persuadé. Nous ne saurions mieux recommander à l'appui des affirmations que nous venons de faire, le livre d'Ernest Desjardins, membre de l'Institut et professeur d'histoire, bien apprécié dans son temps à Paris. Ce personnage était venu en Roumanie au commencement de l'été 1867 pour y étudier le pays et surtout la

1. *Les débats de l'Assemblée constituante*, publiés par A. Pencowici. Séance du 21 juin 1866, pp. 107-109, *passim*.

question juive (1). Nous n'en reproduirons que les passages touchant à notre sujet : « Tout le petit commerce est entre leurs mains ; le lait, la viande, les fruits, *l'eau-de-vie surtout, l'eau-de-vie dont ils ne boivent pas, qu'ils frelatent avec le vitriol, trompant le Roumain, empoisonnant du même coup la ville et la campagne.* Le juif est tailleur, mégissier, ferblantier, bottier, horloger ; il fait seul ces mille commerces parce qu'il les fait bien ; il fait la fraude tout comme le chrétien, mais avec plus de raffinement et sa longue robe ne lui est pas inutile en cela. *J'ai vu des vases de fer-blanc plats et arrondis, emboitant le corps et introduisant, sous les plis de la lévite, l'alcool empoisonné aux octrois des villes* (2). »

Fermier, banquier, usurier, toutes les formes de l'accaparement sont citées par Desjardins et ce livre est écrit avec une telle précision qu'on se demande si un Roumain aurait pu mieux décrire cet état de choses, sans être soupçonné de sectarisme ou d'antisémitisme. Ernest Desjardins ne pouvait l'être puisqu'il trouve les ordres donnés par le ministre Brattiano, en 1867, antilibéraux.

Néanmoins, la conclusion de cet auteur français ne

1. Dans son remarquable article de fond du 1^{er} avril 1907, M. Édouard Drumont cite aussi un petit passage de cet auteur. Voir *La Libre Parole* à cette date : *Roumains contre juifs*.

2. *Op. cit.*, p. 13.

pourrait pas mieux caractériser le rôle des juifs en Roumanie : « Ce peuple ne veut ni servir, ni s'instruire, ni cultiver, ni payer ; il ne veut participer à aucune charge, ne fait aucun sacrifice, ne se soumet même pas aux lois de police, aux règlements d'hygiène et ne saisit ni la charrue, ni la pioche, ni le fusil, mais l'argent. »

Donc c'est un peuple *parasite*, vivant aux dépens d'autrui. En 1869, sous la pression des députés moldaves, le ministre de l'Intérieur *Kogalniceano* (1) se vit forcé d'attirer l'attention des préfets sur le danger que présentait pour les campagnes l'invasion, de jour en jour plus menaçante, des vagabonds étrangers et notamment des juifs de Galicie et de Russie. Les juifs de Moldavie se plaignirent au président de l'Alliance Israélite Universelle qui, de son côté, s'adressa au ministre des Affaires étrangères, le marquis de la Valette. Celui-ci chargea M. Mélinet, Agent diplomatique de France à Bucarest, de faire des représentations au gouvernement roumain, sur ces expulsions. La réponse du ministre constitue un des plus intéressants documents sur la matière, car la question se place officiellement à l'étranger par un ministre roumain, pour la première fois. Nous ne reproduisons que les passages qui nous intéressent :

1. Le plus grand homme politique, avec Jean Bratiano, que nous ayons eu.

« En Roumanie, la question des juifs n'est pas une question religieuse ; elle est de toute autre nature. C'est une question nationale et en même temps une question économique. »

« ... J'aborderai maintenant la partie économique : Tous les voyageurs qui ont visité les principautés, et en particulier, la Moldavie, ont été effrayés de l'aspect lamentable, pour ne pas dire plus, que présentent les juifs polonais formant la population de nos villes. Mais, lorsque ces voyageurs ont commencé à étudier de plus près le commerce, l'industrie et les moyens d'existence de cette multitude de juifs, leur effroi a considérablement augmenté, car ils ont pu constater que ces juifs *sont consommateurs sans être producteurs*, et que *le débit des spiritueux constitue leur principal ou, pour parler plus exactement, leur seul commerce.* »

« J'ai la conviction que les consuls des puissances résidant à Iassy, reconnaissent eux-mêmes ce mal qui ravage le cœur de la Moldavie et s'il m'était permis d'appeler en témoignage un des agents de ces puissances auxquels, en leur qualité d'Etat chrétien, il incombe d'avoir pitié non seulement des juifs, mais aussi des chrétiens de la Moldavie, *je n'aurais besoin de recourir à personne autre qu'au consul de France à Iassy, en personne.*

« ... Je n'ai fait que limiter et mettre un terme à l'affermage des cabarets et des octrois ... car la popu-

lation roumaine ne trouvant pas dans le gouvernement la protection et l'aide auxquels elle a droit, pourrait recourir à des moyens extrêmes dont les premières victimes seraient les juifs cabaretiers eux-mêmes

«... Il est de notre devoir de tenir compte de ses besoins, de ses souffrances, et même, jusqu'à un certain point, de ses préjugés.

«... Car, c'est la voix d'une nation qui se sent menacée dans sa nationalité et dans ses intérêts économiques ».

*
* *

En 1873, le *Crédit Foncier* rural fut créé ; il sauva la propriété foncière en permettant aux propriétaires de trouver des capitaux à des taux modérés. Le monopole des hypothèques cessa donc d'exister.

La *loi des licences*, promulguée au mois de mars 1873 par le gouvernement conservateur, constitue sans doute un sérieux essai pris pour sauver les villages des usuriers et cabaretiers étrangers. Elle tendait aussi d'arrêter les ravages de l'alcoolisme.

L'article 8 de cette loi stipulait que, seuls les Roumains, pourraient à l'avenir tenir des cabarets dans les villages. En outre, tout cabaretier était tenu

d'acquitter une taxe de licence relativement très considérable.

Il est vrai que cette loi eut de l'effet dans les campagnes, c'était au moins une perspective entr'ouverte aux paysans de pouvoir alimenter un jour la classe moyenne nationale.

Ensuite les bourgades, qui n'étaient en somme qu'un tas de cabarets, réunis pour l'exploitation paysanne, dépérissent ; néanmoins les bourgs abondent de ce commerce, qu'on ne peut pas atteindre parce que la loi est formelle, et les bourgs sont considérés comme des petites villes qui ne tombent pas sous la juridiction légale (1).

Effectivement cette loi fut appliquée aussi aux bourgs, après la Constituante de 1879, lorsque les progrès de l'alcoolisme devinrent une source inouïe de spéculation pour les cabaretiers juifs et de dégradation physique et morale pour les peuplades paysannes.

1. M. Vérax trouve l'interprétation de l'article 8 fausse ; « ... car cet article limite aux électeurs communaux le droit de débiter les boissons dans les communes rurales, les villages, les hameaux et sur les grands chemins. Or, les bourgs de la Moldavie ne constituant pas des communes urbaines mais faisant partie de communes rurales, il s'ensuit que les juifs, qui n'étaient pas électeurs communaux, ne devaient pas y vendre des boissons. » L'argument de M. Vérax ne nous paraît pas dépourvu de raison. Plus tard le ministre Jean Bratiano s'en aperçut et disposa l'application de la loi aux bourgs aussi.

L'effet qu'elle eut peut être jugé d'après la statistique suivante :

	Années
Avant l'application intégrale de la loi	1873..22233 cabarets
	1876..24197 »
	1878..33865 »
Après l'application intégrale de la loi	1882..28615 cabarets
	1886..23350 »
	1902..21545 »

En 1908, lorsque « la loi pour le monopole de la vente des boissons spiritueuses » (1) fut appliquée, on n'en comptait pas plus de 20.000. Ce nombre est plus que suffisant.

*
* *

Au moment de la proclamation du royaume, quand notre indépendance politique achevait l'œuvre entreprise, notre asservissement économique national poursuivait aussi son œuvre, qui était de conquérir notre corps social, par un de ses membres, séparé de lui. Des lois sont votées pour se mettre en garde, mais hélas, sans toucher un résultat trop favorable.

Ainsi parmi les mesures prises pour favoriser les branches créatrices des classes moyennes, nous avons la *loi sur les Bourses de commerce* (juin 1881) qui

1. Promulguée par S. M. le roi dans le *Moniteur officiel*, n° 270, 7 mars 1908.

était nécessitée par le développement de cette branche de production, après la guerre pour l'indépendance. Des dispositions similaires étaient prises à l'étranger aussi. L'article 31 réserve aux citoyens roumains les places d'agents de change et de courtiers en marchandises. Accordée par décret royal, cette place était donc celle d'un fonctionnaire de l'Etat, et cet article se comprend assez aisément. Néanmoins, les affaires de courtages en tous genres continuent à faire l'objet des occupations des étrangers, notamment des juifs ; ils n'avaient pas trop à s'en plaindre.

La *loi sur les Chambres de commerce* (1886) n'accorde le droit d'élire et d'être élu à ces chambres qu'aux seuls commerçants et industriels jouissant des droits civils et politiques.

Le nombre total des patentés dans toute la Roumanie en 1887 (1) était de 86.292 et se décomposait ainsi qu'il suit : 58.292 Roumains, 18.136 juifs et 9.865 autres étrangers.

Si on avait accordé aux patentés juifs et étrangers le droit de faire partie de ces chambres, cela aurait suffi pour mettre nos commerçants et industriels complètement à la disposition de la majorité étrangère, et pour la Moldavie à la merci de la majorité juive.

1. C. Hamangin. *Code général de la Roumanie*, II, p. 2120, 2305.

Les dispositions du nouveau Code de commerce, adopté en mai 1887, imposaient aux sociétés en commandite par actions : 1° que l'administrateur unique ou la moitié plus un des administrateurs fussent Roumains ; 2° que les censeurs de l'assemblée des actionnaires fussent en majorité Roumains.

Les juifs se sont vivement récriés contre ces articles destinés, selon eux, à les éloigner des fonctions rétribuées par ces sociétés. Mais qu'on juge si ces protestations étaient justifiées, car hier comme aujourd'hui, les juifs pullulent dans toutes les sociétés par actions.

En 1887 fut édictée la *loi pour l'encouragement de l'industrie*. Cela faisait bien ressortir la manifestation pas trop défavorable de notre pays dans la voie industrielle. Ce n'est du reste qu'un commencement et nous sommes loin encore d'avoir une organisation industrielle, suivant le type occidental, c'est-à-dire la *grande industrie*, avec ouvriers de plusieurs classes et patrons, avec capitalistes et prolétaires et avec ses conséquences inévitables : socialisme doctrinaire ou révolutionnaire (1).

1. Voir à ce sujet l'étude très bien fondée de M. C. Stere, professeur à l'Université de Iassy et député : *Social-democratism saŭ Poporanism*. Ch. III-VI, pp. 14-48 et 60-80 de la grande revue roumaine *Viața Românească*, oct.-déc. 1907. *Idem*. A. C. Cuza. *Generația de la 48 și Era Nonă*. Iassy, 1889.

Cette loi contient des dispositions très libérales et confère des privilèges avantageux aux étrangers et aux indigènes qui créeraient des établissements industriels. L'Etat roumain n'impose, en échange de ces avantages très considérables, qu'une seule condition : lorsque la fabrique est fondée elle peut avoir n'importe quel nombre d'ouvriers étrangers, mais après cinq ans les deux tiers doivent être Roumains.

Il ne s'agit pas donc de défendre aux fabricants d'employer quand ils voudront des ouvriers étrangers à leur fabrique, mais le pays ne peut pas encourager l'industrie dans ces conditions, car avant tout, comme partout ailleurs, ce sont les fils de la patrie qui doivent bénéficier d'elle. Enfin jusqu'à la loi pour la réglementation des métiers que nous venions de citer plus haut, on trouve un *règlement sur le commerce des drogueries*, imposant pour l'exercice de ce commerce la qualité de citoyen roumain.

On peut voir d'après ces dispositions prescrites jusqu'au seuil du xx^e siècle, comme il était facile à notre classe moyenne d'être expropriée dans une moitié du pays et menacée d'être remplacée dans l'autre. Car, sans exagérer, la capitale de la Roumanie se trouvait en 1893 avec une population israélite considérable, ayant, accaparé le commerce de la manufacture et des banques.

La statistique officielle du mois d'août 1893 nous donne les chiffres suivants : 431 chrétiens et 61 israé-

lites nés ; 370 chrétiens et 37 israélites morts. Donc 14,6 o/o d'israélites nés et 10 o/o de morts. La proportion se fait mieux observer au mois d'octobre : 525 chrétiens naissants et 454 morts ; 58 israélites nés et 54 morts. Il résulte que pour 525 chrétiens, il y a un surplus de 70 âmes ou un excédent de 7 o/o, tandis que les juifs se présentent déjà avec un excédent de 30 o/o.

M. Couza en reproduisant cette statistique disait, en 1893 : « Cet état de choses ne peut durer que quelques années encore, car ensuite on va voir les morts chrétiens dépasser les naissances et ceci sera, suivant le temps, le sort de toutes les villes de Valachie où l'élément roumain sera graduellement remplacé » (1). Si nous examinons la statistique des raisons de commerce, c'est-à-dire précisément celui des électeurs aux Chambres de commerce en 1893 (2), nous trouvons un total de 41.855. Le district d'Ilfov (chef-lieu Bucarest) entre dans ce nombre pour 5.470. La proportion des étrangers n'est pas négligeable, mais sans doute celle des juifs par rapport aux chrétiens, y compris les Romains est encore inférieure dans cette ville.

Dans le reste du pays, il y a 36.385 raisons com-

1. *L'artisan roumain*. Introd., p. XVII, 1893, Iassy.

2. C. Crupenski. *La statistique des firmes commerciales*. Dans le *Buletinul statistic General al Romanici*. An II, p. 137.

merciales dont 20.262 roumaines, 12.478 juives et 3.645 étrangères de différentes nationalités. Le nombre général des raisons de commerce donne une supériorité numérique aux indigènes, parce que les districts de l'Olténie et de la Valachie montagnarde sont là pour sauver l'ensemble, mais si nous considérons la Moldavie seule, les Roumains sont en minorité, ne possédant que 6.210 raisons de commerce, tandis que les juifs en ont 10.912 et les autres étrangers 910. La proportion est effroyable, et nos économistes ne s'y sont pas pris trop tôt pour s'en alarmer et démontrer à nos gouvernants qu'ils ont beaucoup à faire dans ce sens-là (1). Les opinions du prince

1. Le prince *Jean Ghica*, économiste et homme d'Etat, que nous avons vu être un des chefs du libéralisme économique en Roumanie, écrivait en 1872 : « La question de la population chez nous est plus importante que nous pouvons croire ; elle est plus sérieuse et plus dangereuse que partout ailleurs, parce qu'elle se complique avec l'immigration des juifs, dont leur accroissement disproportionné n'est pas seulement une plaie morale et hygiénique, par la mauvaise foi que beaucoup d'entre eux apportent dans leurs transactions pécuniaires et dans la malpropreté dont ils vivent, mais elle est aussi une question politique parce que les israélites qui descendent continuellement du Nord, arrivent en Roumanie *germanisés* ; ils sont donc les précurseurs du germanisme, d'une conquête muette, de désagrégation nationale à laquelle ils préparent le terrain... Dans l'industrie et le commerce nous trouverons les moyens qui éloignent les maladies, la dégénération de la race et qui augmentent la population ; dans cette augmentation nous

Jean Ghica, peuvent fournir une indication. Un autre personnage de haute valeur *Basile Conta*, philosophe et homme d'Etat — bien connu dans le monde scientifique étranger pour ses travaux philosophiques — a apporté une contribution très sérieuse à la question du dépérissement des classes moyennes devant la tribune parlementaire (1).

Enfin, en 1895, M. *Alexandre Couza*, alors député, dans trois ou quatre mémorables séances, a apporté une nouvelle lumière, en se plaçant au point de vue de la dépopulation et du dépérissement des éléments bourgeois des villes (2). D'après la manière savante avec laquelle il sut analyser et synthétiser la question, il était facile de voir que le mouvement *inspiré* par ses prédécesseurs, dans cette voie économique, commençait par être *dirigé* vers un but bien défini, c'est-à-dire devenait un objet de théorie et de recherches scientifiques : on devait appliquer au mal économique des remèdes économiques. C'est ce que l'école de l'économie politique nationale tâche de faire employer en ce moment.

trouverons les moyens de développer l'industrie et le commerce. » (*Causeries Économiques*, pp. 57-58.)

1. Séance de la Chambre du 5 septembre 1879, sur les moyens employés par les Juifs pour asservir notre puissance économique du pays.

2. *Discours sur le monopole de la vente de l'alcool*, séances de la Chambre des députés du 7 mars et 22 novembre 1894. *Discours sur les paysans et les classes dirigeantes*, séances de la Chambre des députés des 23 novembre 1894 et 16 mars 1895.

CHAPITRE II

Etat actuel de la classe moyenne en Roumanie

Ce dernier chapitre de notre étude devrait avoir la plus grande extension possible, il aurait pu même faire dans une autre circonstance l'objet d'une étude spéciale.

Dans notre cas, nous ne pouvions pas traiter de l'évolution d'une classe sans insister sur ses origines et ses débuts, sans apprendre, étape par étape, les transformations organiques par où elle passa, enfin sans exposer une situation *de fait* qui existe jusqu'à cette heure même et fait l'objet des préoccupations générales de toutes les branches sociales de notre pays.

Au début du xx^e siècle, l'immigration étrangère (qui, comme nous l'avons vu, coïncide, dès le xix^e siècle, avec l'évolution de la classe moyenne en Roumanie), est plus lente dans notre pays ; les émigrants de Pologne, de Galicie ou de Russie sont beaucoup moins nombreux, mais, ne nous réjouissons pas, car ceci tient à une cause plus malheureuse encore ;

celle de l'accroissement effrayant des éléments étrangers inassimilables.

En effet, il n'y a qu'à prendre les chiffres statistiques de l'ancienne capitale de Moldavie, *Iassy*, pour constater le mouvement de la population depuis l'indépendance roumaine :

Années	CHRÉTIENS ET AUTRES RELIGIONS			JUIFS		
	Naissances	Décès	Différence	Différence	Décès	Naissances
1879	1.070	1.574	504—	+ 602	1.102	1.704
1889	1.034	1.376	342—	+ 330	1.073	1.403
1894	981	1.335	354—	+ 624	923	1.547
1895	995	1.242	247—	+ 761	915	1.676
1899	1.113	1.269	157—	+ 764	873	1.637
1907	1.210	1.458	246—	+ 268	703	972

Il ne faut pas s'imaginer que cette disproportion décourageante existe seulement dans une ou deux villes, la Moldavie entière et la Valachie centrale sont en déficit au point de vue de la population indigène. *Iassy*, sur une population de 70.000 habitants, comptait, en 1905, 45.000 juifs, qu'on juge de ce qui reste pour les autres où il faut compter aussi certains éléments grecs, arméniens, allemands, français, etc.

Entre 1879 et 1903 on observe chez les chrétiens de cette ville un déficit de 5.817 âmes et pour les juifs

un excédent de 11.810 âmes, en vingt-cinq ans seulement.

A Bucarest, capitale de la Roumanie, même phénomène : depuis 1870 jusqu'en 1907, la population s'est accrue de 17.514 âmes, dont seulement 2.317 chrétiens orthodoxes et 14.029 juifs. La proportion d'accroissement a donc été seulement de 13,3 0/0 pour les Roumains et de 80,1 0/0 pour les juifs. Cette situation démographique des deux principales villes du royaume où se concentre toute l'activité politique, intellectuelle et économique du peuple roumain, a permis à notre éminent économiste, M. Couza, de s'exprimer ainsi : « Bientôt toutes nos villes ressembleront aux villes moldaves, et la Roumanie entière sera une seconde Galicie, d'où nous émigrerons nous-mêmes (1). »

M. Jean Lahovary, ancien ministre des Affaires étrangères et domaines, qui s'est occupé souvent des questions économiques à l'ordre du jour, dit à propos de la différence entre la Moldavie et la Valachie sur la supériorité économique : « ... Si donc nous ne trouvons, ni dans la race, ni dans le sol, ni dans les institutions, ni dans les mœurs ou la religion, la raison qui a mis la Moldavie en état d'infériorité par rap-

1. Fragment d'une étude économique et sociale : « Jidanii in Plesa », *VIII Statul Judaic in România*. Voir la revue nationaliste : *Neamul Românesc*, 8 février 1908, An. III, n° 17.

port à la Valachie, force nous est bien de reconnaître que la cause de cet état de choses ne peut se trouver que dans la seule différence qui existe entre les deux provinces, à savoir : *l'agglomération en Moldavie des israélites* qui ont appauvri la population indigène et diminué par conséquent sa force et sa vitalité. Dans les campagnes, *l'alcoolisme facilité et l'usure pratiquée par le cabaretier juif* ont été et sont encore la cause principale de cet appauvrissement et de cet affaiblissement de la race. Il est vrai que l'on s'est efforcé d'empêcher les juifs de tenir des cabarets dans les campagnes : c'est même une des causes pour lesquelles ils crient le plus à la persécution ; mais cette prohibition est relativement récente ; *en fait, elle est restée lettre morte, les cabaretiers israélites ayant continué leur commerce sous le couvert de tenanciers fictifs* (1). »

On voit bien quel état de choses intolérable existait alors, malheureusement avec le concours de l'administration et souvent l'indulgence de la justice ! On conçoit facilement si une loi limitant ces abus s'imposait ou non, si le gouvernement a eu raison de faire voter la loi sur le monopole des boissons spiritueuses dans les communes rurales après la fameuse révolte agraire (2).

1. *Op. cit.*, p. 33-34.

2. Voir plus haut.

Dans les lignes qui suivent la question est plus nettement posée encore, à notre point de vue : « Dans les villes où s'est portée la grande masse de l'immigration israélite, le résultat a été, comme on l'a vu : la disparition progressive de la population indigène devant la population israélite ; dans la lutte pour l'existence, l'une des deux races s'est montrée mieux armée ; elle est en train de supplanter l'autre ; elle a, grâce à ses qualités et à ses défauts bien connus et sur lesquels je n'ai pas à m'étendre, anéanti le commerce et la petite industrie indigènes, elle a accaparé entièrement ces sources de richesses, et chose grave au point de vue social et politique, *elle a tué dans l'œuf la classe moyenne en voie de formation ; la présence et l'agglomération des israélites dans les communes urbaines de la Moldavie ont empêché la constitution d'un tiers-état dans cette partie du royaume* (1). »

Si M. Lahovary avait étudié quelques traits de notre ancienne classe moyenne il aurait reconnu qu'un tiers avait existé avant l'immigration israélite et que celui-ci ne demandait pas mieux que de se développer dans la voie du progrès, suivant le siècle. Néanmoins la classe moyenne a été tuée dans l'œuf de formation *moderne*. En cela, M. Lahovary a raison et sa remarque n'a plus besoin de commentaires, elle a été écrite en 1902, au début du xx^e siècle.

1. *Idem*, pp. 34, 35, les passages soulignés le sont par nous.

§ 1. — *Artisans. — Statistique et constatation*

Dans la même année, le ministère des Domaines, à la suite de l'enquête industrielle, recueille un tableau résumant les données par rapport aux artisans de la Moldavie ; voici ce tableau :

Nombre des artisans en Moldavie en 1902, d'après la nationalité :

Nationalité des artisans	Nombre des artisans dans les cam- pagnes	Nombre des artisans dans les villes				TOTAUX GÉNÉRAUX
		Maîtres	Compagnons	Apprentis	Total des artisans dans les villes	
Roumains.....	6.878	2.311	2.174	1.665	6.150	13.028
Juifs	1.980	4.902	3.099	2.445	10.446	12.426
Etrangers divers	309	702	621	187	1.510	1.819
Totaux.....	9.167	7.915	5.894	4.297	18.106	27.273

Il ressort de ce tableau que dans les villes 60 o/o des artisans sont des juifs ; dans les campagnes, les juifs qui forment environ 4,5 o/o de la population rurale de la Moldavie (bourgs et villages réunis) donnent 25 o/o des artisans qui s'y trouvent.

On s'aperçoit que le système pratiqué par les juifs au début est fidèlement observé encore : pas d'apprentis ou de compagnons chrétiens chez les

maîtres juifs ; au contraire, les chrétiens prennent souvent compagnons et apprentis juifs pour les former.

Si nous passons au commerce, nous constatons, d'après les statistiques et enquêtes faites dans les treize chef-lieux de districts de la Moldavie, qu'il n'y en a que deux ou trois où la proportion des maisons israélites de commerce n'atteint pas 52 à 55 o/o du total et où elle oscille entre 44,5 et 48 o/o ; dans deux elle est de 56,90 o/o et de 77 o/o dans les huit autres ; elle va de 88 o/o à 99 o/o.

Dans les communes rurales, la proportion est encore très élevée ; dans 6 districts sur 13 elle dépasse 55 o/o ; sur ces six districts, il y en a deux où elle s'élève à 74 et 79,5 o/o.

Si nous passons à la Valachie, la proportion est renversée, c'est-à-dire que la population indigène est en majorité assez forte dans les villes de cette grande province, mais les prévisions de M. Couza ne tarderaient pas à s'accomplir si nous tenions compte que Bucarest, sur 323.000 habitants, compte plus de 45.000 juifs. Certaines villes comme Craiova, Turnu-Severin, Pitești ont un contingent nombreux de commerçants et industriels juifs. Ceci prouve bien qu'il n'y a pas raison de faire trop valoir un certain optimisme de la part de quelques personnes, qui feraient grand fond sur la force et la consistance d'une classe moyenne roumaine au moins en Vala-

chie. Il est vrai que la Valachie est dans une situation plus favorable que la Moldavie, il y a sans doute moins de juifs quoiqu'il y ait assez d'étrangers qui font du commerce, surtout des Grecs. Plus on monte dans la partie montagnarde de la Valachie, moins on trouve d'étrangers et au moins la petite industrie et le commerce se trouvent en majeure partie dans la main des indigènes, si on descend vers le sud, au bord du Danube ou dans les districts avoisinants de la Moldavie, on trouve davantage d'étrangers.

Ce fait est confirmé par la proportion statistique. Ainsi à Câmpulung, chef-lieu du district de Muscel, les maisons de commerce roumaines ont une proportion de 92,7 o/o à Ploëști 86,7 o/o et Slatina 87,2 o/o. La proportion se maintient pour les districts montagnards à un chiffre qui ne passe pas au-dessous de 80 o/o. Si nous descendons vers les districts de plaine et ceux du Danube, le nombre des maisons étrangères s'accroît et par conséquent celui des indigènes diminue. Ainsi, Craiova, troisième grande ville de Roumanie, représente 77 o/o d'indigènes, Buzen 77, 9, Braila (grand port sur le Danube) atteint 46 o/o, Turnu-Severin (port sur le Danube) 42 o/o, comme une ville de Moldavie. Dans les campagnes valaques l'élément indigène se trouve en forte majorité (88-97 o/o).

*
* *

Mais pour nous orienter définitivement, nous reproduirons ici le dernier chiffre récapitulatif des artisans sur l'année 1908, c'est-à-dire les dernières dates statistiques qui existent jusqu'en ce moment en Roumanie (1).

Ainsi dans les 32 districts qui composent le royaume de Roumanie nous avons un total de patrons, contremaitres, ouvriers et apprentis qui monte au chiffre de 127.841, se décomposant ainsi :

Roumains, 73.730, c'est-à-dire 57,67 0/0 du total du pays;

Juifs, 25.184, c'est-à-dire 19,70 0/0 du total du pays.

Autres nationalités, 28.927, c'est-à-dire 22,63 0/0 du total du pays.

Ce qui sauve le nombre supérieur des Roumains nous le répétons, ce sont les districts de la Valachie, qui ont un chiffre plus élevé d'artisans indigènes que d'étrangers. Et notre observation, sur la différence dans cette province quant aux districts montagnards et de plaines, se confirme parfaitement, quoique

1. *Enquête sur les artisans* à l'occasion de l'application de la loi pour l'organisation des métiers, publiée par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, 1908.

cette distinction ressorte mieux dans le domaine commercial.

Ainsi, aux districts montagnards suivants, nous avons ces chiffres comparatifs :

1. Muscel, chef-lieu Câmpulung . . .	} Roumains 1.119,90 17 o/o du total du district et 0,88 du total du pays. Juifs 4, autres étrangers 118. Total général, 1.241.
2. Gorj, chef-lieu Fârgu-Jiu	} Roumains 968 (80, 87 o/o et 0,76). Juifs 12, étrangers 217. Total général 1.197.
3. Vâlcea, chef-lieu Râmnic-Vâlcea .	} Roumains 1.415, juifs 43, étrangers 429. Total général 1.887.

Ces trois exemples nous suffisent pour démontrer le nombre infime des juifs, les étrangers néanmoins sont en quantité intéressante. Ceci tient au fait du voisinage de la Hongrie où ses habitants sont des artisans experts en leurs métiers et qui se sont établis de tout temps dans ces régions.

Ensuite les Roumains se sont initiés plus vite dans les métiers et les dominent parce qu'ils ont été enseignés par ces étrangers et puis même par leurs frères de Transylvanie qui dans tout temps ont eu un corps de métier développé, ainsi qu'un commerce établi (1).

Si nous prenons maintenant seulement les deux

1. Voir à ce sujet le livre très intéressant de M. Georges Maior. *La Politique agraire chez les Roumains de Transylvanie*. Bucarest, 1906, pp. 301-384.

districts des deux capitales de ces deux provinces, si différentes dans l'évolution de notre moyenne, nous trouvons :

1^o District d'*Ilfov*, capitale Bucarest : 19.369 Roumains, 4.896 juifs, 8.344 étrangers, qui nous donnent une proportion de 59,40 0/0 du district et de 15,15 du pays. Total général : 32.609 artisans.

2^o District de *Jassy*, capitale Yassy : 1.657 Roumains, 4.374 juifs, 591 étrangers. Proportion 25,02 du district et 1.30 du pays, pour les juifs 66,05 et 3,42. Total général : 6.622.

Ce chiffre de 127.841 artisans se partage entre les communes urbaines et rurales de la façon suivante :

Communes urbaines : 58.974 Roumains, 22.361 juifs, 25.116 étrangers. Total général : 106.501 artisans.

Communes rurales : 14.756 Roumains, 2.823 juifs, 3.761 étrangers : Total général : 21.340 artisans.

La proportion par département nous donne : 79,99 0/0 Roumains, 88,79 0/0 juifs, 87 0/0 étrangers. Communes urbaines.

Pour les communes rurales : 14.756 Roumains, 2.823 juifs, 3.761 étrangers. Total : 21.340 artisans. La proportion roumaine est de 20,01, celle juive 11,21, l'étrangère 13.

Ce qui donne à l'élément étranger des autres nationalités une supériorité générale aux juifs, c'est que la Valachie en contient davantage que la Moldavie

et ensuite les deux districts qui composent la province de Dobrodgea annexée au pays après la guerre de l'indépendance, contient des éléments étrangers majorant les artisans indigènes.

Ainsi le district de *Talcea* contient : 427 Roumains, 267 juifs et 1.644 étrangers, pour les communes urbaines.

Pour les communes rurales : 137 Roumains, 8 juifs et 330 étrangers. Total général : 2.813 artisans.

District de *Constantza* (1) : 1.421 Roumains, 104 juifs, 1.579 étrangers pour les communes urbaines.

District de *Constantza*. Communes rurales : 444 Roumains, 1 juif, 775 étrangers. Total général : 4.304 artisans.

§ 2. — *Commerçants. Statistique et constatation*

*
* *

Nous n'avons pas encore la seconde partie de l'enquête du ministère du Commerce qui aurait pu nous renseigner sur les commerçants, de la même manière que le tableau ci-dessus. Jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, ces statistiques n'ont pas encore paru.

Des renseignements non moins précieux nous sont donnés dans une statistique sur les professions

1. Ce département contient comme chef-lieu la ville de *Constantza*, notre premier port maritime.

soumises à l'impôt des patentes, publiée par le ministère des Finances, pour l'année 1903-1904.

Il en résulte de cette statistique que nous avons dans les communes urbaines du pays 41.959 patentaires, dont 23.907 étrangers et seulement 18.862 Roumains. De ces 23.907 étrangers on trouve 14.000 juifs. Donc l'élément étranger y prédomine davantage dans le commerce que dans les métiers, et dans l'ensemble de ces branches productives la prépondérance étrangère se fait sentir aujourd'hui plus que jamais.

Ainsi dans le commerce des céréales, la plus importante production du pays se trouve presque entièrement dans les mains des étrangers. La proportion est de 70 0/0 en leur faveur.

Dans les communes urbaines, il y avait lors de cette statistique 1.072 commerçants de céréales dont 365 Roumains, et 707 étrangers. L'élément juif prédomine dans ce commerce, étant au chiffre de 423.

Les marchés de céréales sont aussi dans les mains des commerçants étrangers et les *courtiers* n'y manquent pas. Dans un total de 837, nous trouvons : 375 juifs, 181 étrangers et 281 Roumains.

Dans le commerce de farine, si important puisqu'il nourrit l'immense majorité du peuple roumain, nous le trouvons littéralement accaparé par les étrangers. Il y a 302 commerçants de farine, dont

230 sont étrangers ; les juifs en sont pour 204 ! Les affaires de la commission ont le même sort, 736 commissionnaires dont 81 Roumains.

Le commerce de vêtements n'appartient effectivement qu'aux juifs. Il y a 1.971 commerçants d'habits dont 1.358 juifs, 380 Roumains et 223 étrangers. Même prépondérance étrangère dans l'épicerie, ayant pour 670 épiciers roumains 957 épiciers étrangers dont 481 juifs.

Les boulangers : 162 Roumains et 588 étrangers. Les restaurateurs : 128 Roumains, 175 étrangers. Et la série continue jusqu'aux marchands de quatre-saisons. Toute notre nourriture journalière est comprise dans leurs mains, et ce fait est trop caractéristique pour qu'on n'en tienne pas compte.

La *Banque*, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, constitue aussi une citadelle étrangère. Il y a 86 Roumains, 36 étrangers et 186 juifs. Il n'y a pas de danger qu'on trouve un banquier roumain en Moldavie, ce commerce dans cette province est exclusivement dans la main des Juifs.

Cependant, soyons justes et reconnaissons aux Roumains quelques places dans le commerce où ils détiennent la majorité, mais, hélas ! on ne peut que les compter sur les doigts, ces places, et soyons contents si ce compte va jusqu'au bout.

Ainsi les indigènes dominant dans le commerce de la laine et du coton, le terme roumain est

brasovenie, parce que, anciennement, ces marchandises venaient de Brasov (ville de Transylvanie), qui contient 161 Roumains et 104 étrangers. Les boissons spiritueuses comptent 3.281 Roumains et 2.097 étrangers (1). Les bouchers comptent 686 Roumains et 443 étrangers, et nous avons encore les potiers, les poissonniers et le commerce de bétail (en Valachie, surtout pour l'élément autochtone) qui se chiffrent à une majorité indigène.

Néanmoins, il faut espérer dans les fruits que porteront les lois du monopole des boissons spiritueuses et celle des trusts agricoles (votées en même temps), qui contribueront à diminuer deux catégories de gens étrangers appartenant à la classe moyenne. Car il faut considérer sans doute que ces lois qui viennent d'être votées, il y a à peine un an, ne manqueront pas dans l'efficacité qu'on attend d'elles.

§ 3. — *Constatations finales*

Qu'en résulte-t-il de ces chiffres que nous reproduisons ici pour rendre plus précis notre chapitre sur l'état de la classe moyenne contemporaine en Roumanie ?

1. La proportion supérieure des Roumains s'explique par le commerce de Valachie qui est rarement tenu, quant aux boissons, par des étrangers. Dans cette province la boisson alcoolique *țuica* (liqueur de prunes) est préparée par les indigènes qui la mettent en vente soit par eux-mêmes, soit par leurs congénères.

Que le pays, prospérant dans la voie du commerce et de l'industrie, depuis le dernier quart du xix^e siècle, se trouve possesseur d'une classe moyenne nombreuse, sagace et active, mais que cette classe dans sa majeure partie n'est plus roumaine.

Qu'en Moldavie, les juifs *possèdent presque l'entière activité économique des villes*, accaparant le commerce, l'industrie, les banques et le fermage, c'est-à-dire les catégories d'existence qui forment l'apanage des classes moyennes dans un Etat.

Que ceux-ci forment un vrai *monopole* de ces catégories s'obstinant à refuser constamment d'initier les indigènes dans ces branches productives, ainsi que le prouvent les exemples cités.

Que dans ces conditions-là, l'exclusivisme de race poussé par un instinct propre de conservation, commandant à ses éléments de ne pas s'assimiler ni par mariage, ni par adoption de mœurs et d'habitudes du peuple indigène, amène des conséquences désastreuses pour ceux-ci.

Nous voyons, par conséquent, se passer le phénomène social suivant : La population compacte de ces *étrangers inassimilables*, maîtres sur les branches productives de la classe moyenne indigène, s'interposent comme une vraie couche isolatrice, entre la classe rurale roumaine et la classe dirigeante roumaine.

Dans ces conditions, la classe moyenne nationale

étant anéantie, il est impossible aux excédents de la classe rurale, excédents d'intelligence et de capacité, de s'élever dans la classe immédiatement supérieure, qui n'étant pas indigène ne peut pas absorber cet excédent. Ceux-ci se voyent donc contraints de demeurer dans leur ancienne situation, au travail brut, à une ignorance imméritée, dépourvus de toute espérance pour s'élever à une classe supérieure dont ils se sentent dignes d'y figurer.

La classe dirigeante roumaine n'étant plus alimentée par l'excédent de la classe moyenne indigène, devient amincie, s'affaiblit continuellement et n'est plus en état de rendre les services qu'on est en droit d'attendre pour son progrès.

Bien plus encore, la classe moyenne étrangère, en vertu de son expansion naturelle, a une tendance évidente de devenir un jour fatalement classe dirigeante ; dans ces conditions elle ne peut servir que ses propres idées et idéals, suivant son caractère et persévérant dans ses mœurs. Nous aurions dans ce cas une anomalie pitoyable ; car le peuple composant la première couche des classes sociales se verra contraint à penser comme ces deux autres classes, celles-ci étant l'expression de l'intelligence politique et économique de la nation.

La classe rurale donc se trouvera forcée de destiner tout son travail pour entretenir une *civilisation étrangère* qui ne lui est utile en rien. Ceci sans

doute amènerait une catastrophe, car un peuple ne peut pas vivre avec des classes hétérogènes.

Notre peuple est dans ce cas. Un organe essentiel de son corps social lui est estropié. Trois quarts du pays sont occupés par une classe hétérogène à la sienne.

Que doit-on faire pour obvier au mal et prévenir une pareille catastrophe ? Peut-on prendre des mesures salutaires ? Y a-t-il un remède ?

C'est ce qu'il nous reste encore à voir.

CONCLUSIONS

Nous venons de parcourir d'un bout à l'autre de notre étude, les phases économiques de l'évolution de la classe moyenne en Roumanie.

Ceci nous fait constater un phénomène économique et un autre sociologique qui présentent un grand intérêt pour la science.

Le pays roumain a subi une transformation rapide (dont on trouve de rares exemples chez les autres peuples) dans ses moyens de production et son système d'échange.

Ce phénomène économique eut comme résultat une transformation sociale complète de la vie et des mœurs du peuple roumain, en général, et de sa classe moyenne, bouleversée formidablement par le choc de l'immigration étrangère, en particulier.

Ces transformations sociales, croyons-nous, n'ont pas assez profité à la masse de la nation, puisqu'il faut avoir en vue que la civilisation d'un peuple, avec ses lois et ses formes distinctes, est le produit du travail des siècles.

« Il y a une étroite corrélation, dit M. E. Levasseur, entre le passé, le présent et l'avenir, entre les

racines et la tige, entre le milieu dans lequel une société se meut et le mouvement même de cette société ; c'est pourquoi les destinées de l'humanité et de ses diverses fractions, qu'on nomme les peuples, forment une chaîne continue. On distingue un certain nombre d'évolutions successives qui en sont pour ainsi dire les anneaux distincts et qui ont eu chacune leur naissance, leur épanouissement et leur décadence ou leur transformation (1). »

Suivant cette constatation, il est évident que tout progrès durable, basé sur un état de choses établi à travers les temps ne peut s'effectuer que successivement, car, pour développer les qualités d'un peuple et élargir les formes existantes, il faut les accommoder aux nouveaux besoins.

L'introduction chez nous des formes de civilisation, qui sont nées dans d'autres circonstances, n'ont pu par conséquent que troubler le développement paisible de notre peuple, contribuant à l'affaiblir en quelque sorte, ou plutôt à le désorienter. C'est justement ce que nous venons de démontrer plus haut, à savoir que cette civilisation, ce renouvellement ne sont pas le résultat d'une œuvre longuement réfléchie, accommodée au génie du peuple roumain, mais bien une copie fidèle d'une civilisation occidentale, introduite sans transition par les classes

1. *Op. cit.*, t. II, p. 495, conclusions.

dirigeantes, éblouies par la grandeur de cette civilisation et ignorant en quelque sorte ses bases historiques.

C'est bien la note vraie de la situation que M. Couza a donnée naguère lorsqu'il disait : « Nos gouvernants ont confondu toujours les formes de civilisation avec la civilisation elle-même, et ils ont pris les derniers résultats de la culture pour les causes qui les avaient produits (1) ».

En effet, pour en revenir à notre sujet, parmi les formes avec lesquelles nous avons cherché à nous civiliser il y a eu en premier lieu le régime démocratique constitutionnel, qui suppose le gouvernement par soi-même, c'est-à-dire par les *masses*, d'un peuple touchant à sa maturité et ayant pleinement conscience de ses intérêts.

Historiquement, ce régime représente les efforts que font les classes moyennes, c'est-à-dire la bourgeoisie, appartenant aux villes et aux communes, pour diriger et conduire. Chez nous, d'après ce que nous venons de voir, pareil système démocratique n'a pas encore existé.

Politiquement, nous avons une constitution démocratique, mais socialement c'est la démocratie qui nous manque.

1. A. C. Couza. *Les Paysans et les Classes dirigeantes*. Etude introductive, p. 48, 1895.

Car c'est à cette déduction que nous arrivons, après avoir parcouru l'évolution sociale du peuple roumain.

Economiquement, la solution du problème est donnée d'une façon très nette par M. Couza dans un de ses plus récents ouvrages (1). Cette solution ne contient que ces deux alternatives :

« Ou bien nous, Roumains, nous parviendrons à reconquérir les positions perdues, dans le commerce et l'industrie, en reconstituant la classe moyenne nationale pour qu'elle puisse absorber les excédents des villages et alimenter nos classes dirigeantes, et alors nous vivrons en nation existant par elle-même, établissant une culture propre, *roumaine*, dans nos patrimoines ;

« Ou bien les juifs continueront d'accaparer le commerce et l'industrie, en conquérant nos villes, et en achevant de nous anéantir et alors ce seront eux qui composeront la classe moyenne *étrangère*...

« ... Et alors une *réaction violente* pourrait interrompre momentanément le tranquille et paisible développement de notre nation, dans son territoire, c'est-à-dire dans le *pays roumain*, car elle seule a le droit d'exister comme nation, avec son idéal particulier ».

1 *La nationalisation des métiers*. Iassy, 1902.

La manière dont cette élimination devait être faite était indiquée dans le même ouvrage, elle consistait dans *l'intervention de l'Etat* par des *lois de protection du travail national* et de son développement, et le principal moyen par lequel l'Etat aboutirait à faire reconstituer notre classe moyenne indigène serait la réorganisation de l'enseignement professionnel, par la création d'écoles et ateliers pratiques, où les futurs maîtres pourront acquérir des connaissances pratiques nécessaires et amasser un petit capital, qui leur servira à s'établir plus tard. Enfin, la création des coopératives de production, de consommation et de crédit. En un mot, la *coopération généralisée et systématisée*.

Même solution de la part de M. *Constantin Stere*, professeur à l'Université de Jassy et sociologue de grande valeur, qui reconnaît la nécessité d'un régime raisonnable de protection législative et celui d'une législation sur les coopératives de ville, qui doivent marcher parallèlement avec celles des villages (1). Quant à la question de l'élimination, M. Stere est loin de se trouver d'accord avec son collègue (2). Il

1. *Social démocratisme ou popularisme?* chap. VI. *La formule de notre progrès industriel*, étude sociale et économique parue dans la revue roumaine *Viata Romineasea*, 1907-1908.

2. Même étude, p. 206, dans la revue citée de nov. 1907, 2^e année, n^o 11.

préconise l'intervention de l'Etat, prêtant son concours au surcroît de population juive pour le faire émigrer, et en cela il croit obéir à un sentiment de justice, conforme aussi à notre intérêt. Il croit que dans quinze, vingt ans, suivant ce système, nous pourrions diminuer le poids de ce nombre considérable de juifs (environ 380.000 aujourd'hui sur une population de 6.900.000 habitants) et que dans vingt ou trente ans tout au plus, il sera réparti d'une façon proportionnelle à l'étendue de la population.

Cette opinion n'est pas admissible, car il faudrait à l'Etat roumain un budget doublé et même triplé pour arriver à canaliser toute cette nuée d'étrangers. Or, dans l'état de chose actuel, il ne peut pas être question de cela; nous devons envisager d'abord les intérêts et les besoins de nos compatriotes. Ceux-ci réclament avec raison le secours de l'Etat, autant pour l'industrie que pour le commerce.

Cette nécessité explique la séparation du ministère du Commerce et de l'Industrie de celui de l'Agriculture et des Domaines; la séparation vient d'être opérée par la loi du 4 avril 1909. Son but n'est pas difficile à comprendre. Cette organisation est appelée à embrasser toute l'activité du travail national et de notre commerce, en donnant une saine direction et les encouragements nécessaires à son développement. En dehors de l'*industrie domestique*, qui paraît constituer une large préoccupation dans le

programme d'action du ministère, il semble que l'industrie nationale sera aidée par la création d'un bureau d'informations institué au bureau du ministère pour les fournitures de l'Etat et des autorités publiques. Sans doute, les professionnels roumains seront les seuls préférés, car autrement cette disposition serait inutile.

Un *bureau de placement* a été créé aussi, pour donner un appui aux travailleurs d'élite, aux jeunes ouvriers sortant de nos écoles d'arts et métiers et auxquels nos industriels, par une sorte de préjugé invétéré, préfèrent souvent à tort des ouvriers étrangers ou des ouvriers inexpérimentés, qui n'ont pas été à l'école.

Enfin, une dernière innovation, très utile, est celle des *attachés commerciaux*, auprès de nos diverses légations de l'étranger. Néanmoins, ces dispositions et ces créations ne peuvent pas servir assez puissamment à la reconstitution de notre classe moyenne.

L'intervention de l'Etat, reconnue pour cette œuvre absolument nécessaire par tous nos économistes, doit avoir pour moyen la nationalisation du commerce, des métiers et de l'industrie.

1° L'Etat doit instituer par conséquent une *banque de commerce*, qui aiderait au relèvement du commerce national. Cette institution pourrait former des commerçants aptes à pouvoir lutter contre la concurrence étrangère. Elle pourrait ainsi favoriser

et prêter un concours utile aux diplômés des écoles commerciales, qui auraient manifesté leurs aptitudes, devant un jury institué pour la circonstance. Le crédit pourrait leur être ainsi facilité à condition toutefois que les capitaux leur soient prêtés à un minimum d'intérêt.

2° *La réorganisation des écoles de métiers* pourra permettre la formation d'un personnel bien initié et fortement préparé à la profession à laquelle il est destiné. Il faut des écoles d'apprentis et même d'adultes pour permettre aux enfants du peuple d'acquérir toutes les connaissances utiles à la profession qu'ils ont choisie.

3° Une autre mesure de l'Etat serait *l'apprentissage des métiers dans l'armée* (1).

L'Etat serait allégé d'une grande dépense, n'ayant plus besoin de maîtres particuliers, en réalisant des économies à payer les maîtres dirigeants des ateliers de confections, qui équiperont intégralement l'armée. L'idée de fortifier la classe moyenne nationale par ce système et d'aboutir à la nationalisation des métiers pourrait prendre une forme réelle et, pensons-nous, elle ne tarderait pas à être mise à exécution.

L'initiative privée en second lieu est appelée à

1. Cette idée fut préconisée par M. Couza lors de son enquête sur les écoles de métiers, *op. cit.*, p. 33.

jouer un rôle prépondérant dans la reconstitution de notre classe moyenne :

1^o D'abord il faut *limiter le courant général du public vers le fonctionnarisme*, c'est une plaie moderne qui s'observe partout et qui ne peut être plus pernicieuse que dans les petits Etats en voie de progrès économique, et surtout ayant comme le nôtre une classe moyenne étrangère. Le mouvement qui entraîne les jeunes éléments des familles bourgeoises vers le commerce et l'industrie se poursuit depuis quelques années seulement et espérons que le résultat en sera satisfaisant pour nous.

2^o La création des *sociétés coopératives*, surtout de *consommation et de production*, notamment pour les objets de première nécessité, commerces et industries qui se trouvent presque exclusivement dans les mains des étrangers. L'essentiel des sociétés coopératives étant la suppression de l'intermédiaire entre producteur et consommateur (c'est-à-dire du commerçant dans notre cas), — intermédiaire qui est le plus souvent étranger, tandis que le consommateur est Roumain, — on peut facilement comprendre combien est grand l'intérêt que nous prenons à la création de pareilles associations, qui prépareraient le terrain à l'initiative privée *individuelle*, et qui contribueraient à *réduire les prix* en perfectionnant la quantité des marchandises débitées (1).

1. Un exemple-type de ces sortes de coopération,

Dans le domaine de l'initiative privée ayant le même but initial, il faut compter encore une opinion pas mal débattue, depuis ces derniers temps.

C'est la création d'une sorte de coopération en vue de procurer le capital nécessaire aux jeunes commerçants, sortis des écoles de commerce et métiers pour aider ainsi leurs entreprises et stimuler l'initiative individuelle.

Ce serait en un mot une sorte de banque coopérative de commerce à capital privé.

L'entreprise est loin d'être mauvaise mais son application serait prématurée. Le risque serait bien grand pour ces associations particulières, car elles n'auraient pas les mêmes moyens qu'une *banque nationale de commerce* appartenant à l'Etat et alimentée chaque année par une subvention fixe et un budget régulier. La réussite de ce genre d'associations serait en effet, problématique, aussi par une raison d'ordre économique : la concurrence étrangère syndiquée anéantira l'entreprise individuelle. La mau-

nous offre à Iassy la société coopérative *Renasterea* (La Renaissance) ayant un capital de 16.000 francs. C'est une coopérative de production et consommation, ayant des ateliers pour tailleurs, lingerie, modes et toilettes. La société est constituée depuis une année sous la présidence du Dr Léon Cosmovici, professeur à l'Université de Iassy et ayant comme membre aussi M. Couza. Elle marche parfaitement, d'après les renseignements qui nous sont donnés et bientôt elle ouvrira des succursales en province.

vaise foi de celle-là, les relations commerciales assurées à l'étranger, la variété des marchandises et ajoutons-le aussi, une certaine clientèle nombreuse qui ne sera pas assez décidée, malheureusement, au premier moment, à prêter son concours au nouveau commerçant ou artisan, tout ceci rendra pour le moment impossible à atteindre le but même de ces associations pour l'encouragement du commerce et de l'industrie. Nous le disons pour le moment, car plus tard lorsque nos coopératives seront assises sur des fondements solides, lorsqu'elles fleuriront et prospéreront, afin que le public roumain puisse s'habituer à encourager ces initiatives nationales, il comprendra enfin qu'il aide par son concours à la reconstitution d'une classe inhérente au corps social de la nation, et qu'il est de son intérêt d'encourager la production de ces marchandises de valeur certaine et d'un travail consciencieux, effectué par l'initiative individuelle.

En attendant les coopératives urbaines organisées et mises en relation avec les coopératives rurales, ayant par ce fait un centre commercial bien déterminé, représentant une clientèle assurée, elles vont créer des rapports puissants avec les fabriques de l'étranger, leur assurant des conditions de travail plus favorable, disposant de moyens sûrs pour écouler des marchandises variées et garanties, sans craindre la concurrence étrangère des juifs ou autres.

C'est incontestablement le moyen principal et le plus certain qu'on puisse employer pour résoudre le problème des classes moyennes.

Néanmoins l'Etat et l'initiative privée ont encore d'autres formes d'activité économique pour obvier au mal. En créant des sociétés de patronage de dames roumaines pour aider les artisans et les producteurs ;

En attirant la *population roumaine de Macédoine*, élément admirablement doué pour le commerce et l'industrie ;

En colonisant les faubourgs et la banlieue des villes avec la *population roumaine d'Olténie* (ancienne grande province de la principauté valaque) habituée héréditairement au petit commerce ;

En installant dans chaque capitale de département, certains *dépôts de produits et de marchandises appartenant à l'Etat* ;

Enfin, la création d'un *crédit industriel et commercial*, après avoir réorganisé les écoles pratiques de métiers et de commerce, c'est-à-dire une solide *banque nationale de commerce* dont nous avons parlé plus haut.

Notre dernier mot sur le problème des classes moyennes en Roumanie ne peut donc être que *nationalisation* complète du commerce et de l'industrie par l'intervention légale de l'Etat et la solidarité du peuple roumain, créatrice de l'initiative privée.

Cette formule qui s'impose aujourd'hui pour la reconstitution de notre classe moyenne nationale est seule capable, croyons-nous, de rendre au corps social entier, son *homogénéité*.

Elle rendra au peuple roumain son indépendance économique, dont nous ne sentons aujourd'hui que le besoin.

Ainsi seulement, la Roumanie parviendra à établir son *équilibre* politique, social et économique, charge qui incombe à la nouvelle génération, pour le salut du pays !

Vu : le président de la thèse
ALGLAVE

Vu : le Doyen
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages roumains

COUZA (A.-C.). — L'artisan roumain. Iassy, 1893.

— La population. Sa statistique, sa théorie et sa politique. Iassy, 1899.

— La nationalisation des métiers. Iassy, 1902.

GEORGESCO-SEVERIN (Constant). — La réforme agraire en Roumanie. Paris, 1908.

GHICA (Jean). — Causeries économiques. Bucarest, 1872.

IARGA (N.). — Le nègre et les métiers dans le passé roumain. Bucarest, 1906.

LAHOVARY (Jean). — La question israélite en Roumanie. Bucarest, 1902.

M. M (I.). — Le roumanisme devant la question juive. Iassy, 1892.

URECHE (Basile-A.). — Histoire des Roumains. Bucarest, 1888.

VÉRAX. — La Roumanie et les juifs. Bucarest, 1903.

WACHMANN (C.). — Sur les corporations. Bucarest, 1902.

XÉNOPOL (A.-D.). — Histoire des Roumains de la Dacie-Trajane. Iassy, 1888-1893.

Ouvrages français

THIERRY (Augustin). — Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du tiers-état. Paris, 1853.

— Monuments inédits sur le tiers-état.

LEVASSEUR (E.). — Histoire des classes ouvrières en France. Paris, 1867 et 1904.

VALLEROUX (Hubert). — Les corporations et syndicats professionnels au XVIII^e siècle. Paris, 1885.

MARTIN (Germain). — Les associations ouvrières au XVIII^e siècle.

LAVELAYE (Emile DE). — De la propriété et de ses formes primitives. Paris, 1891.

GERMAIN (A.). — Histoire de la commune de Montpellier.

GUIZOT. — Histoire de la civilisation en France.

LEROY. — Dissertation sur l'origine de l'hôtel de ville.

LEVASSEUR (E.). — Les causes et les limites de la population dans le monde. Sciences et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, mai 1852.

HAUTERIVE (Comte d'). — Journal d'un voyage à Constantinople, 1785.

CARRA (Jean-Louis). — Histoire de la Moldavie et Valachie avec une dissertation sur l'état actuel de ces provinces. Iassy, 1770.

HAUSSEN. — Les ouvriers du temps passé (XV^e et XVI^e siècles), 1894.

DESJARDINS (Ernest). — Les juifs de Moldavie. Paris, 1867.

Ouvrages Italiens (traduits en français).

CIBRARIO (Louis). — Economie politique au moyen âge. Paris, 1859.

RAICEVICH (Stephano). — Voyage en Valachie et Moldavie avec des observations sur l'histoire, la physique et la politique, 1788 et 1882.

Ouvrages Allemands

HAUSEN (Geog.). — Die drei Bevoel Kerungsstufen. München, 1899.

MOMMSEN (Théodore). — Rœmische Geschichte. Berlin, 1868.

BÜCHER (Dr Karl). — Die Entshehing der Volkswirtschaft. Tübingen, 1898.

SEEK (Otto). — Geschichte des Untergangs der Antiken Wilt. Berlin, 1897.

MARX (Karl) und ENGELS (Friederich). — Manifest der Kommanischen Partei. London, 1848.

LIST (Fr.). — Système national d'Economie politique.

DUHRING (Eug.). — Kritische Geschrichte der National œonomie med des Socialismus. Leipzig, 1879,

Ouvrages anglais

FRANCKLIN (Alfred). — La vie privée d'autrefois. Comment on devient patron. Paris, 1889.

MORGAN. — Ancient Society.

Documents et Périodiques

RÈGLEMENT ORGANIQUE, 1830-1831.

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, 1866.

MONITEUR OFFICIEL.

ARCHIVES DE L'ÉTAT ROUMAIN.

STATISTIQUES DES MINISTRES DES FINANCES, DU COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

Revues : *Neamul Romănesc*, *Viața Românească*, LA RENAISSANCE LATINE.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	7
INTRODUCTION.....	15
<i>Section I. — La société primitive. — Son organisation sociale et économique.....</i>	
	15
<i>Section II. — La société antique. — Ses divisions en classe. — Evolution et décadence.....</i>	
	20
§ 1. — L'Hellade.....	20
§ 2. — Rome.....	21
<i>Section III. — Le moyen âge.....</i>	26
§ 1. — Création des communes.....	30
§ 2. — Comment était organisée la commune....	35
§ 3. — L'extension de la classe moyenne sous le pouvoir royal.....	39
<i>Section IV. — L'évolution des classes moyennes au moyen âge, en Europe... ..</i>	43
<i>Section V. — Naissance et évolution des classes... ..</i>	47
§ 1. — Florence.....	60
§ 2. — L'Espagne.....	63

*Section VI. — L'évolution de la classe moyenne en
France depuis les croisades jusqu'à nos jours. . 70*

PREMIÈRE PARTIE

La classe moyenne roumaine jusqu'au début
du xiv^e siècle

CHAPITRE I. — Les phases économiques de la Rou-	
manie.....	79
§ 1. — Période primitive.....	83
§ 2. — Période pastorale.....	87
§ 3. — Période pastorale agricole.....	90
CHAPITRE II. — La formation de la classe moyenne. —	
Ses débuts.....	95
§ 1. — Le mouvement commercial avant le	
xv ^e siècle.....	95
§ 2. — Désorganisation commerciale au xv ^e siè-	
cle.....	101
§ 3. — Le xviii ^e siècle. Formation de la classe	
moyenne nationale	103
CHAPITRE III. — L'organisation des villes et des com-	
merçants.....	107
§ 1. — Le rôle de la classe moyenne dans la	
période pastorale agricole.....	112
CHAPITRE IV. — Les anciennes corporations.....	116
§ 1. — Origine des anciennes corporations.....	116

§ 2. — Création des anciennes corporations. —	
Leur organisation et leur but.....	122
§ 3. — Le rôle de la corporation dans l'évolution	
de la classe moyenne.....	138
§ 4. — Les corporations étrangères des pays rou-	
mains.....	144
§ 5. — Les industries.....	153

DEUXIÈME PARTIE

La phase agricole

CHAPITRE I. — L'immigration étrangère.....	163
CHAPITRE II. — Les juifs.....	169
§ 1. — En Moldavie.....	169
§ 2. — En Valachie.....	181
CHAPITRE III. — L'empiètement des droits des corpo-	
rations.....	186
Les corporations tombées en désuétude.....	186
CHAPITRE IV. — Aspect général de la classe moyenne	
à la fin de la phase agricole.....	196

La phase agricole industrielle

CHAPITRE I. — Les caractères généraux de la pé-	
riode.....	206
Manolesco.....	18

§ 1. — Les classes dirigeantes et l'école économique libérale.....	207
§ 2. — Les classes moyennes expropriées par la conquête économique étrangère.....	215
CHAPITRE II. — Etat actuel de la classe moyenne en Roumanie.....	231
§ 1. — Artisans. — Statistique et constatation..	236
§ 2. — Commerçants. — Statistique et constatation.....	242
§ 3. — Constatations pénales.....	245
CONCLUSIONS.....	249

ERRATA DE LA BIBLIOGRAPHIE

- p. 263 lire Jorga (N.) - Le négoce . . .
p. 264 lire Hausser
p. 265 lire Hansen . . . Die drei Bevölkerungsstufen
— — Bücher . . . Die Entstehung der Volkswirtschaft
— — Seek . . . Antiken Welt
— — Mark . . . Kommunischen
— — Duhring . . . Geschichte . . . und des socialismus
p. 266 — Revues . . . Romaneasca

